



N° 85F0015-XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2005-2006



Centre canadien de la statistique juridique



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (numéro sans frais 1-800-387-2231, téléphone : 613-951-9023, numéro de télécopieur : 613-951-6615).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web à www.statcan.ca.

Service national de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 85F0015-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir des services rapides, fiables et courtois et à faire preuve d'équité envers ses clients. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Centre canadien de la statistique juridique

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2005-2006

par Sandra Besserer

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2007

N° 85F0015-XIF au catalogue
ISSN 1705-7388

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 85F0015-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

	Page
Faits saillants	7
Introduction	8
Aperçu de l'aide juridique au Canada	8
Systèmes de prestation de services d'aide juridique	8
Services d'aide juridique	9
Affaires criminelles	9
Affaires civiles	9
Autres services.....	9
Détermination de l'admissibilité	10
Coût de l'aide juridique.....	10
Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique	10
Recettes des régimes d'aide juridique.....	10
Contributions des gouvernements	10
Contributions fédérales à l'aide juridique	11
Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique	12
Contributions des clients et recouvrements de coûts.....	13
Contributions des avocats	13
Autres sources de recettes.....	13
Dépenses des régimes d'aide juridique.....	13
Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles	15
Demands d'aide juridique	15
Demandes d'aide juridique approuvées.....	17
Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvées	17
Genres d'affaires confiées aux avocats salariés et aux avocats de pratique privée	17
Demandes d'aide juridique rejetées.....	18
Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique	19
Services d'aide juridique relatifs à des appels	19
Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique	19
Personnel.....	20
Méthodes	21
Glossaire	22
Tableaux de données	27

Table des matières (fin)

Page

Liste de tableaux

1. Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants.....	28
2. Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants	32
3. Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants.....	34
4. Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants.....	36
5. Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense	38
6. Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques.....	40
7. Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire	42
8. Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle	44
9. Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile	46
10. Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire.....	48
11. Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile	50
12. Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire	52
13. Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire	54
14. Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle	56
15. Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile	58
16. Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires	60
17. Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet	62
18. Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles.....	64
19. Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars	68
20. Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés	70
21. Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire.....	72
22. Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile.....	74
23. Demandes d'aide juridiques approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles.....	76
24. Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	78
25. Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	80
26. Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires	82
27. Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires.....	83

Faits saillants

- En 2005-2006, les régimes d'aide juridique ont dépensé près de 673 millions de dollars, soit environ 21 \$ par personne au Canada¹. Après correction de l'inflation, les dépenses étaient en hausse de 9 % comparativement à l'année précédente.
- Plus de 80 % des dépenses ont été directement affectées aux renseignements juridiques, aux conseils et aux avocats fournis à ceux qui n'auraient peut-être pas eu autrement accès à un avocat. Un peu plus de la moitié des dépenses d'aide juridique directes avait trait à des affaires criminelles, le reste étant consacré aux affaires civiles.
- Le financement des régimes d'aide juridique s'est élevé à 626 millions de dollars en 2005-2006. Cela constitue une augmentation de 2 %, après correction de l'inflation, soit moins que l'augmentation des dépenses. Dans l'ensemble, les dépenses ont dépassé le financement, principalement en raison des résultats pour l'Ontario et l'Alberta. En Alberta, le régime d'aide juridique a utilisé les réserves de fonds pour combler un déficit. En Ontario, le déficit a été causé par une modification comptable ponctuelle qui a fait augmenter les dettes estimées à la fin de l'exercice pour les travaux effectués mais non encore facturés par les avocats de pratique privée.
- Il existe trois sources principales de financement : les contributions gouvernementales (fédérales et provinciales/territoriales); les contributions des clients et les recouvrements de coût; et les contribution d'avocats. Les contributions gouvernementales constituaient près de 90 % des recettes des régimes d'aide juridique, dont 80 %, soit la majorité, sont des contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux.
- En 2005-2006, un plus de 780 000 demandes d'aide juridique ont été présentées aux régimes d'aide juridique. Cela représentait une augmentation d'environ 3 % comparativement à l'année antérieure. Il y a eu une augmentation du nombre de demandes tant pour les affaires criminelles que pour les affaires civiles, les affaires criminelles enregistrant l'augmentation la plus importante (5 %). Le nombre de demandes d'aide juridique a augmenté dans l'ensemble des onze secteurs de compétence déclarants, sauf deux.
- Dans la plupart des secteurs de compétence, la majorité des demandes d'aide juridique reçues avaient trait à des affaires criminelles. Cela comprend plus de 70 % des demandes au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan, en Alberta et au Yukon. Par contraste, la majorité des demandes présentées en Ontario (75 %) et au Québec (55 %) avaient rapport à des affaires civiles. Étant donné que ces deux provinces représentent la majorité des demandes, on constate que, dans l'ensemble, plus de la moitié (59 %) des demandes d'aide juridique avait trait à des affaires civiles en 2005-2006.
- À l'échelle du Canada, près de 477 000 demandes de service d'aide juridique complet ont été approuvées en 2005-2006. Cela constituait une augmentation de 2 % comparativement à l'année antérieure et un renversement de la tendance à la baisse qui s'était manifestée au cours des quatre années antérieures. Bien qu'il y ait eu augmentation des demandes ayant trait à des affaires civiles, la majorité des demandes approuvées avait trait à des affaires criminelles.
- Environ 12 000 avocats, de pratique privée ou employés par les régimes d'aide juridique, ont fourni des services d'aide juridique en 2005-2006. Ce nombre est en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente.

1. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard, qui ont été incapables de fournir des données pour 2005-2006. Toute comparaison faite par rapport aux chiffres des années antérieures exclut également ces deux secteurs de compétence.

Introduction

Au Canada, l'accès à la justice est une question qui préoccupe les gouvernements, les décideurs, les spécialistes du droit et la population. L'accès aux services juridiques est un aspect de l'accessibilité, car ce ne sont pas tous les Canadiens qui peuvent se permettre les services d'un avocat. Toutes les provinces et les trois territoires se sont dotés d'un régime d'aide juridique pour venir en aide aux Canadiens à plus faible revenu ayant besoin des services d'un avocat.

L'information dans le présent rapport porte sur le fonctionnement des 13 régimes d'aide juridique au Canada. Le rapport fournit des renseignements sur les systèmes de prestation de services d'aide juridique, sur les recettes, les dépenses et le personnel des régimes d'aide juridique, ainsi que sur les demandes d'aide juridique. On y a inclus un glossaire qui présente des détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique figurant dans le rapport.

Le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables des questions relatives à la prestation des services d'aide juridique. Le gouvernement fédéral a une responsabilité partagée à l'égard de l'aide juridique criminelle et civile qui découle de son autorité constitutionnelle en matière de droit criminel et en matière civile, incluant les affaires de divorce et le processus de reconnaissance du statut de réfugié. Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables des questions liées à l'administration de la justice, qui comprennent l'aide juridique en matière criminelle et civile.

Étant donné que l'administration de la justice est une responsabilité des provinces et des territoires, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent d'un secteur de compétence à l'autre. Par conséquent, les 13 régimes d'aide juridique ne fournissent pas tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. En raison de ces différences fondamentales et des limites inhérentes aux données, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on fait des comparaisons entre secteurs de compétence ou lorsqu'on examine le portrait national de l'aide juridique au Canada au fil du temps.

La plus grande partie de l'information publiée dans le présent rapport est tirée de l'Enquête sur l'aide juridique, que mène chaque année le Centre canadien de la statistique juridique. Certaines données, notamment celles sur les contributions des gouvernements aux régimes d'aide juridique, proviennent d'autres sources (voir la section Méthodes pour de plus amples détails).

Aperçu de l'aide juridique au Canada

Systèmes de prestation de services d'aide juridique

Le Canada assure des services d'aide juridique au moyen de régimes d'aide juridique distincts mis en place dans chacune des provinces et dans les territoires. Même si chaque gouvernement provincial ou territorial a conçu son propre système d'aide juridique, deux méthodes générales ont été adoptées pour la prestation des services d'aide juridique : le système d'assistance judiciaire et le système faisant appel à des avocats salariés.

Le **système d'assistance judiciaire**, qui est fondé sur la rémunération à l'acte, fait appel à des avocats de pratique privée qui font payer leurs services par le régime d'aide juridique. Généralement, le client peut se faire représenter par n'importe quel avocat disposé à accepter sa cause. Toutefois, dans certains secteurs de compétence, l'accusé peut choisir son avocat seulement dans les causes impliquant des infractions graves. (L'avocat doit notamment être disposé à accepter les honoraires versés par le régime d'aide juridique.)

En vertu du **système faisant appel à des avocats salariés**, des avocats sont directement embauchés pour fournir les services d'aide juridique. Toutefois, il arrive qu'on ait recours à des avocats de pratique privée lorsque les circonstances le justifient, par exemple lorsqu'il y a conflit d'intérêts ou lorsqu'un avocat salarié n'est pas disponible. Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan ont adopté un système faisant appel à des avocats salariés.

Les autres secteurs de compétence considèrent qu'ils offrent un **système mixte**, qui fait appel à des avocats de pratique privée et à des avocats salariés pour ce qui est de la prestation de services juridiques. Dans la plupart de ces secteurs, le client a le droit de choisir entre un avocat salarié et un avocat de pratique privée à partir d'une liste d'avocats qui offrent des services d'aide juridique.

L'équilibre entre le système faisant appel à des avocats salariés et le système d'assistance judiciaire varie par secteur de compétence et souvent par type d'affaires (criminelles ou civiles). En Nouvelle-Écosse, par exemple, la majorité des demandes d'aide juridique approuvées sont confiées à des avocats salariés, particulièrement pour les affaires criminelles, tandis qu'en Ontario, la vaste majorité des demandes d'aide juridique approuvées sont confiées à des avocats de pratique privée, particulièrement pour les affaires criminelles (tableau 13).

Services d'aide juridique

Les régimes d'aide juridique offrent une variété de services : représentation par un avocat, conseils, renvois et information. En règle générale, l'aide offerte s'applique tant aux affaires criminelles qu'aux affaires civiles; toutefois, le champ d'application des divers régimes d'aide juridique varie selon la province et le territoire.

Affaires criminelles

Le gouvernement fédéral contribue au financement de l'aide juridique en matière criminelle grâce à diverses ententes de partage des coûts avec les provinces et les territoires. Par conséquent, le champ d'application des affaires criminelles par les régimes d'aide juridique est déterminé dans une certaine mesure par les modalités décrites dans ces ententes. Par exemple, ces ententes énoncent les normes minimales qui s'appliquent à cet égard dans l'ensemble du Canada.

Dans la plupart des secteurs de compétence, les personnes accusées d'une infraction criminelle sont admissibles à l'aide juridique². En règle générale, l'aide accordée aux auteurs d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité³ se limite aux causes où il y a probabilité d'emprisonnement ou risque de perte des moyens de subsistance. Les régimes d'aide juridique prennent normalement les circonstances spéciales en considération. Par exemple, la Colombie-Britannique étudie les causes dans lesquelles l'accusé risque d'être expulsé, alors que l'Alberta considère les causes dans lesquelles il y a des circonstances spéciales, comme des problèmes linguistiques ou de santé mentale.

Les provinces et les territoires assument une partie des dépenses de l'aide juridique et sont responsables du fonctionnement de leur propre régime. Par conséquent, c'est à eux qu'il incombe de décider du genre d'affaires qui seront admissibles en sus des normes minimales d'applicabilité. Ce sont eux également qui déterminent les critères d'admissibilité et le mode de prestation de services.

Affaires civiles

Les affaires civiles entrent dans le champ d'application de l'aide juridique partout au Canada. Au Manitoba, et en Saskatchewan, seules les affaires civiles relevant du droit de la famille sont acceptées. Les affaires touchant la famille représentent également une part importante du nombre d'affaires civiles prises en charge par les régimes d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. Certains secteurs de compétence, particulièrement le Québec et l'Ontario, étendent l'applicabilité à une gamme d'affaires civiles plus vaste (conflits entre propriétaires et locataires, protection du consommateur, actions concernant des biens, aide sociale). Dans plusieurs secteurs de compétence, dont l'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique et le Yukon, les cas de revendication du statut de réfugié et les affaires touchant les diverses lois provinciales ou territoriales sur la santé mentale sont également acceptés par les régimes d'aide juridique.

Autres services

Outre les services offerts dans les affaires criminelles et civiles, les régimes d'aide juridique de nombreux secteurs de compétence participent également à l'établissement, au financement et au maintien de certains services ou programmes spécialisés liés à l'aide juridique. Souvent, ces services ne se limitent pas aux problèmes particuliers des clients, mais

2. Les infractions criminelles sont plus graves et sont pour la plupart passibles d'un emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans. Toutefois, certains actes criminels sont passibles de l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.
3. Les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité sont les infractions les moins graves prévues au *Code criminel*. En règle générale, elles peuvent entraîner une amende d'au plus 2 000 \$ ou un emprisonnement d'une durée maximale de six mois, ou les deux.

s'adressent à l'ensemble de la collectivité à plus faible revenu. Une grande variété de services peut être offerte : ligne téléphonique sans frais accessible 24 heures sur 24 pour communiquer avec un avocat, programmes de défense des droits, projets d'éducation communautaire et services de recherche juridique.

Détermination de l'admissibilité

Même si les critères d'admissibilité à l'aide juridique diffèrent considérablement selon le secteur de compétence, tous les régimes prévoient l'évaluation de la situation financière du demandeur. Souvent, cette évaluation porte sur le revenu, les biens et la taille de la famille du client, autant d'éléments qui sont examinés au regard d'un ensemble de lignes directrices établies par chaque secteur de compétence. Ces lignes directrices sont le plus souvent appliquées avec une certaine souplesse et en tenant compte d'autres facteurs.

En outre, les régimes d'aide juridique prennent normalement en considération le fondement juridique, l'urgence et la nature du service demandé, le coût de la procédure, les chances de succès et les antécédents du client. Les régimes doivent également se demander si toute personne raisonnable devant payer un avocat serait disposée à déboursier l'argent pour faire avancer sa cause.

Coût de l'aide juridique

L'aide juridique n'est pas nécessairement offerte gratuitement. On évalue en fonction de certains critères d'admissibilité la capacité du demandeur de se payer un avocat. À défaut d'être admissible à une assistance juridique gratuite, le demandeur peut devoir rembourser une partie ou la totalité des honoraires d'avocat. Si le bénéficiaire doit assumer une partie du coût des services, l'entente conclue avec le régime précise le montant à payer et les modalités de paiement (pour plus de renseignements, voir la section Contributions des clients et recouvrements de coûts ci-dessous).

En 2005-2006, le Manitoba exigeait des droits de demande non remboursables de 25 \$. Toutefois, beaucoup de personnes, comme les bénéficiaires d'aide sociale, n'étaient pas soumises à cette exigence. Les autres secteurs de compétence n'exigeaient aucun droit de demande.

Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique⁴

Recettes des régimes d'aide juridique

On entend par recettes tous les fonds dont bénéficient les régimes d'aide juridique pour les aider à assurer les services d'aide juridique. On distingue trois grandes sources de financement des régimes d'aide juridique : les contributions des gouvernements (le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux), les contributions des clients et les recouvrements de coûts, et les contributions des avocats.

Les recettes des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à 626 millions de dollars en 2005-2006. Après correction pour l'inflation, elles ont augmenté de 2 % par rapport à l'année précédente⁵. En dollars constants, les recettes ont augmenté dans huit secteurs de compétence déclarants, la plus forte hausse ayant été signalée au Nouveau-Brunswick (13 %). Sur les trois secteurs de compétence à enregistrer des baisses, le Yukon a enregistré la baisse la plus importante, soit 20 %. Comparativement à quatre ans auparavant (2001-2002), les recettes des régimes d'aide juridique étaient en baisse de 4 % après correction de l'inflation (tableau 1).

Contributions des gouvernements

Ces contributions⁶ comprennent les fonds provenant du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux et territoriaux. En 2005-2006, dans l'ensemble, les contributions gouvernementales ont totalisé 557 millions de dollars; elles

4. Ces chiffres excluent les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard puisque ces provinces n'ont pu fournir l'information en 2005-2006.
5. Toutes les tendances des recettes et des dépenses au chapitre de l'aide juridique sont examinées en dollars constants afin de tenir compte des effets de l'inflation.
6. Il se peut que le total des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) ne corresponde pas à l'ensemble des contributions des gouvernements (tableau 1) pour les raisons suivantes : (1) les chiffres correspondant aux contributions gouvernementales totales qui figurent au tableau 1 ont été fournis par les régimes d'aide juridique, tandis que les données sur les contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère compétent; (2) la période comptable à laquelle les contributions sont attribuées peut varier selon la méthode de comptabilité appliquée (comptabilité de caisse contre comptabilité d'exercice); (3) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des réclamations pour une période antérieure, qui figurent dans les chiffres des contributions gouvernementales totales.

n'ont donc pas varié depuis l'année précédente, et elles ont diminué de 5 % depuis 2001-2002. Compte tenu de l'inflation, le Nouveau-Brunswick a fait état de la plus forte augmentation (36 %) des contributions gouvernementales, tandis que le Yukon a signalé le plus fort recul (-19 %) (tableau 1).

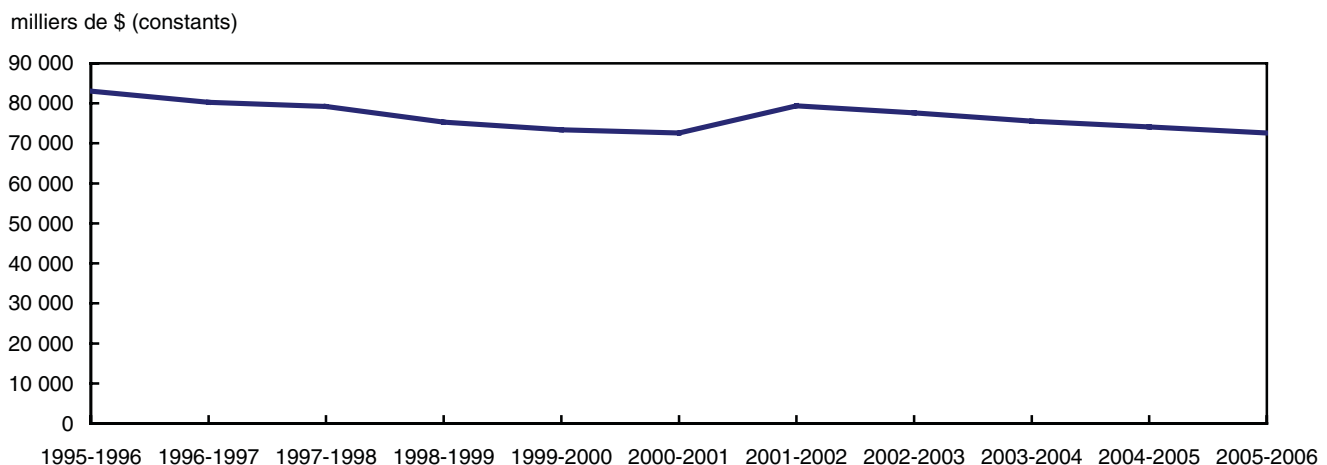
Les contributions gouvernementales représentaient 89 % du total des recettes des régimes d'aide juridique, une proportion qui a diminué de 91 % par rapport à l'année précédente. Bien que les fonds octroyés par les gouvernements aient constitué la majeure partie des recettes de tous les régimes d'aide juridique, on a noté certains écarts du pourcentage reçu selon le secteur de compétence. Ainsi, en Ontario et en Alberta, les fonds octroyés par les gouvernements représentaient respectivement 84 % et 81 % des recettes des régimes d'aide juridique en 2005-2006. Par contraste, les fonds accordés aux régimes de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de la Saskatchewan, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest constituaient au moins 98 % des recettes des régimes (tableau 1).

Contributions fédérales à l'aide juridique

Il existe des ententes de partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux relativement aux affaires relevant du droit criminel, notamment les procédures d'aide juridique instruites en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents. Les affaires relevant de lois provinciales, comme les infractions aux lois sur les boissons alcooliques et les infractions aux règlements de la circulation ne peuvent faire l'objet d'un partage des coûts. En 2005-2006, la contribution du Ministère de la Justice du Canada à l'aide juridique en matière criminelle s'est élevée à 92 millions de dollars, soit environ 3 \$ par canadien. Pour ce qui est de ce que les régimes d'aide juridique ont dépensé directement pour offrir des services d'aide juridique en matière criminelle, les fonds fédéraux ont compté pour près du tiers des dépenses⁷. Compte tenu de l'inflation, les contributions fédérales étaient en baisse de 2 % par rapport à l'année précédente (tableaux 2 et 7).

À l'échelon national, en dollars constants, le financement de l'aide juridique en matière criminelle par le gouvernement fédéral a manifesté une tendance à la baisse au cours de la dernière décennie. À compter de 1995-1996, le financement par le gouvernement fédéral s'est incliné pendant cinq années consécutives, de sorte qu'en 2000-2001, les contributions avaient fléchi de 13 %. Le financement a ensuite augmenté de 9 % en 2001-2002, ce qui est en partie attribuable à une entente unique conclue entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'alléger le fardeau financier auquel étaient confrontés les provinces et les territoires. Au cours des quatre années qui ont suivi, les contributions fédérales en dollars constants ont fléchi du même montant, soit 9 % (figure 1).

Figure 1
Contributions fédérales à l'aide juridique criminelle au Canada, dollars constants, 1995-1996 à 2005-2006



Note : Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Sources : Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation; Ministère de la Justice Canada.

7. Cela comprend l'aide juridique pour les affaires criminelles seulement, étant donné que le gouvernement fédéral ne finance pas directement l'aide juridique pour les affaires civiles (voir l'encadré 1).

Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique

Dans l'ensemble, en 2005-2006, les contributions provinciales et territoriales aux régimes d'aide juridique, à la fois pour les affaires criminelles et les affaires civiles, se sont chiffrées à 444 millions de dollars, ce qui équivaut à 14 \$ par habitant. Après correction pour l'inflation, ce chiffre était légèrement en hausse (1 %) par rapport à l'année précédente. Pour ce qui est de ce que les régimes d'aide juridique ont dépensé directement pour offrir des services d'aide juridique en matière criminelle et civile, les fonds provinciaux et territoriaux ont compté pour près de 80 % des dépenses (tableaux 3 et 7).

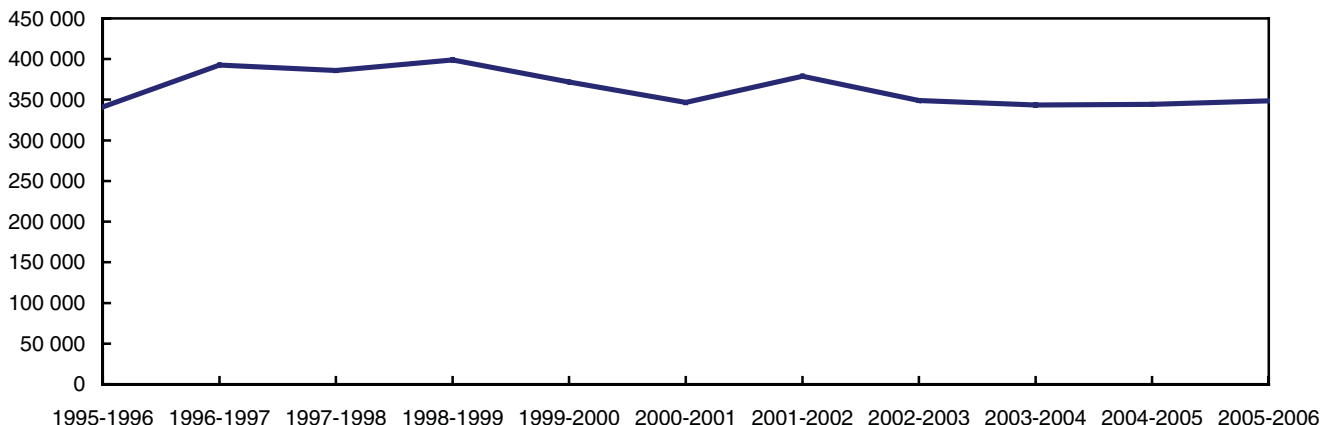
Le montant des contributions variait énormément entre les secteurs de compétence. En dollars constants, les contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux ont augmenté dans sept secteurs de compétence en 2005-2006, la plus forte hausse s'étant produite au Nouveau-Brunswick (34 %). Sur les quatre secteurs de compétence qui ont enregistré une baisse de leurs contributions, le Québec a enregistré la baisse la plus importante, soit 5 % (tableau 3).

À l'étendue du pays, le financement des cas d'aide juridique en matière tant civile que criminelle par les gouvernements provinciaux et territoriaux a fluctué durant la période de 10 ans allant de 1995-1996 à 2005-2006. L'augmentation enregistrée en 2005-2006 constituait la première véritable augmentation des contributions depuis l'augmentation de 9 % en 2001-2002. Ce changement a reflété l'augmentation des contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle au cours de la même année. La forte hausse (15 %) des contributions provinciales et territoriales déclarée en 1996-1997 peut être attribuable au remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (voir l'encadré 1 et la figure 2).

Figure 2

Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique en matière civile et criminelle au Canada, dollars constants, 1995-1996 à 2005-2006

milliers de \$ (constants)



Notes : Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Les données de Terre-Neuve-et-Labrador ne sont pas disponibles pour 2002-2003 et 2003-2004 et les données de l'Île-de-Prince-Édouard ne sont pas disponibles pour 2004-2005 et 2005-2006.

Sources : Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation; Ministères provinciaux et territoriaux de la Justice.

Encadré 1 : Financement de l'aide juridique en matière civile par le gouvernement fédéral

Avant 1995-1996, l'aide juridique en matière civile était financée conjointement par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), qu'administrait à l'époque Santé et Bien-être social Canada. Le 1er avril 1996, le RAPC a été remplacé par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), transfert fédéral fait à chaque province et territoire pour aider à financer les soins de santé, l'enseignement postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux. En raison de ce changement, il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis la mise en œuvre du TCSPS et de son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Contributions des clients et recouvrements de coûts

Les contributions des clients représentent les sommes reçues des bénéficiaires d'aide juridique, tandis que les recouvrements de coûts désignent les montants recouvrés à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement. En 2005-2006, les contributions des clients et les recouvrements de coûts se sont chiffrés à 23 millions de dollars, ce qui représente 4 % environ du total des recettes des régimes d'aide juridique. Après correction de l'inflation, les contributions des clients et les recouvrements de coûts étaient en hausse de 16 % en 2005-2006, la première véritable augmentation depuis 2001-2002 (tableau 1).

Les contributions des clients et les recouvrements de coûts représentaient, en 2005-2006, une proportion légèrement plus élevée des recettes totales en Alberta (10 %), au Manitoba (6 %) et en Ontario (5 %) (tableau 1).

Contributions des avocats

Les contributions des avocats comprennent toutes les sommes reçues de ces derniers, sauf les intérêts des comptes en fiducie. Pour les cinq dernières années, ces contributions ont constitué 1 % des recettes totales des régimes d'aide juridique. En 2005-2006, cette proportion correspondait à un peu plus de 5 millions de dollars (tableau 1).

En 2005-2006, trois régimes d'aide juridique ont reçu des contributions des avocats. Celles-ci représentaient 5 % des recettes totales de l'aide juridique au Manitoba et en Colombie-Britannique, et 2 % au Nouveau-Brunswick (tableau 1).

Autres sources de recettes

Les autres sources de recettes comprennent les revenus de placements, les recettes tirées de la vente de publications et les subventions fédérales, provinciales et territoriales. En 2005-2006, les recettes provenant d'autres sources ont totalisé près de 41 millions de dollars, une somme qui correspond à 6 % du total des recettes totales des régimes d'aide juridique. L'Ontario formait une importante proportion du total et était en grande partie responsable de l'importante augmentation (34 % en chiffres réels) des autres recettes en 2005-2006 (tableau 1).

En 2005-2006, c'est en Ontario que ces recettes représentaient le pourcentage le plus élevé (11 %) de l'ensemble des recettes du régime d'aide juridique, suivi de l'Alberta (8 %) et du Nunavut (7 %). Dans de nombreux secteurs de compétence, les autres sources de recette ont compté pour 1 % ou moins des recettes totales (tableau 1).

Dépenses des régimes d'aide juridique

En 2005-2006, les dépenses des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à près de 673 millions de dollars (tableau 4). En dollars constants, ce chiffre est en hausse d'environ 9 % comparativement à l'année précédente. De ce total, 83 % ont été alloués aux services juridiques directs, comme les services de conseils juridiques, d'information, de renvoi à d'autres organismes et de représentation (tableau 6). Sont inclus dans cette part les honoraires versés à des avocats de pratique privée (voir l'encadré 2) ainsi que la prestation de services par le personnel des régimes d'aide juridique (tableau 6). Le reste (17 %) des dépenses engagées par les régimes se répartissait entre les dépenses administratives centrales et les autres dépenses (projets externes, travaux de recherche juridique, information juridique à l'intention du public et subventions à d'autres organismes) (tableau 5).

Encadré 2 : Tarifs d'aide juridique

Dans tous les secteurs de compétence, on a établi des barèmes tarifaires afin d'indemniser les avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique. On y énonce les normes et les lignes directrices régissant le montant des honoraires à verser aux avocats de pratique privée pour les affaires relevant du droit pénal ou du droit de la famille ainsi que pour les autres causes civiles. Puisque ces barèmes tarifaires sont appliqués par les régimes d'aide juridique lorsqu'ils indemnisent les avocats de pratique privée pour les cas d'aide juridique dont ils sont chargés, ils peuvent avoir une grande incidence sur les sommes consacrées aux services juridiques directs.

Les barèmes tarifaires prévoient des taux horaires ou des honoraires forfaitaires (c.-à-d. des frais fixes pour certains types de cas ou de services). Dans plusieurs secteurs de compétence, le tarif payé peut aussi dépendre de l'expérience de l'avocat, du type de cas ou du palier du tribunal qui instruira la cause. Les tarifs comprennent des frais généraux de préparation, qui sont souvent fixés par les secteurs de compétence.

Les dépenses d'aide juridique ont surpassé les recettes d'environ 47 millions de dollars en 2005-2006, principalement en raison des résultats pour l'Ontario et l'Alberta. En Alberta, le régime d'aide juridique a utilisé les réserves de fonds pour combler un déficit. En Ontario, le déficit a été causé par une modification comptable ponctuelle qui a fait augmenter les dettes estimées à la fin de l'exercice pour les travaux effectués mais non encore facturés par les avocats de pratique privée.

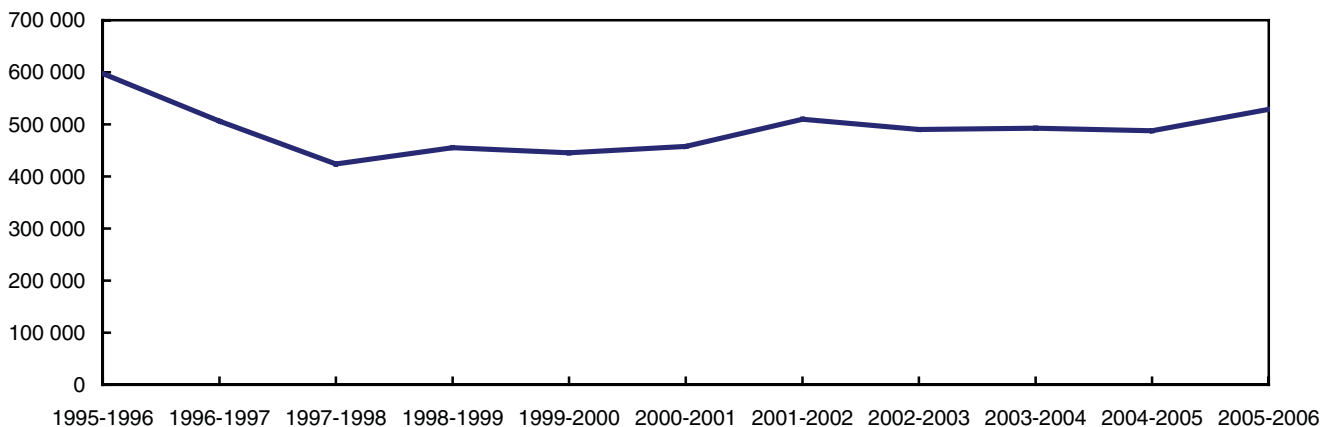
Au cours des 10 dernières années, les dépenses des régimes d'aide juridique ont varié. Durant les deux premières années de la décennie, les dépenses ont diminué, chutant de 32 % en chiffres réels entre 1995-1996 et 1997-1998. Elles ont ensuite augmenté petit à petit, de sorte qu'en 2001-2002, elles avaient bondi d'environ 20 %. Au cours des trois années suivantes, les dépenses ont été relativement stables, avant l'augmentation de 9 % enregistrée en 2005-2006 (figure 3 et tableau 4).

Les dépenses par habitant au chapitre de l'aide juridique affichent des écarts importants entre les provinces et les territoires. En 2005-2006, les dépenses relatives à l'aide juridique se situaient à 21 \$ par habitant à l'échelle nationale. Par comparaison à cette moyenne nationale, les trois territoires ont enregistré des chiffres beaucoup plus élevés, suivis de l'Ontario (28 \$ par habitant). Le Nouveau-Brunswick (8 \$) a déclaré les dépenses les moins élevées par habitant (tableau 4). Ces écarts sont attribuables non seulement à la taille du budget, mais aussi à la nature du régime d'aide juridique, notamment au genre de cas pris en charge, à l'admissibilité financière et au mode de prestation des services. Les caractéristiques socioéconomiques de la région et le taux de criminalité sont d'autres éléments qui peuvent intervenir. Les dépenses élevées par habitant dans les territoires pourraient être attribuables en partie aux coûts plus importants de la prestation de services dans ces régions éloignées à faible densité de population. C'est aussi le cas d'autres types de services juridiques, comme les services de police, les tribunaux et les services correctionnels pour adultes⁸.

Figure 3

Dépenses totales engagées par les régimes d'aide juridique, Canada, dollars constants, 1995-1996 à 2005-2006

milliers de \$ (constants)



Notes : Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Les données de Terre-Neuve-et-Labrador ne sont pas disponibles pour 2001-2002, 2002-2003, 2004-2005 et 2005-2006 et les données de l'Île-de-Prince-Édouard ne sont pas disponibles pour 2005-2006.

Sources : Statistique Canada, l'Indice des prix à la consommation; Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

8. Pour de plus amples renseignements, voir Maire Gannon et autres, Indicateurs de justice pénale, 2005, sous la direction de Rebecca Kong, produit no 85-227-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, ministre de l'Industrie.

Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles

En 2005-2006, 557 millions de dollars ont été consacrés aux services juridiques directs dans tout le pays. Environ la moitié (52 %) de cette somme a été affectée à des affaires criminelles et le reste, à des affaires civiles (tableau 6).

Cependant, la répartition varie selon la province ou le territoire. En 2005-2006, le Québec a été la seule province où la proportion des dépenses en services juridiques directs engagées pour les affaires civiles (60 %) a été plus grande que la proportion ayant trait aux affaires criminelles. Par contraste, les services d'aide juridique en matière criminelle représentaient plus de 60 % des dépenses en services juridiques directs dans sept secteurs de compétence : le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, et le Nunavut (tableau 6). Ces écarts peuvent s'expliquer dans une certaine mesure par des différences entre le nombre d'affaires criminelles et civiles instruites dans chacun des secteurs de compétence, ainsi qu'aux différentes priorités dans les provinces et les territoires en ce qui a trait à l'applicabilité.

Demandses d'aide juridique

Le nombre de demandes que reçoivent les provinces et territoires ne donne qu'une indication générale du besoin de services d'aide juridique au Canada. Ce nombre ne correspond pas à toutes les demandes adressées aux régimes d'aide juridique, étant donné que les demandeurs font l'objet d'une évaluation préalablement au dépôt de leur demande. De plus, le champ d'application et les critères d'admissibilité des régimes évoluent au fil du temps, évolution qui prend souvent la forme de nouvelles restrictions quant aux types de causes qui sont admissibles.

Les services d'avocats nommés d'office constituent un autre aspect de la demande de services d'aide juridique. Les services d'avocats nommés d'office sont des services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas déjà présenté de demande écrite. Par exemple, une personne peut recevoir les services d'un avocat nommé d'office au moment de sa comparution devant le tribunal. Les services d'avocats nommés d'office ne sont pas inclus dans le compte des demandes d'aide juridique; ils sont plutôt consignés séparément dans l'enquête.

Plusieurs facteurs sont pris en compte dans l'évaluation des demandes d'aide juridique. Les demandeurs doivent démontrer qu'ils répondent à certaines exigences d'admissibilité financière, que l'affaire respecte les critères d'application et, dans certains cas, que leur cause est fondée. Une demande peut être approuvée pour des services sommaires ou des services complets. Les services sommaires comprennent la prestation de conseils juridiques, d'information ou de tout autre type de service juridique minime à une personne au cours d'une interview officielle. Les services complets, en revanche, s'entendent d'une aide juridique beaucoup plus étendue. Le bénéficiaire de services complets se voit délivrer un certificat d'aide juridique ou une autre autorisation indiquant qu'il a droit à des services juridiques, qui peut comprendre la représentation par un avocat, en plus de services d'information et de conseils juridiques (figure 4).

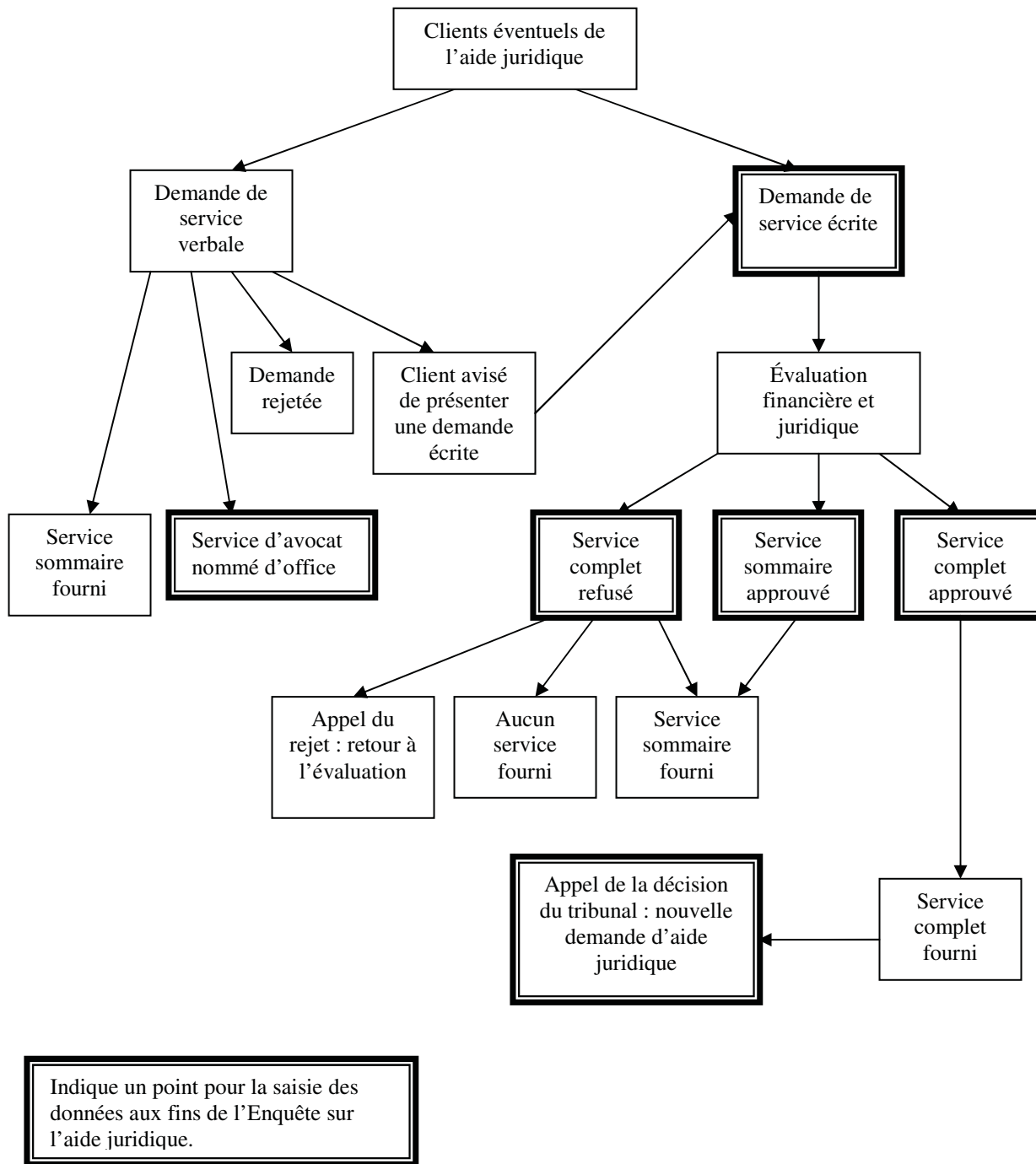
En 2005-2006, 780 000 demandes d'aide juridique (services sommaires ou complets) ont été présentées aux divers régimes d'aide juridique du Canada⁹. Ce nombre était en hausse d'environ 3 % par rapport à l'année précédente. Il y a eu une augmentation du nombre des demandes tant pour les affaires criminelles que pour les affaires civiles, les affaires criminelles enregistrant l'augmentation la plus importante (5 %). Le nombre de demandes d'aide juridique a augmenté dans tous les secteurs de compétence déclarants, sauf deux : le Yukon (-32 %) et l'Alberta (-3 %). Les augmentations se situaient entre 1 % au Québec et 8 % au Manitoba (tableau 10).

Entre 1995-1996 et 1997-1998, le nombre de demandes d'aide juridique a diminué 18 %, chutant de 976 000 à 802 000 en 1997-1998. Divers facteurs propres aux régimes eux-mêmes peuvent avoir contribué au repli, notamment l'application de procédures d'évaluation préliminaire, la modification du champ d'application, l'adoption de critères d'admissibilité plus stricts et le recours accru aux avocats nommés d'office ou aux services gratuits fournis par des avocats de pratique privée. Après cette baisse considérable, le nombre total de demandes d'aide juridique a progressé lentement au cours des quatre années suivantes, atteignant 850 000 en 2001-2002. Toutefois, il y a eu depuis lors un recul du nombre de demandes pour trois années consécutives avant l'augmentation de 3 % enregistrée en 2005-2006 (figure 5 et tableau 10).

Dans la plupart des secteurs de compétence, la majorité des demandes d'aide juridique reçues en 2005-2006 avaient trait à des affaires criminelles plutôt qu'à des affaires civiles. Ainsi, 85 % des demandes d'aide juridique au Nouveau-Brunswick, 75 % de celles-ci en Saskatchewan et 74 % au Yukon concernaient des affaires criminelles. Par contraste, la majorité des demandes présentées en Ontario (75 %) et au Québec (55 %) avaient rapport à des affaires civiles. Comme

9. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Figure 4
Modèle du processus d'aide juridique



ces deux provinces comptent pour une proportion importante de toutes les demandes d'aide juridique, les résultats globaux indiquent que la majorité des demandes d'aide juridique (59 %) avait trait à des affaires civiles (tableau 10).

Dans l'ensemble, la grande majorité des demandes relatives aux affaires criminelles (84 %) mettaient en cause un adulte. Dans la plupart des secteurs de compétence, les demandes concernant des affaires civiles relevaient plutôt du droit de la famille; elles variaient de 63 % au Québec à 100 % au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan. En

Ontario, toutefois, 83 % des demandes présentées pour des affaires civiles avaient trait à d'autres affaires civiles, dont la vaste majorité étaient des demandes adressées aux cliniques d'aide juridique.¹⁰ Ces demandes portaient surtout sur des questions relevant du droit des pauvres, comme les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration (tableau 11).

Demandses d'aide juridique approuvées

Contrairement à ce qui est le cas pour le total des demandes ou les demandes refusées, le total des demandes d'aide juridique approuvées ne comprend que les demandes de services complets. De nombreux secteurs de compétence ne peuvent déclarer le nombre de demandes de services sommaires approuvées dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Pour cette raison, il ne convient pas de calculer le « taux d'approbation » pour les demandes d'aide juridique parce que le chiffre sous-estimerait l'étendue des services d'aide juridique offerts (figure 4).

En 2005-2006, on a dénombré 476 900 demandes approuvées pour des services complets d'aide juridique au Canada. Cela constituait une augmentation d'environ 2 % comparativement à l'année précédente et un renversement de la tendance à la baisse qui s'était manifestée depuis 2001-2002. Le résultat était compatible avec l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique (figure 5 et tableau 12).

Huit secteurs de compétence ont signalé une hausse de leurs demandes approuvées en 2005-2006, et le Nouveau-Brunswick (12 %) et le Manitoba (7 %) ont enregistré deux des hausses les plus élevées. Le nombre de demandes approuvées a diminué en Alberta, au Yukon et dans les territoires du Nord-Ouest. La diminution dans les Territoires du Nord-Ouest s'est produite malgré l'augmentation du nombre total de demandes (tableau 12).

Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvées

En 2005-2006, les affaires criminelles représentaient plus de la moitié (54 %) des demandes de services complets d'aide juridique qui ont été approuvées, un modèle observé dans la plupart des secteurs de compétence. Par exemple, en 2005-2006, plus de 80 % des demandes de services complets approuvées au Nouveau-Brunswick concernaient des affaires criminelles. Au Québec, par contre, les affaires civiles représentaient 56 % des demandes approuvées (tableau 12).

En plus du fait que ces différences entre les secteurs de compétence concordent avec ce qui a été observé pour le nombre total de demandes d'aide juridique, elles peuvent être attribuables aux critères d'applicabilité mis en place par les régimes d'aide juridique dans chacun des secteurs de compétence. Ainsi, une plus grande variété d'affaires civiles est acceptée au Québec qu'elle ne l'est dans la plupart des autres secteurs de compétence. Sont prises en charge les affaires ayant trait à la sécurité du revenu, à l'assurance automobile, à l'assurance-emploi et à l'indemnisation des travailleurs.

Dans la plupart des cas, le ratio des demandes approuvées ayant trait aux affaires criminelles par rapport aux demandes approuvées ayant trait aux affaires civiles reflétait un ratio équivalent pour le nombre total de demandes. Toutefois, l'Ontario a constitué une exception, puisqu'il y a eu une proportion beaucoup plus élevée du nombre total de demandes ayant trait à des affaires civiles (75 %) que du nombre de demandes approuvées ayant trait à des affaires civiles (48 %) (tableaux 10 et 12).

La répartition selon le type des demandes d'aide juridique approuvées a évolué au fil du temps. La proportion de demandes d'aide juridique approuvées en matière criminelle s'est accrue régulièrement, passant de 48 % en 2001-2002 à 54 % en 2005-2006 (tableau 12).

Genres d'affaires confiées aux avocats salariés et aux avocats de pratique privée

Comme il a été indiqué précédemment, les régimes d'aide juridique ont différents modèles de prestation des services d'aide juridique, utilisant des avocats salariés et/ou des avocats de pratique privée pour fournir des services. Dans l'ensemble, en 2005-2006, le majorité (65 %) des demandes d'aide juridique approuvées ont été confiées à des avocats de pratique privée. Toutefois, ce chiffre différait d'un secteur de compétence à l'autre. Conformément aux résultats globaux, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont confié plus de 85 % des demandes approuvées à des avocats de pratique privée. L'inverse était vrai pour la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan, le Yukon et le Nunavut, où plus des trois quarts des demandes approuvées ont été confiées à des avocats salariés (tableau 13).

10. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants sans but lucratif, et dont le financement est assuré par le régime d'aide juridique. Les services offerts par les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques portent surtout sur les autres affaires civiles, en particulier dans le domaine du droit des pauvres.

Le ratio des demandes approuvées confiées aux avocats salariés par rapport à celles qui ont été confiées à des avocats de pratique privée différait selon le genre d'affaires, soit criminelles ou civiles. Dans la plupart des cas, les avocats salariés étaient plus susceptibles de fournir des services ayant trait à des affaires civiles. Ainsi, par exemple, en Alberta, les avocats salariés se sont vus confier 8 % des demandes approuvées ayant trait à des affaires criminelles, mais 23 % des demandes ayant trait à des affaires civiles. En Ontario, les chiffres comparables pour les avocats salariés étaient de 1 % et de 27 % respectivement. Il y a eu certaines exceptions à cette tendance générale, plus particulièrement en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, où les avocats salariés avaient tendance à effectuer une plus grande proportion des travaux ayant trait à des affaires criminelles (tableau 13).

Dans l'ensemble, environ trois quarts des demandes approuvées ayant trait à des affaires criminelles ont été confiées à des avocats de pratique privée en 2005-2006, résultats qui reflétaient le chiffre enregistré pour les affaires criminelles concernant les adultes. Cela n'était pas le cas pour les affaires criminelles concernant les adolescents, où une plus grande proportion des demandes (39 %) ont été confiées à des avocats salariés. Cette tendance était uniforme pour la moitié des régimes d'aide juridique, particulièrement au Québec et en Alberta. Pour l'autre moitié, il n'y avait pas beaucoup de différence pour ce qui est de la proportion des affaires criminelles concernant des adultes et des jeunes dont se sont occupés le personnel par opposition à des avocats de pratique privée (tableau 14).

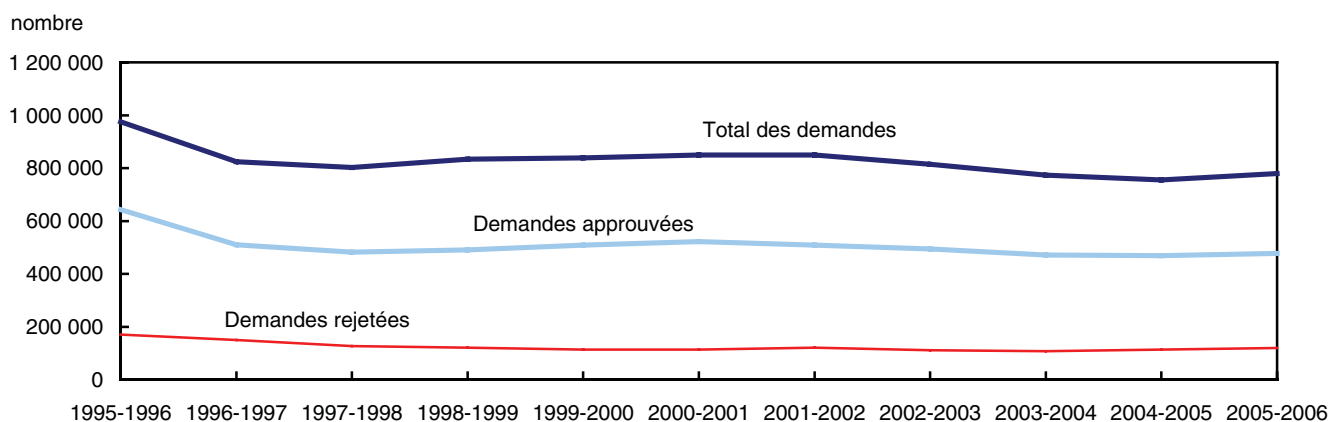
Demands d'aide juridique rejetées

Les régimes d'aide juridique filtrent jusqu'à un certain point les demandes avant qu'elles soient déposées. Ainsi, lorsqu'un client éventuel s'enquiert des services d'aide juridique offerts, il peut constater que l'affaire qui le concerne n'est pas couverte par le régime d'aide juridique et ne pas présenter de demande (figure 4). Les chiffres des demandes rejetées qui sont déclarés dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique ne comprennent pas les refus par suite d'une présélection.

En 2005-2006, le nombre de demandes d'aide juridique rejetées a grimpé à 119 500. Ce chiffre était en hausse de 5 %, soit la deuxième augmentation annuelle consécutive. Les refus se sont accrues dans six secteurs de compétence, y compris en Alberta (10 %), au Manitoba (9 %) et en Ontario (7 %) (tableau 17).

Un grand nombre de secteurs de compétence sont en mesure de préciser les raisons pour lesquelles les demandes d'aide juridique sont rejetées. L'inadmissibilité financière et des motifs liés à l'applicabilité avaient tendance à être les raisons plus souvent invoquées, celles-ci représentant, respectivement, 49 % et 22 % des refus en 2005-2006¹¹. Les rejets attribuables au mérite insuffisant et à la non-conformité ou l'abus étaient moins courants. Environ 25 % des refus étaient liés à d'autres raisons, comme l'annulation ou l'abandon par le client et l'annulation de la couverture (tableau 17).

Figure 5
Demands de services d'aide juridique, approuvées et rejetées, Canada, 1995-1996 à 2005-2006



Notes : La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (1) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (2) les chiffres des demandes approuvées ne s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires. L'Île-du-Prince-Édouard n'est pas incluse dans les chiffres du total des demandes ou des demandes rejetées. Les données de l'Île-du-Prince-Édouard pour demandes approuvées en 2005-2006 ne sont pas disponibles. Les données de Terre-Neuve-et-Labrador pour 2004-2005 et 2005-2006 ne sont pas disponibles.

Sources : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

11. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, et du Nouveau-Brunswick.

Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique

Outre les services d'aide juridique, la plupart des secteurs de compétence ont un système d'avocats nommés d'office géré par le régime d'aide juridique. Il s'agit de services offerts à titre gracieux à des personnes non représentées par un avocat qui, bien souvent, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Le client reçoit des services au moyen d'une demande orale plutôt qu'au moyen d'une demande écrite¹². Les avocats nommés d'office ont pour rôle d'aider leur client à obtenir des services juridiques, de lui donner des conseils ou de le représenter sur-le-champ, ou de lui fournir une assistance immédiate au moment de l'arrestation et de la mise en détention.

Le plus souvent, les avocats nommés d'office ne travaillent pas dans le bureau d'aide juridique. Ils sont plutôt affectés à des tribunaux criminels (tant pour adultes que pour adolescents), à des tribunaux de la famille, à des points d'entrée au Canada, à des établissements psychiatriques ou à d'autres lieux. Leur présence en ces endroits varie selon le secteur de compétence. Dans certains secteurs, les services d'avocats nommés d'office sont offerts par des avocats salariés tandis que dans d'autres, ils sont assurés par des avocats de pratique privée. La prestation de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas le bénéficiaire de présenter ultérieurement une demande d'aide juridique.

En 2005-2006, des services d'avocats nommés d'office ont été offerts 1 274 800 fois, un nombre en hausse de 7 % par rapport à l'année précédente¹³. Comme on pouvait s'y attendre vu la part de la population canadienne que représente l'Ontario, cette province a offert la plus grande proportion des services d'avocats nommés d'office, soit 77 %. La plupart des autres services d'avocats nommés d'office ont été offerts en Alberta et en Colombie-Britannique (tableau 21).

Bien que la grande majorité (78 %) des services des avocats nommés d'office aient visé des affaires criminelles, près du quart avait trait à des affaires civiles. Près de 90 % des affaires criminelles prises en main par des avocats nommés d'office en Ontario en 2005-2006 mettaient en cause des adultes et presque trois quarts des unités de service pour des affaires civiles en Ontario relevaient du droit de la famille. La situation était similaire en Alberta et en Colombie-Britannique (tableau 22).

Services d'aide juridique relatifs à des appels

Dans certains cas, les régimes d'aide juridique s'occupent des appels de décisions rendues par des tribunaux de compétence inférieure ou des tribunaux administratifs. En 2005-2006, des services d'aide juridique ont été fournis dans 3 300 appels, un nombre en hausse de 17 % par rapport à l'année précédente et un retour aux niveaux enregistrés au cours des trois années antérieures à 2004-2005¹⁴. Le nombre de demandes de services liées à des appels a augmenté dans la plupart des secteurs de compétence (tableau 23).

L'Ontario (1 400) et le Québec (700), soit les deux provinces les plus peuplées, ont déclaré le plus grand nombre de cas d'appels acceptés par les régimes d'aide juridique. Dans la plupart des secteurs de compétence, les affaires criminelles représentaient une plus forte proportion des appels que les affaires civiles, résultat qui n'est pas surprenant étant donné que le nombre de demandes de service ayant trait à des appels criminels excèdent celles qui ont trait à des appels civils (tableau 23).

Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique

Dans tout le Canada, environ 12 000 avocats ont fourni des services d'aide juridique en 2005-2006, ces derniers représentant environ 22 % des avocats assurés qui exerçaient leur profession au Canada¹⁵. Le nombre d'avocats assurant une aide juridique était d'environ 10 % supérieur au nombre observé l'année précédente (tableau 20)¹⁶.

Neuf avocats sur 10 qui ont assuré des services d'aide juridique en 2005-2006 étaient des avocats de pratique privée, alors que les autres étaient des avocats salariés des régimes d'aide juridique. Cette répartition est demeurée relativement stable au cours des cinq dernières années.

12. À l'Île-du-Prince-Édouard, seules les personnes admissibles à l'aide juridique peuvent bénéficier des services d'un avocat nommé d'office. Par ailleurs, les avocats salariés des régimes d'aide juridique peuvent, au besoin, donner des conseils juridiques et une assistance dans les affaires relevant du droit de la famille ou du droit criminel.

13. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec.

14. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard et des Territoires du Nord-Ouest.

15. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard. Pour obtenir le nombre d'avocats actifs assurés, voir Fédération des professions juridiques du Canada, Statistiques 2004 des Barreaux et de la Chambre (en ligne). Adresse électronique : www.flsc.ca/fr/lawSocieties/statisticsLinks.asp (consulté le 7 novembre 2006).

16. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, et du Nouveau-Brunswick.

Bien que, dans l'ensemble, la majorité des avocats qui fournissent des services d'aide juridique soient en pratique privée, la proportion varie entre les provinces et les territoires selon le type de système de prestation en place. En Ontario, au Québec, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Nunavut, près de 90 % des avocats qui ont offert de l'aide juridique en 2005-2006 étaient en pratique privée. Dans les autres secteurs de compétence, la proportion des avocats de pratique privée était plus faible, soit de 50 % au Yukon à 83 % au Manitoba (tableau 20).

Personnel

En 2005-2006, les bureaux d'aide juridique au Canada comptaient 3 160 employés, soit environ le même nombre que l'année précédente¹⁷. Dans les provinces et les territoires déclarant, le nombre total d'employés travaillant dans les régimes d'aide juridique variait entre 16 au Yukon et 1 336 en Ontario (tableau 19)¹⁸.

Les non-avocats, comme le personnel administratif, les étudiants en droit, les comptables, le personnel de recherche, les bibliothécaires et les autres personnes qui assurent l'accessibilité aux régimes d'aide juridique ainsi que leur productivité ont régulièrement constitué près des deux tiers (62 %) de l'effectif des régimes d'aide juridique au cours des cinq dernières années. Les avocats, qui fournissent surtout des services d'aide juridique ou représentent directement les clients, formaient le tiers restant du personnel d'aide juridique (tableau 19).

17. Exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Nunavut.

18. En 2005-2006, les cliniques d'aide juridique de l'Ontario employaient 40 % des employés du régime d'aide juridique.

Méthodes

L'Enquête sur l'aide juridique est menée annuellement depuis 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête que remplissent les 13 régimes d'aide juridique au Canada¹⁹. L'enquête permet de fournir à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il importe de noter que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. Bien que l'Enquête sur l'aide juridique se veuille une enquête nationale, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de fournir tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. L'absence de certaines données rend difficile l'établissement de comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou la formation d'un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies grâce à l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès des ministères compétents responsables des questions de justice. Le Ministère de la Justice du Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle. Les données sur le nombre de membres des barreaux provinciaux et territoriaux proviennent de la Fédération des professions juridiques du Canada.

Les chiffres par habitant sont basés sur les estimations démographiques fournies par la Division de la démographie, Direction de la Statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003 et 2004; et estimations postcensitaires provisoires pour 2005 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 1992-1993 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation (IPC) selon l'année de base 1992 = 100 (voir L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada, janvier 2006, tableau 7) pour tous les secteurs de compétence sauf le Nunavut. Dans le cas de ce territoire, l'IPC a été calculé selon l'année de base 2002 = 100 (tableau 27). Dans les publications antérieures à 2002-2003, l'IPC moyen pour l'ensemble du Canada a servi à corriger les chiffres des provinces et des territoires. Depuis 2002-2003, on utilise les IPC spécifiques à chaque province et territoire et on s'en sert aussi pour réviser les chiffres corrigés de l'inflation déjà publiés.

19. En 2005-2006, Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard n'ont pas fourni de données.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la médiation, à la tutelle et à la protection de l'enfance, à l'adoption, au changement de nom ainsi que toute autre affaire de cette nature.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de compétence inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

Un **avocat non résident** exerce sa profession dans une province ou un territoire donné, mais ne demeure pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

La **méthode de la comptabilité d'exercice** consiste à prendre en compte les recettes et les dépenses dans la période où elles ont été gagnées et encourues.

La **comptabilité de caisse** désigne un système dans lequel les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et dans lequel les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèces a été effectué.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le Ministère de la Justice du Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, incluant les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais d'aide juridique liés aux affaires criminelles impliquant des adultes, aux affaires mettant en cause des jeunes et aux affaires civiles n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Les **coûts Rowbotham** renvoient aux coûts liés à l'aide juridique ordonnée par un tribunal. Une demande Rowbotham est une demande fondée sur la Charte qui est adressée au tribunal et dans laquelle l'accusé soutient que l'État doit lui fournir des fonds juridiques suffisants pour assurer qu'il aura un procès équitable. Le tribunal peut suspendre la procédure s'il croit que l'accusé n'aurait pas un procès équitable sans représentation. Dans l'affaire Rowbotham originale (qui s'est déroulée en Ontario), le tribunal a maintenu que le fait de refuser la représentation par un avocat aux personnes qui font face à des accusations graves et complexes, et qui ne peuvent se permettre un avocat, enfreint leur droit en vertu de la Charte de présenter une défense pleine et entière.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (incluant les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses aux chapitres des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives aux programmes de droit préventif et de sensibilisation, et à la publicité.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en œuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du barreau** comprennent tous les avocats assurés qui sont autorisés à exercer le droit dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le demandeur a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonné aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Seules les demandes écrites sont comptées. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Le **total des membres du barreau** renvoie au nombre d'avocats actifs assurés qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs public et privé sont inclus. Les avocats non résidents sont inclus dans la province où ils travaillent.

Tableaux de données

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador									
2001-2002	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-2004	7 395	6 831	92	52	1	207	3	305	4
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard									
2001-2002	777	702	90	...	...	...	...	75	10
2002-2003	853	766	90	...	...	...	...	87	10
2003-2004	965	861	89	...	...	...	...	104	11
2004-2005	1 208	1 140	94	...	...	...	...	68	6
2005-2006	..	..	...	...	...	...	...	..	...
Nouvelle-Écosse									
2001-2002	13 070	12 526	96	3	0	...	...	541	4
2002-2003	12 880	12 656	98	4	0	...	...	220	2
2003-2004	15 729	15 422	98	12	0	...	...	295	2
2004-2005	17 298	17 112	99	6	0	...	...	180	1
2005-2006	18 304	18 063	99	2	0	...	...	239	1
Nouveau-Brunswick									
2001-2002	4 729	3 873	82	122	3	150	3	583	12
2002-2003	4 455	3 550	80	86	2	150	3	669	15
2003-2004	4 757	3 550	75	86	2	150	3	971	20
2004-2005	5 415	4 293	79	100	2	150	3	872	16
2005-2006	6 252	5 973	96	79	1	150	2	50	1
Québec									
2001-2002	120 958	119 087	98	1 511	1	...	...	360	0
2002-2003	121 669	119 751	98	1 743	1	...	...	175	0
2003-2004	125 245	123 058	98	1 825	1	...	...	362	0
2004-2005	134 482	132 299	98	1 800	1	...	...	383	0
2005-2006	131 459	128 724	98	1 925	1	...	...	810	1
Ontario									
2001-2002	288 316	246 695	86	15 001	5	...	...	26 620	9
2002-2003	282 247	244 966	87	14 422	5	...	...	22 859	8
2003-2004	299 626	256 048	85	14 791	5	...	...	28 787	10
2004-2005	289 709	254 757	88	12 926	4	...	...	22 026	8
2005-2006	309 321	260 527	84	15 947	5	...	...	32 847	11
Manitoba									
2001-2002	19 348	15 446	80	1 711	9	2 089	11	102	1
2002-2003	20 846	17 582	84	1 807	9	1 218	6	239	1
2003-2004	21 365	18 454	86	1 480	7	900	4	531	2
2004-2005	21 961	19 059	87	1 292	6	1 228	6	382	2
2005-2006	23 356	20 524	88	1 374	6	1 154	5	304	1
Saskatchewan									
2001-2002	11 744	11 415	97	39	0	...	...	290	2
2002-2003	12 211	11 915	98	33	0	...	...	263	2
2003-2004	13 303	13 129	99	42	0	...	...	132	1
2004-2005	14 435	14 295	99	37	0	...	...	103	1
2005-2006	16 342	16 146	99	41	0	...	...	155	1

Voir note(s) à la fin du tableau 1.

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants (suite)

Province ou territoire et année	Dollars courants								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Alberta									
2001-2002	35 529	27 242	77	2 674	8	...	...	5 613	16
2002-2003	34 840	28 187	81	3 076	9	...	...	3 577	10
2003-2004	34 999	28 798	82	3 193	9	...	...	3 008	9
2004-2005	39 062	31 898	82	3 483	9	...	...	3 681	9
2005-2006	38 143	30 998	81	3 967	10	...	...	3 178	8
Colombie-Britannique									
2001-2002	93 718	88 776	95	231	0	3 389	4	1 322	1
2002-2003	76 327	71 545	94	49	0	3 674	5	1 059	1
2003-2004	71 131	65 624	92	0	0	3 608	5	1 899	3
2004-2005	64 677	59 587	92	0	0	3 539	5	1 551	2
2005-2006	71 285	65 001	91	0	0	3 722	5	2 562	4
Territoire de Yukon									
2001-2002	1 429	1 389	97	24	2	.	...	16	1
2002-2003	1 277	1 256	98	9	1	.	...	12	1
2003-2004	1 425	1 406	99	5	0	.	...	14	1
2004-2005	1 612	1 571	97	20	1	.	...	22	1
2005-2006	1 323	1 300	98	3	0	.	...	20	2
Territoires du Nord-Ouest⁴									
2001-2002	3 747	3 747	100	..	...	.	...	..	...
2002-2003	3 764	3 764	100	..	...	.	...	0	0
2003-2004	3 713	3 713	100	..	...	.	...	0	0
2004-2005	4 348	4 333	100	15	0	.	...	0	0
2005-2006	4 531	4 499	99	32	1	.	...	0	0
Nunavut									
2001-2002	3 565	3 352	94	1	0	.	...	212	6
2002-2003	4 231	3 909	92	3	0	.	...	319	8
2003-2004	4 711	4 453	95	3	0	.	...	255	5
2004-2005	5 023	4 625	92	1	0	.	...	397	8
2005-2006	5 430	5 054	93	1	0	.	...	375	7
Total									
2001-2002	596 930	534 250	89	21 317	4	5 628	1	35 734	6
2002-2003	575 600	519 847	90	21 232	4	5 042	1	29 479	5
2003-2004	604 364	541 347	90	21 489	4	4 865	1	36 663	6
2004-2005	599 230	544 969	91	19 680	3	4 917	1	29 665	5
2005-2006	625 746	556 809	89	23 371	4	5 026	1	40 540	6

Voir note(s) à la fin du tableau 1.

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants (suite)

Province ou territoire et année	Dollars constants de 1992 ¹								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador									
2001-2002	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-2003	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	6 127	5 659	92	43	1	171	3	253	4
2004-2005	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard									
2001-2002	678	613	90	...	...	...	...	65	10
2002-2003	725	651	90	...	...	...	...	74	10
2003-2004	792	706	89	...	...	...	...	85	11
2004-2005	970	916	94	...	...	...	...	55	6
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse									
2001-2002	11 238	10 770	96	3	0	...	...	465	4
2002-2003	10 751	10 564	98	3	0	...	...	184	2
2003-2004	12 695	12 447	98	10	0	...	...	238	2
2004-2005	13 718	13 570	99	5	0	...	...	143	1
2005-2006	14 123	13 938	99	2	0	...	...	184	1
Nouveau-Brunswick									
2001-2002	4 123	3 377	82	106	3	131	3	508	12
2002-2003	3 756	2 993	80	73	2	126	3	564	15
2003-2004	3 880	2 896	75	70	2	122	3	792	20
2004-2005	4 353	3 451	79	80	2	121	3	701	16
2005-2006	4 907	4 688	96	62	1	118	2	39	1
Québec									
2001-2002	106 853	105 201	98	1 335	1	...	...	318	0
2002-2003	105 341	103 681	98	1 509	1	...	...	152	0
2003-2004	105 781	103 934	98	1 541	1	...	...	306	0
2004-2005	111 418	109 610	98	1 491	1	...	...	317	0
2005-2006	106 445	104 230	98	1 559	1	...	...	656	1
Ontario									
2001-2002	244 958	209 596	86	12 745	5	...	...	22 617	9
2002-2003	235 010	203 968	87	12 008	5	...	...	19 033	8
2003-2004	243 006	207 663	85	11 996	5	...	...	23 347	10
2004-2005	230 660	202 832	88	10 291	4	...	...	17 537	8
2005-2006	240 904	202 903	84	12 420	5	...	...	25 582	11
Manitoba									
2001-2002	15 964	12 744	80	1 412	9	1 724	11	84	1
2002-2003	16 934	14 283	84	1 468	9	989	6	194	1
2003-2004	17 051	14 728	86	1 181	7	718	4	424	2
2004-2005	17 184	14 913	87	1 011	6	961	6	299	2
2005-2006	17 802	15 643	88	1 047	6	880	5	232	1
Saskatchewan									
2001-2002	9 762	9 489	97	32	0	...	...	241	2
2002-2003	9 871	9 632	98	27	0	...	...	213	2
2003-2004	10 516	10 379	99	33	0	...	...	104	1
2004-2005	11 164	11 056	99	29	0	...	...	80	1
2005-2006	12 362	12 213	99	31	0	...	...	117	1

Voir note(s) à la fin du tableau 1.

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants (fin)

Province ou territoire et année	Dollars constants de 1992 ¹								
	Recettes totales	Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Alberta									
2001-2002	29 583	22 683	77	2 226	8	...	...	4 674	16
2002-2003	28 052	22 695	81	2 477	9	...	...	2 880	10
2003-2004	26 985	22 204	82	2 462	9	...	...	2 319	9
2004-2005	29 705	24 257	82	2 649	9	...	...	2 799	9
2005-2006	28 401	23 081	81	2 954	10	...	...	2 366	8
Colombie-Britannique									
2001-2002	81 352	77 063	95	201	0	2 942	4	1 148	1
2002-2003	64 739	60 683	94	42	0	3 116	5	898	1
2003-2004	59 079	54 505	92	0	0	2 997	5	1 577	3
2004-2005	52 669	48 524	92	0	0	2 882	5	1 263	2
2005-2006	56 891	51 876	91	0	0	2 970	5	2 045	4
Territoire de Yukon									
2001-2002	1 222	1 188	97	21	2	...	...	14	1
2002-2003	1 085	1 067	98	8	1	...	...	10	1
2003-2004	1 188	1 173	99	4	0	...	...	12	1
2004-2005	1 331	1 297	97	17	1	...	...	18	1
2005-2006	1 069	1 050	98	2	0	...	...	16	2
Territoires du Nord-Ouest⁴									
2001-2002	3 316	3 316	100	...	...	...	...	...	...
2002-2003	3 236	3 236	100	...	...	...	...	0	0
2003-2004	3 118	3 118	100	...	...	...	...	0	0
2004-2005	3 599	3 587	100	12	0	...	...	0	0
2005-2006	3 666	3 640	99	26	1	...	...	0	0
Nunavut									
2001-2002	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-2003	4 231	3 909	92	3	0	...	...	319	8
2003-2004	4 702	4 444	95	3	0	...	...	254	5
2004-2005	4 963	4 570	92	1	0	...	...	392	8
2005-2006	5 277	4 912	93	1	0	...	...	364	7
Total									
2001-2002	512 826	458 978	89	18 314	4	4 835	1	30 699	6
2002-2003	483 697	436 846	90	17 842	4	4 237	1	24 772	5
2003-2004	494 165	442 639	90	17 571	4	3 978	1	29 978	6
2004-2005	480 923	437 375	91	15 795	3	3 946	1	23 808	5
2005-2006	491 552	437 399	89	18 359	4	3 948	1	31 846	6

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
2. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (1) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (2) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (3) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.
3. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.
4. Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants^{1,2}

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ³	
	Total	Par habitant ⁴	Total	Par habitant ⁴
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador				
2001-2002	1 687	3,23	1 473	2,82
2002-2003	1 672	3,22	1 425	2,74
2003-2004	1 624	3,13	1 345	2,60
2004-2005	1 608	3,11	1 308	2,53
2005-2006	1 600	3,10	1 269	2,46
Île-du-Prince-Édouard				
2001-2002	321	2,35	280	2,05
2002-2003	325	2,37	276	2,02
2003-2004	348	2,53	285	2,08
2004-2005	345	2,50	277	2,01
2005-2006	343	2,48	267	1,93
Nouvelle-Écosse				
2001-2002	3 039	3,26	2 613	2,80
2002-2003	3 013	3,22	2 515	2,69
2003-2004	2 914	3,11	2 352	2,51
2004-2005	2 899	3,09	2 299	2,45
2005-2006	2 890	3,08	2 230	2,38
Nouveau-Brunswick				
2001-2002	1 724	2,30	1 503	2,00
2002-2003	1 750	2,33	1 476	1,97
2003-2004	1 872	2,49	1 527	2,03
2004-2005	1 860	2,47 ^r	1 495	1,99
2005-2006	1 854	2,47	1 455	1,94
Québec				
2001-2002	19 350	2,62	17 094	2,31
2002-2003	19 449	2,61	16 839	2,26
2003-2004	20 007	2,67	16 898	2,25 ^r
2004-2005	19 990	2,65	16 562	2,19 ^r
2005-2006	19 970	2,63	16 170	2,13
Ontario				
2001-2002	38 512	3,24	32 720	2,75
2002-2003	38 268	3,16	31 863	2,63
2003-2004	37 099	3,03	30 088	2,45
2004-2005	37 187	3,00	29 607	2,39
2005-2006	37 212	2,97	28 981	2,31
Manitoba				
2001-2002	3 463	3,01	2 857	2,48
2002-2003	3 447	2,98	2 800	2,42
2003-2004	3 397	2,92	2 711	2,33
2004-2005	3 403	2,91	2 663	2,28
2005-2006	3 399	2,89	2 591	2,20
Saskatchewan				
2001-2002	2 831	2,83	2 353	2,35
2002-2003	2 832	2,84	2 289	2,30
2003-2004	2 842	2,86	2 247	2,26
2004-2005	2 821	2,84 ^r	2 182	2,19
2005-2006	2 811	2,83	2 126	2,14

Voir note(s) à la fin du tableau 2.

Tableau 2

Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants^{1,2} (fin)

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ³	
	Total	Par habitant ⁴	Total	Par habitant ⁴
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Alberta				
2001-2002	7 752	2,54	6 455	2,11
2002-2003	7 830	2,51	6 304	2,02
2003-2004	8 166	2,58 ^r	6 296	1,99
2004-2005	8 176	2,55	6 217	1,94
2005-2006	8 197	2,52	6 103	1,87
Colombie-Britannique				
2001-2002	10 648	2,61	9 243	2,27
2002-2003	10 742	2,61	9 111	2,21
2003-2004	11 058	2,66	9 184	2,21
2004-2005	11 039	2,63	8 989	2,14
2005-2006	11 051	2,60	8 820	2,07
Territoire du Yukon				
2001-2002	527	17,49	451	14,96
2002-2003	527	17,49	448	14,86
2003-2004	654	21,39 ^r	545	17,84 ^r
2004-2005	654	21,19 ^r	540	17,50 ^r
2005-2006	654	21,10	528	17,05
Territoires du Nord-Ouest				
2001-2002	1 423	34,86	1 259	30,85
2002-2003	1 423	34,30	1 224	29,49
2003-2004	1 301	30,80 ^r	1 092 ^r	25,86 ^r
2004-2005	1 301	30,36 ^r	1 077 ^r	25,13 ^r
2005-2006	1 301	30,27	1 053	24,49
Nunavut				
2001-2002	1 108	39,40	...	...
2002-2003	1 108	38,55	1 108	38,55
2003-2004	1 103	37,82 ^r	1 101	37,74 ^r
2004-2005	1 103	37,17 ^r	1 090	36,73 ^r
2005-2006	1 103	36,78	1 072	35,74
Total				
2001-2002	92 385	2,98	79 369	2,56
2002-2003	92 386	2,94	77 635	2,47
2003-2004	92 385	2,92	75 540	2,39
2004-2005	92 386	2,89	74 146	2,32
2005-2006	92 385	2,86	72 573	2,25

1. Les chiffres des contributions fédérales en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

2. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (1) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (2) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (3) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.

3. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.

4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003 et 2004; et estimations postcensitaires provisoires pour 2005.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants¹

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total	Variation en %	Par habitant ³	Total	Variation en %	Par habitant ³
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
2001-2002	4 724	6	9,05	4 126	5	7,90
2002-2003	..	...	...	...	...	...
2003-2004	..	...	...	...	...	...
2004-2005	7 512^r	...	14,52 ^r	6 112^r	...	11,82 ^r
2005-2006	7 422	-1	14,38	5 886	-4	11,41
Île-du-Prince-Édouard						
2001-2002	423	8	3,10	369	5	2,70
2002-2003	441	4	3,22	375	2	2,74
2003-2004	575	30	4,19	472	26	3,44
2004-2005	..	...	...	...	...	...
2005-2006	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2001-2002	9 597	3	10,29	8 252	1	8,85
2002-2003	10 479	9	11,21	8 747	6	9,36
2003-2004	12 594^r	20	13,45 ^r	10 165^r	16	10,86 ^r
2004-2005	13 353^r	6	14,24 ^r	10 589^r	4	11,30 ^r
2005-2006	14 683	10	15,66	11 329	7	12,08
Nouveau-Brunswick⁴						
2001-2002	2 991	...	3,99	2 608	...	3,48
2002-2003	3 008	1	4,01	2 536	-3	3,38
2003-2004	3 649	21	4,86	2 976	17	3,96
2004-2005	3 913	7	5,20 ^r	3 145	6	4,18 ^r
2005-2006	5 384	38	7,16	4 226	34	5,62
Québec						
2001-2002	97 383	9	13,17	86 027	6	11,63
2002-2003	97 738	0	13,13	84 622	-2	11,37
2003-2004	98 868	1	13,19 ^r	83 503	-1	11,14 ^r
2004-2005	104 807	6	13,89 ^r	86 833	4	11,50 ^r
2005-2006	101 982	-3	13,42	82 577	-5	10,87
Ontario						
2001-2002	197 317	15	16,58	167 644	12	14,09
2002-2003	198 501	1	16,40	165 280	-1	13,66
2003-2004	201 815	2	16,46 ^r	163 678	-1	13,35
2004-2005	202 208	0	16,30 ^r	160 994	-2	12,98 ^r
2005-2006	208 501	3	16,63	162 384	1	12,95
Manitoba						
2001-2002	11 946	4	10,38	9 856	1	8,56
2002-2003	12 502	5	10,82	10 156	3	8,79
2003-2004	13 760	10	11,85	10 982	8	9,45
2004-2005	14 440	5	12,34	11 299	3	9,66 ^r
2005-2006	14 754	2	12,53	11 245	-0	9,55
Saskatchewan						
2001-2002	8 335	-1	8,33	6 929	-4	6,93
2002-2003	9 083	9	9,12	7 343	6	7,37
2003-2004	9 979	10	10,03	7 889	7	7,93
2004-2005	9 599	-4	9,65 ^r	7 424	-6	7,47 ^r
2005-2006	11 899	24	11,97	9 001	21	9,05

Voir note(s) à la fin du tableau 3.

Tableau 3

Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants¹ (fin)

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total	Variation en %	Par habitant ³	Total	Variation en %	Par habitant ³
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Alberta						
2001-2002	19 332	21	6,32	16 097	19	5,27
2002-2003	20 363	5	6,53	16 395	2	5,26
2003-2004	20 632	1	6,53	15 907	-3	5,03 ^r
2004-2005	20 657 ^r	0	6,45 ^r	15 709 ^r	-1	4,90 ^r
2005-2006	20 578	-0	6,32	15 322	-2	4,70
Colombie-Britannique						
2001-2002	83 798	12	20,55	72 741	10	17,84
2002-2003	57 492	-31	13,97	48 763	-33	11,85
2003-2004	52 259	-9	12,58 ^r	43 404	-11	10,45
2004-2005	45 862	-12	10,91 ^r	37 347	-14	8,89 ^r
2005-2006	51 107	11	12,01	40 788	9	9,59
Territoire du Yukon						
2001-2002	829	-11	27,52	709	-13	23,54
2002-2003	729	-12	24,19	619	-13	20,55
2003-2004	720	-1	23,55 ^r	601	-3	19,64 ^r
2004-2005	646	-10	20,93 ^r	533	-11	17,29 ^r
2005-2006	646	0	20,85	522	-2	16,84
Territoires du Nord-Ouest						
2001-2002	2 177	-1	53,33	1 927	-3	47,19
2002-2003	2 246	3	54,13	1 931	0	46,55
2003-2004	2 077	-8	49,17 ^r	1 744 ^r	-10	41,29 ^r
2004-2005	2 543	22	59,35 ^r	2 105 ^r	21	49,13 ^r
2005-2006	2 868	13	66,73	2 320	10	53,99
Nunavut						
2001-2002	1 982	-9	70,48	...	...	...
2002-2003	2 539	28	88,35	2 539	...	88,35
2003-2004	3 048	20	104,51 ^r	3 042	20	104,30 ^r
2004-2005	3 220	6	108,52 ^r	3 182	5	107,23 ^r
2005-2006	3 991	24	133,07	3 879	22	129,32
Total						
2001-2002	440 834	...	14,21	378 723	...	12,21
2002-2003	415 121	...	13,23	348 841	...	11,12
2003-2004	419 976 ^r	1	13,26 ^r	343 398 ^r	-2	10,84
2004-2005	428 760 ^r	...	13,41 ^r	344 109 ^r	...	10,76 ^r
2005-2006	443 815	4	13,75	348 637	1	10,80

1. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (1) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (2) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (3) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.

2. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.

3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003 et 2004; et estimations postcensitaires provisoires pour 2005.

4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation en %	Par habitant ²	Total	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
2001-2002	..	...	...	...	...	...
2002-2003	..	...	...	...	...	...
2003-2004	6 887	...	13,28 ^f	5 706	...	11,01
2004-2005	..	...	...	...	...	...
2005-2006	..	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2001-2002	777	6	5,69	678	3	4,96
2002-2003	853	10	6,23	725	7	5,29
2003-2004	965	13	7,03	792	9	5,77
2004-2005	1 442	49	10,46	1 158	46	8,40
2005-2006	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2001-2002	12 993	18	13,94	11 172	16	11,98
2002-2003	13 178	1	14,10	11 000	-2	11,77
2003-2004	13 965	6	14,92	11 271	2	12,04
2004-2005	16 309	17	17,40 ^f	12 933	15	13,80
2005-2006	18 466	13	19,69	14 248	10	15,19
Nouveau-Brunswick³						
2001-2002	5 437	...	7,25	4 740	30	6,32
2002-2003	4 849	-11	6,46	4 089	-14	5,45
2003-2004	5 147	6	6,85	4 198	3	5,59
2004-2005	4 987	-3	6,63 ^f	4 009	-5	5,33 ^f
2005-2006	6 325	27	8,41	4 965	24	6,60
Québec						
2001-2002	118 196	15	15,98	104 413	12	14,12
2002-2003	122 882	4	16,50	106 391	2	14,29
2003-2004	123 031	0	16,42	103 911	-2	13,87
2004-2005	132 225	7	17,52 ^f	109 548	5	14,51 ^f
2005-2006	128 891	-3	16,96	104 365	-5	13,74
Ontario⁴						
2001-2002	293 516	21	24,67	249 376	18	20,96
2002-2003	291 704	-1	24,10	242 884	-3	20,07
2003-2004	299 470	3	24,43	242 879	-0	19,81 ^f
2004-2005	302 741	1	24,40 ^f	241 036	-1	19,43 ^f
2005-2006	351 665	...	28,04	273 882	...	21,84
Manitoba						
2001-2002	19 534	8	16,97	16 117	5	14,00
2002-2003	20 396	4	17,65	16 569	3	14,34
2003-2004	20 934	3	18,02	16 707	1	14,38
2004-2005	21 365	2	18,26	16 718	0	14,29
2005-2006	23 531	10	19,98	17 935	7	15,23
Saskatchewan						
2001-2002	11 904	8	11,90	9 895	5	9,89
2002-2003	12 239	3	12,29	9 894	-0	9,93
2003-2004	12 937	6	13,01	10 227	3	10,28
2004-2005	14 468	12	14,55 ^f	11 189	9	11,25 ^f
2005-2006	16 631	15	16,73	12 580	12	12,65

Voir note(s) à la fin du tableau 4.

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants (fin)

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation en %	Par habitant ²	Total	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Alberta						
2001-2002	32 438	19	10,61	27 009	17	8,84
2002-2003	36 670	13	11,77	29 525	9	9,47
2003-2004	39 716	8	12,57	30 621	4	9,69
2004-2005	42 692	7	13,32 ^r	32 465	6	10,13 ^r
2005-2006	49 469	16	15,19	36 835	13	11,31
Colombie-Britannique						
2001-2002	89 966	3	22,06	78 095	1	19,15
2002-2003	71 353	-21	17,34	60 520	-23	14,71
2003-2004	69 609	-2	16,75 ^r	57 815	-4	13,92
2004-2005	60 623	-13	14,43 ^r	49 367	-15	11,75 ^r
2005-2006	66 810	10	15,70	53 320	8	12,53
Territoire du Yukon						
2001-2002	1 111	8	36,87	950	6	31,54
2002-2003	1 281	15	42,51	1 088	15	36,11
2003-2004	1 282	0	41,93 ^r	1 069	-2	34,97 ^r
2004-2005	1 596	24	51,72 ^r	1 318	23	42,71 ^r
2005-2006	1 429	-10	46,11	1 154	-12	37,25
Territoires du Nord-Ouest						
2001-2002	3 747	7	91,79	3 316	5	81,23
2002-2003	3 767	1	90,80	3 239	-2	78,07
2003-2004	3 947	5	93,44 ^r	3 314	2	78,46 ^r
2004-2005	4 125	5	96,26 ^r	3 415	3	79,69 ^r
2005-2006	4 380	6	101,90	3 544	4	82,45
Nunavut						
2001-2002	3 499	23	124,43	...	...	...
2002-2003	3 920	12	136,40	3 920	...	136,40
2003-2004	4 749	21	162,83 ^r	4 740	21	162,51 ^r
2004-2005	5 023	6	169,28 ^r	4 963	5	167,27 ^r
2005-2006	5 430	8	181,05	5 277	6	175,95
Total						
2001-2002	593 118	...	19,12	509 552	...	16,43
2002-2003	583 092	-2	18,59	489 993	-4	15,62
2003-2004	602 639	...	19,03	492 755	...	15,56
2004-2005	607 596	...	19,00 ^r	487 637	...	15,25 ^r
2005-2006	673 027	...	20,86	528 694	...	16,38

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003 et 2004; et estimations postcensitaires provisoires pour 2005.
3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques ont engagé 17 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense¹

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques					Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador									
2001-2002	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-2004	6 887	4 299	62	2 588	38	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard									
2001-2002	777	547	70	229	29	...	...	...	...
2002-2003	853	564	66	289	34	...	...	...	...
2003-2004	965	648	67	317	33	...	...	...	...
2004-2005	1 442	..	...	..	...	...	...	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse²									
2001-2002	12 993	6 164	47	5 198	40	1 366	11	265	2
2002-2003	13 178	6 522	49	5 337	40	1 227	9	92	1
2003-2004	13 965	6 864	49	5 791	41	1 310	9	0	0
2004-2005	16 309	8 384	51	6 441	39	1 220	7	264	2
2005-2006	18 466	9 398	51	7 811	42	1 188	6	69	0
Nouveau-Brunswick									
2001-2002	5 437	2 433	45	1 243	23	655	12	1 107	20
2002-2003	4 849	2 461	51	1 597	33	765	16	26	1
2003-2004	5 147	2 666	52	1 814	35	667	13	0	0
2004-2005	4 987	2 719	55	1 547	31	721	14	0	0
2005-2006	6 325	3 474	55	1 781	28	1 070	17	0	0
Québec³									
2001-2002	118 196	40 949	35	66 914	57	9 450	8	883	1
2002-2003	122 882	42 743	35	69 201	56	10 069	8	869	1
2003-2004	123 031	41 789	34	69 710	57	10 624	9	908	1
2004-2005	132 225	46 329	35	73 388	56	11 176	8	1 332	1
2005-2006	128 891	46 716	36	69 871	54	11 293	9	1 011	1
Ontario⁴									
2001-2002	293 516	97 336	33	122 709	42	60 236	21	13 235	5
2002-2003	291 704	98 957	34	131 972	45	56 374	19	4 401	2
2003-2004	299 470	111 059	37	137 702	46	56 130	19	-5 422	-2
2004-2005	302 741	105 330	35	129 202	43	52 365	17	15 844	5
2005-2006	351 665	143 957	41	138 768	39	52 338	15	16 602	5
Manitoba									
2001-2002	19 534	8 399	43	6 948	36	3 663	19	524	3
2002-2003	20 396	8 419	41	7 246	36	4 013	20	718	4
2003-2004	20 934	10 775	51	5 512	26	4 131	20	516	2
2004-2005	21 365	9 503	44	7 225	34	4 095	19	542	3
2005-2006	23 531	11 069	47	7 282	31	4 606	20	574	2
Saskatchewan									
2001-2002	11 904	7 444	63	3 581	30	758	6	121	1
2002-2003	12 239	7 754	63	3 608	29	830	7	47	0
2003-2004	12 937	8 124	63	3 838	30	890	7	85	1
2004-2005	14 468	9 441	65	3 920	27	1 064	7	43	0
2005-2006	16 631	10 639	64	4 377	26	1 543	9	72	0

Voir note(s) à la fin du tableau 5.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense¹ (fin)

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques										
	Total	Affaires criminelles				Affaires civiles		Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Alberta											
2001-2002	32 438	16 998	52	12 012	37	3 267	10	161	0		
2002-2003	36 670	19 402	53	13 481	37	3 613	10	174	0		
2003-2004	39 716	20 373	51	15 167	38	3 951	10	225	1		
2004-2005	42 692	21 752	51	15 888	37	4 832	11	220	1		
2005-2006	49 469	24 389	49	18 243	37	6 397	13	440	1		
Colombie-Britannique											
2001-2002	89 966	33 024	37	46 837	52	7 436	8	2 669	3		
2002-2003	71 353	32 759	46	29 772	42	6 566	9	2 256	3		
2003-2004	69 609	36 672	53	21 601	31	6 705	10	4 631	7		
2004-2005	60 623	33 026	54	15 321	25	7 973	13	4 303	7		
2005-2006	66 810	35 329	53	17 525	26	9 236	14	4 720	7		
Territoire du Yukon											
2001-2002	1 111	603	54	257	23	251	23	0	0		
2002-2003	1 281	723	56	296	23	262	20	0	0		
2003-2004	1 282	768	60	284	22	230	18	0	0		
2004-2005	1 596	790	49	499	31	278	17	29	2		
2005-2006	1 429	902	63	284	20	243	17	0	0		
Territoires du Nord-Ouest⁵											
2001-2002	3 747	399	11	694	19	691	18	1 962	52		
2002-2003	3 767	..	..	..	..	572	15	47	1
2003-2004	3 947	..	..	..	..	1 103	28	65	2
2004-2005	4 125	..	..	..	..	621	15	828	20
2005-2006	4 380	1 660	38	1 054	24	634	14	1 032	24		
Nunavut											
2001-2002	3 499	869	25	296	8	802	23	1 532	44		
2002-2003	3 920	1 536	39	893	23	1 133	29	358	9		
2003-2004	4 749	1 864	39	722	15	2 057	43	106	2		
2004-2005	5 023	1 650	33	650	13	2 322	46	401	8		
2005-2006	5 430	2 040	38	561	10	2 328	43	501	9		
Total											
2001-2002	593 118	215 165	36	266 918	45	88 575	15	22 459	4		
2002-2003	583 092	..	..	..	..	85 424	15	8 988	2
2003-2004	602 639	..	..	..	..	87 798	15	1 114	0
2004-2005	607 596	..	..	..	..	86 667	14	23 806	4
2005-2006	673 027	289 573	43	267 557	40	90 876	14	25 021	4		

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. En Nouvelle-Écosse, la catégorie « Autres dépenses » était composée en 2002-2003 des coûts du programme des travailleurs de soutien auprès des tribunaux de la jeunesse, qui ont été assumés par le programme en 2003-2004, et qui ne sont plus consignés séparément.

3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes au chapitre des services juridiques et dépenses administratives centrales ont été estimées.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques ont engagé 17 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

5. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 6
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques¹

Province ou territoire et année	Total des dépenses	Dépenses directes totales	Pourcentage des dépenses totales	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				Dépenses directes	Pourcentage des dépenses	Dépenses directes	Pourcentage des dépenses
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador							
2001-2002	..	..	...	..	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	...
2003-2004	6 887	6 887	100	4 299	62	2 588	38
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard							
2001-2002	777	776	100	547	70	229	30
2002-2003	853	853	100	564	66	289	34
2003-2004	965	965	100	648	67	317	33
2004-2005	1 442	1 442	100	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse							
2001-2002	12 993	11 362	87	6 164	54	5 198	46
2002-2003	13 178	11 859	90	6 522	55	5 337	45
2003-2004	13 965	12 655	91	6 864	54	5 791	46
2004-2005	16 309	14 825	91	8 384	57	6 441	43
2005-2006	18 466	17 209	93	9 398	55	7 811	45
Nouveau-Brunswick							
2001-2002	5 437	3 675	68	2 433	66	1 243	34
2002-2003	4 849	4 058	84	2 461	61	1 597	39
2003-2004	5 147	4 480	87	2 666	60	1 814	40
2004-2005	4 987	4 266	86	2 719	64	1 547	36
2005-2006	6 325	5 255	83	3 474	66	1 781	34
Québec²							
2001-2002	118 196	107 863	91	40 949	38	66 914	62
2002-2003	122 882	111 944	91	42 743	38	69 201	62
2003-2004	123 031	111 499	91	41 789	37	69 710	63
2004-2005	132 225	119 717	91	46 329	39	73 388	61
2005-2006	128 891	116 587	90	46 716	40	69 871	60
Ontario³							
2001-2002	293 516	220 045	75	97 336	44	122 709	56
2002-2003	291 704	230 929	79	98 957	43	131 972	57
2003-2004	299 470	248 762	83	111 059	45	137 702	55
2004-2005	302 741	234 532	77	105 330	45	129 202	55
2005-2006	351 665	282 725	80	143 957	51	138 768	49
Manitoba							
2001-2002	19 534	15 347	79	8 399	55	6 948	45
2002-2003	20 396	15 665	77	8 419	54	7 246	46
2003-2004	20 934	16 287	78	10 775	66	5 512	34
2004-2005	21 365	16 728	78	9 503	57	7 225	43
2005-2006	23 531	18 351	78	11 069	60	7 282	40
Saskatchewan							
2001-2002	11 904	11 025	93	7 444	68	3 581	32
2002-2003	12 239	11 362	93	7 754	68	3 608	32
2003-2004	12 937	11 962	92	8 124	68	3 838	32
2004-2005	14 468	13 361	92	9 441	71	3 920	29
2005-2006	16 631	15 016	90	10 639	71	4 377	29

Voir note(s) à la fin du tableau 6.

Tableau 6

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total des dépenses	Dépenses directes totales	Pourcentage des dépenses totales	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				Dépenses directes	Pourcentage des dépenses	Dépenses directes	Pourcentage des dépenses
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Alberta							
2001-2002	32 438	29 010	89	16 998	59	12 012	41
2002-2003	36 670	32 883	90	19 402	59	13 481	41
2003-2004	39 716	35 540	89	20 373	57	15 167	43
2004-2005	42 692	37 640	88	21 752	58	15 888	42
2005-2006	49 469	42 632	86	24 389	57	18 243	43
Colombie-Britannique							
2001-2002	89 966	79 861	89	33 024	41	46 837	59
2002-2003	71 353	62 531	88	32 759	52	29 772	48
2003-2004	69 609	58 273	84	36 672	63	21 601	37
2004-2005	60 623	48 347	80	33 026	68	15 321	32
2005-2006	66 810	52 854	79	35 329	67	17 525	33
Territoire du Yukon							
2001-2002	1 111	860	77	603	70	257	30
2002-2003	1 281	1 019	80	723	71	296	29
2003-2004	1 282	1 052	82	768	73	284	27
2004-2005	1 596	1 289	81	790	61	499	39
2005-2006	1 429	1 186	83	902	76	284	24
Territoires du Nord-Ouest⁴							
2001-2002	3 747	1 093	29	399	37	694	63
2002-2003	3 767	3 148	84	..	...	..	...
2003-2004	3 947	2 779	70	..	...	..	...
2004-2005	4 125	2 677	65	..	...	..	...
2005-2006	4 380	2 714	62	1 660	61	1 054	39
Nunavut							
2001-2002	3 499	1 165	33	869	75	296	25
2002-2003	3 920	2 429	62	1 536	63	893	37
2003-2004	4 749	2 586	54	1 864	72	722	28
2004-2005	5 023	2 300	46	1 650	72	650	28
2005-2006	5 430	2 601	48	2 040	78	561	22
Total							
2001-2002	593 118	482 082	81	215 165	45	266 918	55
2002-2003	583 092	488 680	84	...	...	...	...
2003-2004	602 639	513 727	85	...	...	...	...
2004-2005	607 596	497 124	82	...	...	...	...
2005-2006	673 027	557 130	83	289 573	52	267 557	48

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques ont engagé 17 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 7

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire¹

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles							
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador																		
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	6 887	6 853	100	35	1	4 299	4 268	99	31	1	2 588	2 585	100	3	0	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																		
2001-2002	776	563	73	213	27	547	473	86	74	14	229	90	39	139	61	..	..	..
2002-2003	853	558	65	295	35	564	457	81	107	19	289	101	35	188	65	..	..	..
2003-2004	965	671	70	294	30	648	550	85	98	15	317	121	38	196	62	..	..	..
2004-2005	1 442	1 137	79	305	21	..	..	..	151	..	..	..	..	154	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																		
2001-2002	11 362	9 266	82	2 096	18	6 164	5 121	83	1 043	17	5 198	4 145	80	1 053	20	..	..	..
2002-2003	11 859	9 627	81	2 232	19	6 522	5 349	82	1 173	18	5 337	4 278	80	1 059	20	..	..	..
2003-2004	12 655	10 311	81	2 344	19	6 864	5 792	84	1 072	16	5 791	4 519	78	1 272	22	..	..	..
2004-2005	14 825	11 611	78	3 214	22	8 384	6 863	82	1 521	18	6 441	4 748	74	1 693	26	..	..	..
2005-2006	17 209	13 463	78	3 746	22	9 398	7 545	80	1 853	20	7 811	5 918	76	1 893	24	..	..	..
Nouveau-Brunswick²																		
2001-2002	3 675	758	21	2 916	79	2 433	76	3	2 357	97	1 243	683	55	560	45	..	..	..
2002-2003	4 058	1 603	40	2 455	60	2 461	146	6	2 315	94	1 597	1 457	91	140	9	..	..	..
2003-2004	4 480	1 430	32	3 050	68	2 666	239	9	2 427	91	1 814	1 191	66	623	34	..	..	..
2004-2005	4 266	2 836	66	1 430	34	2 719	1 701	63	1 018	37	1 547	1 135	73	412	27	..	..	..
2005-2006	5 255	3 930	75	1 325	25	3 474	2 594	75	880	25	1 781	1 336	75	445	25	..	..	..
Québec³																		
2001-2002	107 863	60 692	56	47 171	44	40 949	21 517	53	19 432	47	66 914	39 175	59	27 739	41	..	..	..
2002-2003	111 944	59 724	53	52 220	47	42 743	20 234	47	22 509	53	69 201	39 490	57	29 711	43	..	..	..
2003-2004	111 499	61 716	55	49 783	45	41 789	20 342	49	21 447	51	69 710	41 374	59	28 336	41	..	..	..
2004-2005	119 717	73 114	61	46 603	39	46 329	26 661	58	19 668	42	73 388	46 453	63	26 935	37	..	..	..
2005-2006	116 587	68 745	59	47 842	41	46 716	25 756	55	20 960	45	69 871	42 989	62	26 882	38	..	..	..
Ontario⁴																		
2001-2002	220 045	54 324	25	165 721	75	97 336	4 002	4	93 334	96	122 709	50 322	41	72 387	59	..	..	..
2002-2003	230 929	65 662	28	165 267	72	98 957	5 039	5	93 918	95	131 972	60 623	46	71 349	54	..	..	..
2003-2004	248 762	64 838	26	183 924	74	111 059	6 281	6	104 778	94	137 702	58 557	43	79 145	57	..	..	..
2004-2005	234 532	57 642	25	176 890	75	105 330	6 504	6	98 826	94	129 202	51 138	40	78 064	60	..	..	..
2005-2006	282 725	60 536	21	222 189	79	143 957	8 216	6	135 741	94	138 768	52 320	38	86 448	62	..	..	..
Manitoba																		
2001-2002	15 347	7 052	46	8 295	54	8 399	3 078	37	5 321	63	6 948	3 974	57	2 974	43	..	..	..
2002-2003	15 665	7 412	47	8 253	53	8 419	3 295	39	5 124	61	7 246	4 117	57	3 129	43	..	..	..
2003-2004	16 287	7 625	47	8 662	53	10 775	5 051	47	5 724	53	5 512	2 574	47	2 938	53	..	..	..
2004-2005	16 728	8 586	51	8 142	49	9 503	4 144	44	5 359	56	7 225	4 442	61	2 783	39	..	..	..
2005-2006	18 351	9 132	50	9 219	50	11 069	4 528	41	6 541	59	7 282	4 604	63	2 678	37	..	..	..
Saskatchewan																		
2001-2002	11 025	9 952	90	1 073	10	7 444	6 539	88	905	12	3 581	3 413	95	168	5	..	..	..
2002-2003	11 362	10 383	91	979	9	7 754	6 922	89	832	11	3 608	3 461	96	147	4	..	..	..
2003-2004	11 961	10 828	91	1 134	9	8 124	7 231	89	893	11	3 838	3 597	94	241	6	..	..	..
2004-2005	13 361	11 845	89	1 516	11	9 441	8 077	86	1 364	14	3 920	3 768	96	152	4	..	..	..
2005-2006	15 016	13 526	90	1 490	10	10 639	9 301	87	1 338	13	4 377	4 225	97	152	3	..	..	..
Alberta																		
2001-2002	29 010	5 140	18	23 870	82	16 998	2 388	14	14 610	86	12 012	2 752	23	9 260	77	..	..	..
2002-2003	32 883	7 206	22	25 677	78	19 402	2 554	13	16 848	87	13 481	4 652	35	8 829	65	..	..	..
2003-2004	35 540	7 732	22	27 808	78	20 373	3 096	15	17 277	85	15 167	4 636	31	10 531	69	..	..	..
2004-2005	37 640	8 869	24	28 771	76	21 752	3 610	17	18 142	83	15 888	5 259	33	10 629	67	..	..	..
2005-2006	42 632	9 757	23	32 875	77	24 389	3 758	15	20 631	85	18 243	5 999	33	12 244	67	..	..	..

Voir note(s) à la fin du tableau 7.

Tableau 7

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Colombie-Britannique															
2001-2002	79 861	28 524	36	51 337	64	33 024	9 583	29	23 441	71	46 837	18 941	40	27 896	60
2002-2003	62 531	16 301	26	46 230	74	32 759	6 412	20	26 347	80	29 772	9 889	33	19 883	67
2003-2004	58 273	7 124	12	51 149	88	36 672	3 715	10	32 957	90	21 601	3 409	16	18 192	84
2004-2005	48 347	7 598	16	40 749	84	33 026	4 052	12	28 974	88	15 321	3 546	23	11 775	77
2005-2006	52 854	7 198	14	45 656	86	35 329	3 804	11	31 525	89	17 525	3 394	19	14 131	81
Territoire du Yukon															
2001-2002	860	622	72	238	28	603	459	76	144	24	257	163	63	94	37
2002-2003	1 019	801	79	218	21	723	569	79	154	21	296	232	78	64	22
2003-2004	1 052	915	87	137	13	768	645	84	123	16	284	270	95	14	5
2004-2005	1 289	1 143	89	145	11	790	658	83	132	17	499	485	97	14	3
2005-2006	1 186	961	81	225	19	902	685	76	217	24	284	276	97	8	3
Territoires du Nord-Ouest⁵															
2001-2002	1 093	..	..	..	..	399	..	..	..	..	694	..	..	..	..
2002-2003	3 148	1 435	46	1 712	54	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	2 779	1 224	44	1 556	56	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	2 677	1 031	39	1 645	61	..	..	..	1 343	..	..	..	..	302	..
2005-2006	2 714	1 155	43	1 559	57	1 660	350	21	1 311	79	1 054	806	76	248	24
Nunavut															
2001-2002	1 165	692	59	473	41	869	495	57	374	43	296	197	67	99	33
2002-2003	2 429	1 725	71	704	29	1 536	982	64	554	36	893	743	83	150	17
2003-2004	2 586	1 251	48	1 335	52	1 864	796	43	1 068	57	722	455	63	267	37
2004-2005	2 300	1 050	46	1 250	54	1 650	700	42	950	58	650	350	54	300	46
2005-2006	2 601	1 122	43	1 479	57	2 040	700	34	1 340	66	561	422	75	139	25
Total															
2001-2002	482 082	..	..	..	..	215 165	..	..	..	..	266 918	..	..	..	..
2002-2003	488 680	182 437	37	306 242	63	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	513 727	182 518	36	331 211	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	497 124	186 462	38	310 660	62	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	557 130	189 525	34	367 605	66	289 573	67 237	23	222 337	77	267 557	122 289	46	145 268	54

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques étaient responsables de 77 % des dépenses en services juridiques directs pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

5. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses directes relatives aux employés offrant des services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses directes au chapitre des services juridiques plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 8

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de compétence provinciale					
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Colombie-Britannique																					
2001-2002	33 024	9 583	29	23 441	71	27 405	6 490	24	20 915	76	4 932	2 592	53	2 340	47	687	501	73	186	27	
2002-2003	32 759	6 412	20	26 347	80	28 208	4 703	17	23 505	83	4 164	1 522	37	2 642	63	387	187	48	200	52	
2003-2004	36 672	3 715	10	32 957	90	32 539	3 255	10	29 284	90	3 513	378	11	3 135	89	620	82	13	538	87	
2004-2005	33 026	4 052	12	28 974	88	29 450	3 556	12	25 894	88	3 186	416	13	2 770	87	390	80	21	310	79	
2005-2006	35 329	3 804	11	31 525	89	31 903	3 345	10	28 558	90	3 169	402	13	2 767	87	257	57	22	200	78	
Territoire du Yukon																					
2001-2002	603	459	76	144	24	504	366	73	138	27	99	93	94	6	6	0	0	0	0	0	
2002-2003	723	569	79	154	21	674	530	79	144	21	49	39	80	10	20	0	0	0	0	0	
2003-2004	768	645	84	123	16	698	582	83	116	17	70	63	90	7	10	0	0	0	0	0	
2004-2005	790	658	83	132	17	720	594	83	126	18	70	64	91	6	9	0	0	0	0	0	
2005-2006	902	685	76	217	24	828	621	75	207	25	74	64	86	10	14	0	0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest																					
2001-2002	399	..	...	..	...	391	..	...	..	...	9	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	1 343	...	..	..	...	1 325	...	..	..	...	18	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	1 660	350	21	1 311	79	1 633	350	21	1 283	79	28	..	...	28	100	..	...	..	...	..	...
Nunavut⁶																					
2001-2002	869	495	57	374	43	867	495	57	372	43	2	0	0	2	100	..	...	..	...	..	...
2002-2003	1 536	982	64	554	36	1 487	982	66	505	34	49	0	0	49	100	..	...	..	...	..	...
2003-2004	1 864	796	43	1 068	57	1 822	796	44	1 026	56	42	0	0	42	100	..	...	..	...	..	...
2004-2005	1 650	700	42	950	58	1 380	580	42	800	58	270	120	44	150	56	..	...	..	...	..	...
2005-2006	2 040	700	34	1 340	66	2 015	700	35	1 315	65	25	0	0	25	100	..	...	..	...	..	...
Total																					
2001-2002	215 165	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-2003	221 840	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-2004	245 901	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2004-2005	238 924	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	289 573	67 237	23	222 337	77	247 167	52 025	21	195 142	79	39 735	14 273	36	25 462	64	2 672	939	35	1 733	65	

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. À Terre-Neuve-et-Labrador et en Ontario, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

3. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

4. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.

5. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

6. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales/territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 9

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile¹

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles							
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador																		
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	2 588	2 585	100	3	0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																		
2001-2002	229	90	39	139	61	229	90	39	139	61	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	289	101	35	188	65	202	101	50	101	50	87	0	0	87	100	..	..	..
2003-2004	317	121	38	196	62	317	121	38	196	62	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	154	..	..	..	..	154	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																		
2001-2002	5 198	4 145	80	1 053	20	5 198	4 145	80	1 053	20	0	0	..	0	..	..	..	..
2002-2003	5 337	4 278	80	1 059	20	5 337	4 278	80	1 059	20	0	0	..	0	..	..	..	..
2003-2004	5 791	4 519	78	1 272	22	5 791	4 519	78	1 272	22	0	0	..	0	..	..	..	..
2004-2005	6 441	4 748	74	1 693	26	6 441	4 748	74	1 693	26	0	0	..	0	..	..	..	..
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	7 811	5 918	76	1 893	24	0	0	..	0	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick²																		
2001-2002	1 243	683	55	560	45	968	683	71	286	30	275	0	0	275	100	..	..	..
2002-2003	1 597	1 457	91	140	9	1 515	1 375	91	140	9	82	82	100	0	0	..	..	..
2003-2004	1 814	1 191	66	623	34	1 488	1 191	80	297	20	326	0	0	326	100	..	..	..
2004-2005	1 547	1 135	73	412	27	1 547	1 135	73	412	27	0	0	..	0	..	..	..	..
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	1 781	1 336	75	445	25	0	0	..	0	..	..	..	..
Québec³																		
2001-2002	66 914	39 175	59	27 739	41	45 172	26 582	59	18 590	41	21 742	12 593	58	9 149	42	..	..	..
2002-2003	69 201	39 490	57	29 711	43	48 770	27 543	56	21 227	44	20 431	11 947	58	8 484	42	..	..	..
2003-2004	69 710	41 374	59	28 336	41	48 972	29 207	60	19 765	40	20 738	12 167	59	8 571	41	..	..	..
2004-2005	73 388	46 453	63	26 935	37	52 663	33 148	63	19 515	37	20 725	13 305	64	7 420	36	..	..	..
2005-2006	69 871	42 989	62	26 882	38	50 314	30 427	60	19 887	40	19 557	12 562	64	6 995	36	..	..	..
Ontario⁴																		
2001-2002	122 709	50 322	41	72 387	59	..	..	..	48 877	..	..	..	..	23 510	..	..	..	..
2002-2003	131 972	60 623	46	71 349	54	..	..	..	47 584	..	..	..	..	23 765	..	..	..	..
2003-2004	137 702	58 557	43	79 145	57	..	..	..	52 547	..	..	..	..	26 599	..	..	..	..
2004-2005	129 202	51 138	40	78 064	60	54 868	2 809	5	52 059	95	74 334	48 329	65	26 005	35	..	..	..
2005-2006	138 768	52 320	38	86 448	62	58 775	2 742	5	56 033	95	79 993	49 578	62	30 415	38	..	..	..
Manitoba																		
2001-2002	6 948	3 974	57	2 974	43	6 948	3 974	57	2 974	43	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	7 246	4 117	57	3 129	43	7 246	4 117	57	3 129	43	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	5 512	2 574	47	2 938	53	5 512	2 574	47	2 938	53	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	7 225	4 442	61	2 783	39	7 225	4 442	61	2 783	39	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	7 282	4 604	63	2 678	37	..	..	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan																		
2001-2002	3 581	3 413	95	168	5	3 573	3 405	95	168	5	8	8	100	0	0	..	..	..
2002-2003	3 608	3 461	96	147	4	3 605	3 458	96	147	4	3	3	100	0	0	..	..	..
2003-2004	3 838	3 597	94	241	6	3 835	3 594	94	241	6	3	3	100	0	0	..	..	..
2004-2005	3 920	3 768	96	152	4	3 911	3 759	96	152	4	9	9	100	0	0	..	..	..
2005-2006	4 377	4 225	97	152	3	4 371	4 219	97	152	3	6	6	100	0	0	..	..	..
Alberta																		
2001-2002	12 012	2 752	23	9 260	77	..	..	..	7 084	..	4 928	2 752	56	2 176	44	..	..	..
2002-2003	13 481	4 652	35	8 829	65	..	..	..	6 754	..	6 727	4 652	69	2 075	31	..	..	..
2003-2004	15 167	4 636	31	10 531	69	..	..	..	8 056	..	7 111	4 636	65	2 475	35	..	..	..
2004-2005	15 888	5 259	33	10 629	67	..	..	..	9 141	..	6 747	5 259	78	1 488	22	..	..	..
2005-2006	18 243	5 999	33	12 244	67	16 133	5 603	35	10 530	65	2 110	396	19	1 714	81	..	..	..

Voir note(s) à la fin du tableau 9.

Tableau 9

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles					
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Colombie-Britannique																
2001-2002	46 837	18 941	40	27 896	60	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	29 772	9 889	33	19 883	67	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	21 601	3 409	16	18 192	84	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	15 321	3 546	23	11 775	77	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	17 525	3 394	19	14 131	81	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Territoire du Yukon																
2001-2002	257	163	63	94	37	243	151	62	92	38	14	12	86	2	14	
2002-2003	296	232	78	64	22	277	214	77	63	23	19	18	95	1	5	
2003-2004	284	270	95	14	5	255	243	95	12	5	29	27	93	2	7	
2004-2005	499	485	97	14	3	265	252	95	13	5	234	234	100	1	0	
2005-2006	284	276	97	8	3	253	248	98	5	2	31	28	90	3	10	
Territoires du Nord-Ouest																
2001-2002	694	..	...	..	...	672	..	...	..	...	22	.	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	.	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	.	...	..	...
2004-2005	..	..	...	302	...	..	..	...	267	...	..	.	...	35	...
2005-2006	1 054	806	76	248	24	1 034	806	78	228	22	20	.	...	20	100
Nunavut																
2001-2002	296	197	67	99	33	293	197	67	96	33	3	0	0	3	100	
2002-2003	893	743	83	150	17	871	743	85	128	15	22	0	0	22	100	
2003-2004	722	455	63	267	37	722	455	63	267	37	0	0	...	0	...	
2004-2005	650	350	54	300	46	570	350	61	220	39	80	0	0	80	100	
2005-2006	561	422	75	139	25	561	422	75	139	25	0	0	...	0	...	
Total																
2001-2002	266 918	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-2003	263 692	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	265 046	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	254 081	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	267 557	122 289	46	145 268	54	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

1 Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2 La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

3 Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.

4 L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques ont engagé 94 % des dépenses en services juridiques directs pour d'autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2}

Province ou territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	Pourcentage du total	Total	Variation en %	Pourcentage du total
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	%	n ^{bre}	%	%
Terre-Neuve-et-Labrador³								
2001-2002	11 548	7	8 753	10	76	2 795	1	24
2002-2003	13 698	19	10 969	25	80	2 729	-2	20
2003-2004	8 834	...	4 572	...	52	4 262	...	48
2004-2005	..	...	..	...	...	..	...	...
2005-2006	..	...	..	...	...	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard								
2001-2002	.	...	.	...	...	.	...	...
2002-2003	.	...	.	...	...	.	...	...
2003-2004	.	...	.	...	...	.	...	...
2004-2005	.	...	.	...	...	.	...	...
2005-2006	.	...	.	...	...	.	...	...
Nouvelle-Écosse⁴								
2001-2002	25 946	8	18 027	15	69	7 919	-5	31
2002-2003	18 674	...	10 810	...	58	7 864	...	42
2003-2004	18 650	-0	10 965	1	59	7 685	-2	41
2004-2005	19 458	4	11 429	4	59	8 029	4	41
2005-2006	19 948	3	11 913	4	60	8 035	0	40
Nouveau-Brunswick⁵								
2001-2002	2 468	...	2 118	12	86	350	...	14
2002-2003	2 382	-3	2 038	-4	86	344	-2	14
2003-2004	2 507	5	2 129	4	85	378	10	15
2004-2005	2 220	-11	1 838	-14	83	382	1	17
2005-2006	2 321	5	1 964	7	85	357	-7	15
Québec								
2001-2002	264 270	4	109 993	14	42	154 277	-2	58
2002-2003	266 037	1	112 402	2	42	153 635	-0	58
2003-2004	263 658	-1	112 229	-0	43	151 429	-1	57
2004-2005	257 949	-2	113 420	1	44	144 529	-5	56
2005-2006	261 504	1	116 729	3	45	144 775	0	55
Ontario⁶								
2001-2002	358 376	-2	..	...	...	..	...	...
2002-2003	362 586	1	..	...	...	..	...	...
2003-2004	341 492	-6	..	...	...	..	...	...
2004-2005	329 000	...	80 000	...	24	249 000	...	76
2005-2006	347 687	6	85 535	7	25	262 152	5	75
Manitoba⁷								
2001-2002	21 509	-1	11 449	-0	53	10 060	-2	47
2002-2003	21 199	-1	11 449	0	54	9 750	-3	46
2003-2004	19 091	-10	10 788	-6	57	8 303	-15	43
2004-2005	25 620	34	16 771	55	65	8 849	7	35
2005-2006	27 546	8	18 741	12	68	8 805	-0	32
Saskatchewan⁸								
2001-2002	22 213	-6	16 657	-5	75	5 556	-8	25
2002-2003	21 946	-1	16 001	-4	73	5 945	7	27
2003-2004	22 450	2	16 540	3	74	5 910	-1	26
2004-2005	23 184	3	17 029	3	73	6 155	4	27
2005-2006	23 801	3	17 749	4	75	6 052	-2	25
Alberta								
2001-2002	48 185	6	33 054	8	69	15 131	2	31
2002-2003	50 533	5	34 826	5	69	15 707	4	31
2003-2004	50 544	0	34 274	-2	68	16 270	4	32
2004-2005	53 985	7	34 987	2	65	18 998	17	35
2005-2006	52 385	-3	36 764	5	70	15 621	-18	30

Voir note(s) à la fin du tableau 10.

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2} (fin)

Province ou territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	Pourcentage du total	Total	Variation en %	Pourcentage du total
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	%	n ^{bre}	%	%
Colombie-Britannique⁹								
2001-2002	92 232	-5	33 662	-6	36	58 570	-4	64
2002-2003	53 606	-42	28 837	-14	54	24 769	-58	46
2003-2004	42 176	-21	28 821	-0	68	13 355	-46	32
2004-2005	39 749	-6	27 823	-3	70	11 926	-11	30
2005-2006	41 184	4	28 381	2	69	12 803	7	31
Territoire du Yukon¹⁰								
2001-2002	1 384	7	974	6	70	410	10	30
2002-2003	1 438	4	1 077	11	75	361	-12	25
2003-2004	1 683	17	1 149	7	68	534	48	32
2004-2005	1 899	13	1 233	7	65	666	25	35
2005-2006	1 282	-32	943	-24	74	339	-49	26
Territoires du Nord-Ouest¹¹								
2001-2002	1 147	-10	537	-2	47	610	-16	53
2002-2003	1 376	20	711	32	52	665	9	48
2003-2004	1 517	10	835	17	55	682	3	45
2004-2005	1 433	-6	770	-8	54	663	-3	46
2005-2006	1 522	6	848	10	56	674	2	44
Nunavut¹²								
2001-2002	831	6	482	10	58	349	1	42
2002-2003	550	-34	288	-40	52	262	-25	48
2003-2004	652	19	361	25	55	291	11	45
2004-2005	805	23	488	35	61	317	9	39
2005-2006	837	4	376	-23	45	461	45	55
Total								
2001-2002	850 109	...	...	...	...	...	...	...
2002-2003	814 025	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	773 254	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	755 302	...	305 788	...	40	449 514	...	60
2005-2006	780 017	3	319 943	5	41	460 074	2	59

- Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (1) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (2) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
- Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.
- En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.
- La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
- L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, le régime d'aide juridique a reçu 143 226 demandes écrites de services offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 204 461 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
- Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.
- À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
- En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
- Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
- Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont inclus dans les affaires criminelles.
- Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile^{1,2}

Province ou territoire et année	Demandes total	Affaires criminelles						Affaires civiles							
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales		Total		Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador³															
2001-2002	11 548	8 753	6 798	78	1 955	22	.	...	2 795	..	...	..	...	..	...
2002-2003	13 698	10 969	7 458	68	3 511	32	.	...	2 729	..	...	..	...	..	...
2003-2004	8 834	4 572	3 628	79	944	21	.	...	4 262	4 216	99	46	1		
2004-2005	..	..	..	...	..	...	.	...	..	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	..	...	..	...	.	...	..	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard															
2001-2002	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	...
2002-2003	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	...
2003-2004	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	...
2004-2005	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴															
2001-2002	25 946	18 027	14 802	82	3 105	17	120	1	7 919	7 423	94	496	6		
2002-2003	18 674	10 810	8 320	77	2 416	22	74	1	7 864	7 372	94	492	6		
2003-2004	18 650	10 965	8 828	81	2 027	18	110	1	7 685	7 240	94	445	6		
2004-2005	19 458	11 429	9 207	81	2 118	19	104	1	8 029	7 547	94	482	6		
2005-2006	19 948	11 913	9 327	78	2 469	21	117	1	8 035	7 513	94	522	6		
Nouveau-Brunswick															
2001-2002	2 468	2 118	1 759	83	267	13	92	4	350	125	36	225	64		
2002-2003	2 382	2 038	1 701	83	206	10	131	6	344	153	44	191	56		
2003-2004	2 507	2 129	1 783	84	196	9	150	7	378	378	100	0	0		
2004-2005	2 220	1 838	1 594	87	147	8	97	5	382	382	100	0	0		
2005-2006	2 321	1 964	1 751	89	212	11	1	0	357	357	100	0	0		
Québec															
2001-2002	264 270	109 993	89 331	81	13 315	12	7 347	7	154 277	94 600	61	59 677	39		
2002-2003	266 037	112 402	91 628	82	13 538	12	7 236	6	153 635	95 193	62	58 442	38		
2003-2004	263 658	112 229	92 343	82	12 880	11	7 006	6	151 429	94 902	63	56 527	37		
2004-2005	257 949	113 420	93 884	83	13 259	12	6 277	6	144 529	90 809	63	53 720	37		
2005-2006	261 504	116 729	96 346	83	12 909	11	7 474	6	144 775	90 741	63	54 034	37		
Ontario⁵															
2001-2002	358 376	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...
2002-2003	362 586	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...
2003-2004	341 492	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...
2004-2005	329 000	80 000	69 136	86	10 581	13	283	0	249 000	39 054	16	209 946	84		
2005-2006	347 687	85 535	73 822	86	11 364	13	349	0	262 152	44 385	17	217 767	83		
Manitoba⁶															
2001-2002	21 509	11 449	9 658	84	1 791	16	.	...	10 060	10 060	100	...	...
2002-2003	21 199	11 449	9 503	83	1 946	17	.	...	9 750	9 750	100	...	...
2003-2004	19 091	10 788	9 104	84	1 684	16	.	...	8 303	8 303	100	...	...
2004-2005	25 620	16 771	13 746	82	3 025	18	.	...	8 849	8 849	100	...	...
2005-2006	27 546	18 741	15 316	82	3 425	18	.	...	8 805	8 805	100	...	...
Saskatchewan⁷															
2001-2002	22 213	16 657	12 591	76	4 046	24	20	0	5 556	5 549	100	7	0		
2002-2003	21 946	16 001	12 393	77	3 598	22	10	0	5 945	5 942	100	3	0		
2003-2004	22 450	16 540	13 118	79	3 404	21	18	0	5 910	5 898	100	12	0		
2004-2005	23 184	17 029	13 551	80	3 466	20	12	0	6 155	6 147	100	8	0		
2005-2006	23 801	17 749	13 937	79	3 802	21	10	0	6 052	6 049	100	3	0		
Alberta															
2001-2002	48 185	33 054	25 712	78	7 123	22	219	1	15 131	14 019	93	1 112	7		
2002-2003	50 533	34 826	27 396	79	7 142	21	288	1	15 707	14 496	92	1 211	8		
2003-2004	50 544	34 274	28 000	82	6 028	18	246	1	16 270	15 029	92	1 241	8		
2004-2005	53 985	34 987	28 670	82	5 709	16	608	2	18 998	16 566	87	2 432	13		
2005-2006	52 385	36 764	30 290	82	5 898	16	576	2	15 621	14 450	93	1 171	7		

Voir note(s) à la fin du tableau 11.

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile^{1,2} (fin)

Province ou territoire et année	Demandes total	Affaires criminelles							Affaires civiles					
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales		Total		Droit de la famille		Autres
		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}
Colombie-Britannique⁸														
2001-2002	92 232	33 662		27 555	82	4 988	15	1 119	3	58 570	23 168	40	35 402	60
2002-2003	53 606	28 837		23 896	83	4 263	15	678	2	24 769	11 029	45	13 740	55
2003-2004	42 176	28 821		24 632	85	3 389	12	800	3	13 355	11 294	85	2 061	15
2004-2005	39 749	27 823		23 915	86	3 219	12	689	2	11 926	10 932	92	994	8
2005-2006	41 184	28 381		24 640	87	3 241	11	500	2	12 803	11 769	92	1 034	8
Territoire du Yukon⁹														
2001-2002	1 384	974		808	83	166	17	0	0	410	379	92	31	8
2002-2003	1 438	1 077		872	81	205	19	0	0	361	342	95	19	5
2003-2004	1 683	1 149		1 049	91	100	9	0	0	534	482	90	52	10
2004-2005	1 899	1 233		1 114	90	119	10	0	0	666	500	75	166	25
2005-2006	1 282	943		836	89	107	11	0	0	339	311	92	28	8
Territoires du Nord-Ouest¹⁰														
2001-2002	1 147	537		453	84	54	10	30	6	610	569	93	41	7
2002-2003	1 376	711		625	88	86	12	..	..	665	612	92	53	8
2003-2004	1 517	835		779	93	56	7	..	..	682	624	91	58	9
2004-2005	1 433	770		695	90	75	10	..	..	663	637	96	26	4
2005-2006	1 522	848		742	88	106	13	..	..	674	627	93	47	7
Nunavut¹¹														
2001-2002	831	482		440	91	42	9	..	..	349	314	90	35	10
2002-2003	550	288		269	93	19	7	..	..	262	246	94	16	6
2003-2004	652	361		349	97	12	3	..	..	291	267	92	24	8
2004-2005	805	488		466	95	22	5	..	..	317	296	93	21	7
2005-2006	837	376		359	95	11	3	6	2	461	374	81	87	19
Total														
2001-2002	850 109	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	814 025	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	773 254	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	755 302	305 788	255 978	84	41 740	14	8 070	3	449 514	181 719	40	267 795	60	
2005-2006	780 017	319 943	267 366	84	43 544	14	9 033	3	460 074	185 381	40	274 693	60	

- Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (1) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (2) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
- Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes.
- En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique.
- L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, le régime d'aide juridique a reçu 59 787 demandes écrites de services civils offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 204 461 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi, dont 99 % avaient rapport à d'autres affaires civiles. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
- Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.
- À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
- En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
- Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
- Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire¹

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²			Affaires criminelles ³			Affaires civiles ³				
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles	Variation en %	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires civiles	Variation en %	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴
	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	%		n ^{bre}	%	%	
Terre-Neuve-et-Labrador											
2001-2002	4 529	3	9	2 662	4	59	5	1 867	1	41	4
2002-2003	4 731	4	9	3 049	15	64	6	1 682	-10	36	3
2003-2004	4 849	2	9	3 119	2	64	6	1 730	3	36	3
2004-2005	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
2005-2006	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard⁵											
2001-2002	1 385	17	10	1 132	5	82	8	253	148	18	2
2002-2003	1 478	7	11	1 187	5	80	9	291	15	20	2
2003-2004	1 265	-14	9	1 043	-12	82	8	222	-24	18	2
2004-2005	1 496	18	11	1 167	12	78	8	329	48	22	2
2005-2006	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
Nouvelle-Écosse											
2001-2002	14 759	-3	16	9 445	-1	64	10	5 314	-5	36	6
2002-2003	14 685	-1	16	9 404	-0	64	10	5 281	-1	36	6
2003-2004	14 847	1	16	9 680	3	65	10	5 167	-2	35	6
2004-2005	15 576	5	17	9 965	3	64	11	5 611	9	36	6
2005-2006	15 951	2	17	10 453	5	66	11	5 498	-2	34	6
Nouveau-Brunswick⁶											
2001-2002	1 673	...	2	1 399	...	84	2	274	...	16	0
2002-2003	1 914	14	3	1 638	17	86	2	276	1	14	0
2003-2004	1 635	-15	2	1 373	-16	84	2	262	-5	16	0
2004-2005	1 361	-17	2	1 097	-20	81	1	264	1	19	0
2005-2006	1 526	12	2	1 266	15	83	2	260	-2	17	0
Québec											
2001-2002	217 574	3	29	87 484	11	40	12	130 090	-2	60	18
2002-2003	219 570	1	29	89 925	3	41	12	129 645	-0	59	17
2003-2004	217 268	-1	29	89 824	-0	41	12	127 444	-2	59	17
2004-2005	213 302	-2	28	91 889	2	43	12	121 413	-5	57	16
2005-2006	215 955	1	28	94 088	2	44	12	121 867	0	56	16
Ontario											
2001-2002	145 227	-9	12	63 201	-3	44	5	82 026	-13	56	7
2002-2003	137 693	-5	11	61 076	-3	44	5	76 617	-7	56	6
2003-2004	121 700	-12	10	60 775	-0	50	5	60 925	-20	50	5
2004-2005	122 916	...	10	61 111	...	50	5	61 805	...	50	5
2005-2006	128 890	5	10	66 380	9	52	5	62 510	1	48	5
Manitoba⁷											
2001-2002	17 518	-1	15	9 144	1	52	8	8 374	-3	48	7
2002-2003	22 498	...	19	14 272	...	63	12	8 226	...	37	7
2003-2004	20 508	-9	18	13 760	-4	67	12	6 748	-18	33	6
2004-2005	21 985	7	19	15 229	11	69	13	6 756	0	31	6
2005-2006	23 547	7	20	16 958	11	72	14	6 589	-2	28	6
Saskatchewan⁸											
2001-2002	20 677	-6	21	15 596	-6	75	16	5 081	-7	25	5
2002-2003	19 119	-8	19	14 197	-9	74	14	4 922	-3	26	5
2003-2004	19 151	0	19	14 442	2	75	15	4 709	-4	25	5
2004-2005	19 828	4	20	14 900	3	75	15	4 928	5	25	5
2005-2006	20 417	3	21	15 590	5	76	16	4 827	-2	24	5
Alberta											
2001-2002	36 420	8	12	26 589	9	73	9	9 831	5	27	3
2002-2003	37 822	4	12	27 711	4	73	9	10 111	3	27	3
2003-2004	36 889	-2	12	26 765	-3	73	8	10 124	0	27	3
2004-2005	40 410	10	13	27 140	1	67	8	13 270	31	33	4
2005-2006	37 474	-7	12	27 815	2	74	9	9 659	-27	26	3

Voir note(s) à la fin du tableau 12.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²			Affaires criminelles ³			Affaires civiles ³				
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles	Variation en %	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires civiles	Variation en %	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴
	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	%		n ^{bre}	%	%	
Colombie-Britannique⁹											
2001-2002	46 889	-7	11	24 288	-6	52	6	22 601	-8	48	6
2002-2003	31 537	-33	8	21 970	-10	70	5	9 567	-58	30	2
2003-2004	30 083	-5	7	21 828	-1	73	5	8 255	-14	27	2
2004-2005	28 518	-5	7	21 404	-2	75	5	7 114	-14	25	2
2005-2006	29 925	5	7	22 048	3	74	5	7 877	11	26	2
Territoire du Yukon¹⁰											
2001-2002	957	20	32	689	24	72	23	268	9	28	9
2002-2003	1 391	45	46	1 056	53	76	35	335	25	24	11
2003-2004	1 565	13	51	1 125	7	72	37	440	31	28	14
2004-2005	1 756	12	57 [†]	1 207	7	69	39	549	25	31	18
2005-2006	1 208	-31	39	904	-25	75	29	304	-45	25	10
Territoires du Nord-Ouest¹¹											
2001-2002	782	-4	19	460	3	59	11	322	-13	41	8
2002-2003	1 169	49	28	697	52	60	17	472	47	40	11
2003-2004	1 074	-8	25	670	-4	62	16	404	-14	38	10
2004-2005	1 354	26	32	916	37	68	21	438	8	32	10
2005-2006	1 134	-16	26	833	-9	73	19	301	-31	27	7
Nunavut¹²											
2001-2002	768	-2	27	456	4	59	16	312	-10	41	11
2002-2003	369	-52	13	258	-43	70	9	111	-64	30	4
2003-2004	628	70	22	361	40	57	12	267	141	43	9
2004-2005	603	-4	20	494	37	82	17	109	-59	18	4
2005-2006	837	39	28	376	-24	45	13	461	323	55	15
Total											
2001-2002	509 158	...	16	242 545	...	48	8	266 613	...	52	9
2002-2003	493 976	...	16	246 440	...	50	8	247 536	...	50	8
2003-2004	471 462	-5	15	244 765	-1	52	8	226 697	-8	48	7
2004-2005	469 105	...	15	246 519	...	53	8	222 586	...	47	7
2005-2006	476 864	...	15	256 711	...	54	8	220 153	...	46	7

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003 et 2004; et estimations postcensitaires provisoires pour 2005.
5. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
6. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
7. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2002-2003. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.
8. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
9. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
10. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
11. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont inclus dans les affaires criminelles.
12. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 13
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire¹

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²					Affaires criminelles ³					Affaires civiles ³				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
2001-2002	4 529	4 507	100	22	0	2 662	2 644	99	18	1	1 867	1 863	100	4	0
2002-2003	4 731	4 716	100	15	0	3 049	3 037	100	12	0	1 682	1 679	100	3	0
2003-2004	4 849	4 839	100	10	0	3 119	3 111	100	8	0	1 730	1 728	100	2	0
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard⁴															
2001-2002	1 385	1 081	78	304	22	1 132	1 034	91	98	9	253	47	19	206	81
2002-2003	1 478	1 141	77	337	23	1 187	1 084	91	103	9	291	57	20	234	80
2003-2004	1 265	1 009	80	256	20	1 043	967	93	76	7	222	42	19	180	81
2004-2005	1 496	1 269	85	227	15	1 167	1 057	91	110	9	329	212	64	117	36
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse															
2001-2002	14 759	11 779	80	2 980	20	9 445	8 016	85	1 429	15	5 314	3 763	71	1 551	29
2002-2003	14 685	11 592	79	3 093	21	9 404	7 834	83	1 570	17	5 281	3 758	71	1 523	29
2003-2004	14 847	11 509	78	3 338	22	9 680	8 003	83	1 677	17	5 167	3 506	68	1 661	32
2004-2005	15 576	11 787	76	3 789	24	9 965	8 390	84	1 575	16	5 611	3 397	61	2 214	39
2005-2006	15 951	12 146	76	3 805	24	10 453	8 555	82	1 898	18	5 498	3 591	65	1 907	35
Nouveau-Brunswick⁵															
2001-2002	1 673	15	1	1 658	99	1 399	6	0	1 393	100	274	9	3	265	97
2002-2003	1 914	7	0	1 907	100	1 638	7	0	1 631	100	276	0	0	276	100
2003-2004	1 635	14	1	1 621	99	1 373	14	1	1 359	99	262	0	0	262	100
2004-2005	1 361	740	54	621	46	1 097	643	59	454	41	264	97	37	167	63
2005-2006	1 526	866	57	660	43	1 266	778	61	488	39	260	88	34	172	66
Québec															
2001-2002	217 574	106 319	49	111 255	51	87 484	33 654	38	53 830	62	130 090	72 665	56	57 425	44
2002-2003	219 570	104 490	48	115 080	52	89 925	32 982	37	56 943	63	129 645	71 508	55	58 137	45
2003-2004	217 268	100 377	46	116 891	54	89 824	30 759	34	59 065	66	127 444	69 618	55	57 826	45
2004-2005	213 302	97 734	46	115 568	54	91 889	30 908	34	60 981	66	121 413	66 826	55	54 587	45
2005-2006	215 955	98 612	46	117 343	54	94 088	31 248	33	62 840	67	121 867	67 364	55	54 503	45
Ontario⁶															
2001-2002	145 227	32 384	22	112 843	78	63 201	...	...	63 201	100	82 026	32 384	39	49 642	61
2002-2003	137 693	32 007	23	105 686	77	61 076	47	0	61 029	100	76 617	31 960	42	44 657	58
2003-2004	121 700	16 744	14	104 956	86	60 775	41	0	60 734	100	60 925	16 703	27	44 222	73
2004-2005	122 916	17 254	14	105 662	86	61 111	312	1	60 799	99	61 805	16 942	27	44 863	73
2005-2006	128 890	17 872	14	111 018	86	66 380	885	1	65 495	99	62 510	16 987	27	45 523	73
Manitoba⁷															
2001-2002	17 518	3 767	22	13 751	78	9 144	1 101	12	8 043	88	8 374	2 666	32	5 708	68
2002-2003	22 498	9 127	41	13 371	59	14 272	6 108	43	8 164	57	8 226	3 019	37	5 207	63
2003-2004	20 508	8 995	44	11 513	56	13 760	6 026	44	7 734	56	6 748	2 969	44	3 779	56
2004-2005	21 985	9 882	45	12 103	55	15 229	6 419	42	8 810	58	6 756	3 463	51	3 293	49
2005-2006	23 547	10 563	45	12 984	55	16 958	7 252	43	9 706	57	6 589	3 311	50	3 278	50
Saskatchewan⁸															
2001-2002	20 677	19 177	93	1 500	7	15 596	14 422	92	1 174	8	5 081	4 755	94	326	6
2002-2003	19 119	18 316	96	803	4	14 197	13 574	96	623	4	4 922	4 742	96	180	4
2003-2004	19 151	18 209	95	942	5	14 442	13 698	95	744	5	4 709	4 511	96	198	4
2004-2005	19 828	18 493	93	1 335	7	14 900	13 822	93	1 078	7	4 928	4 671	95	257	5
2005-2006	20 417	19 281	94	1 136	6	15 590	14 651	94	939	6	4 827	4 630	96	197	4
Alberta															
2001-2002	36 420	4 958	14	31 462	86	26 589	2 928	11	23 661	89	9 831	2 030	21	7 801	79
2002-2003	37 822	5 633	15	32 189	85	27 711	2 970	11	24 741	89	10 111	2 663	26	7 448	74
2003-2004	36 889	4 742	13	32 147	87	26 765	2 334	9	24 431	91	10 124	2 408	24	7 716	76
2004-2005	40 410	5 371	13	35 039	87	27 140	2 370	9	24 770	91	13 270	3 001	23	10 269	77
2005-2006	37 474	4 498	12	32 976	88	27 815	2 301	8	25 514	92	9 659	2 197	23	7 462	77

Voir note(s) à la fin du tableau 13.

Tableau 13

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²					Affaires criminelles ³					Affaires civiles ³				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique⁹															
2001-2002	46 889	10 745	23	36 144	77	24 288	3 939	16	20 349	84	22 601	6 806	30	15 795	70
2002-2003	31 537	2 080	7	29 457	93	21 970	780	4	21 190	96	9 567	1 300	14	8 267	86
2003-2004	30 083	1 129	4	28 954	96	21 828	425	2	21 403	98	8 255	704	9	7 551	91
2004-2005	28 518	1 112	4	27 406	96	21 404	446	2	20 958	98	7 114	666	9	6 448	91
2005-2006	29 925	1 052	4	28 873	96	22 048	408	2	21 640	98	7 877	644	8	7 233	92
Territoire du Yukon¹⁰															
2001-2002	957	749	78	208	22	689	574	83	115	17	268	175	65	93	35
2002-2003	1 391	1 211	87	180	13	1 056	935	89	121	11	335	276	82	59	18
2003-2004	1 565	1 397	89	168	11	1 125	1 007	90	118	10	440	390	89	50	11
2004-2005	1 756	1 623	92	133	8	1 207	1 107	92	100	8	549	516	94	33	6
2005-2006	1 208	1 100	91	108	9	904	808	89	96	11	304	292	96	12	4
Territoires du Nord-Ouest¹¹															
2001-2002	782	242	31	540	69	460	131	28	329	72	322	111	34	211	66
2002-2003	1 169	311	27	858	73	697	156	22	541	78	472	155	33	317	67
2003-2004	1 074	612	57	462	43	670	452	67	218	33	404	160	40	244	60
2004-2005	1 354	507	37	847	63	916	300	33	616	67	438	207	47	231	53
2005-2006	1 134	387	34	747	66	833	191	23	642	77	301	196	65	105	35
Nunavut¹²															
2001-2002	768	314	41	454	59	456	148	32	308	68	312	166	53	146	47
2002-2003	369	227	62	142	38	258	116	45	142	55	111	111	100	0	0
2003-2004	628	300	48	328	52	361	73	20	288	80	267	227	85	40	15
2004-2005	603	300	50	303	50	494	205	41	289	59	109	95	87	14	13
2005-2006	837	694	83	143	17	376	250	66	126	34	461	444	96	17	4
Total															
2001-2002	509 158	196 037	39	313 121	61	242 545	68 597	28	173 948	72	266 613	127 440	48	139 173	52
2002-2003	493 976	190 858	39	303 118	61	246 440	69 630	28	176 810	72	247 536	121 228	49	126 308	51
2003-2004	471 462	169 876	36	301 586	64	244 765	66 910	27	177 855	73	226 697	102 966	45	123 731	55
2004-2005	469 105	166 072	35	303 033	65	246 519	65 979	27	180 540	73	222 586	100 093	45	122 493	55
2005-2006	476 864	167 071	35	309 793	65	256 711	67 327	26	189 384	74	220 153	99 744	45	120 409	55

- Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
- Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
- À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
- La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
- L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques ont traité 89 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
- L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.
- À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
- En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
- Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
- Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 14
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires criminelles ³					Affaires criminelles - adultes				Affaires criminelles - jeunes				Infractions aux lois provinciales				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	n ^{bre} %	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre} %	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre} %	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador																		
2001-2002	2 662	2 644 99	18	1	1 948	1 930 99	18	1	650	650 100	0	0	64	64 100	0	0		
2002-2003	3 049	3 037 100	12	0	2 064	2 052 99	12	1	886	886 100	0	0	99	99 100	0	0		
2003-2004	3 119	3 111 100	8	0	2 302	2 296 100	6	0	817	815 100	2	0	0	0 0	0	0		
2004-2005	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	..
2005-2006	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																		
2001-2002	1 132	1 034 91	98	9	901	815 90	86	10	231	219 95	12	5	..	.. ..	..	..	..	..
2002-2003	1 187	1 084 91	103	9	981	887 90	94	10	206	197 96	9	4	..	.. ..	..	..	..	..
2003-2004	1 043	967 93	76	7	893	822 92	71	8	150	145 97	5	3	..	.. ..	..	..	..	..
2004-2005	1 167	1 057 91	110	9	1 019	918 90	101	10	148	139 94	9	6	..	.. ..	..	..	..	..
2005-2006	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																		
2001-2002	9 445	8 016 85	1 429	15	7 227	6 124 85	1 103	15	2 180	1 854 85	326	15	38	38 100	0	0		
2002-2003	9 404	7 834 83	1 570	17	7 045	5 876 83	1 169	17	2 341	1 940 83	401	17	18	18 100	0	0		
2003-2004	9 680	8 003 83	1 677	17	7 581	6 271 83	1 310	17	2 066	1 699 82	367	18	33	33 100	0	0		
2004-2005	9 965	8 390 84	1 575	16	7 853	6 572 84	1 281	16	2 078	1 784 86	294	14	34	34 100	0	0		
2005-2006	10 453	8 555 82	1 898	18	8 014	6 528 81	1 486	19	2 407	1 995 83	412	17	32	32 100	0	0		
Nouveau-Brunswick⁴																		
2001-2002	1 399	6 0	1 393	100	1 207	5 0	1 202	100	160	1 1	159	99	32	0 0	32	100		
2002-2003	1 638	7 0	1 631	100	1 423	5 0	1 418	100	155	2 1	153	99	60	0 0	60	100		
2003-2004	1 373	14 1	1 359	99	1 185	13 1	1 172	99	125	0 0	125	100	63	1 2	62	98		
2004-2005	1 097	643 59	454 41	972	573 59	399 41	88	54 61	34 39	37	16 43	21 57	16 43	21 57				
2005-2006	1 266	778 61	488 39	1 141	695 61	446 39	124	83 67	41 33	1	0 0	1 100	1	0 0	1 100			
Québec																		
2001-2002	87 484	33 654 38	53 830 62	68 570	25 585 37	42 985 63	13 025	6 849 53	6 176 47	5 889	1 220 21	4 669 79	5 889	1 220 21	4 669 79			
2002-2003	89 925	32 982 37	56 943 63	70 959	25 126 35	45 833 65	13 249	6 670 50	6 579 50	5 717	1 186 21	4 531 79	5 717	1 186 21	4 531 79			
2003-2004	89 824	30 759 34	59 065 66	71 630	23 338 33	48 292 67	12 571	6 180 49	6 391 51	5 623	1 241 22	4 382 78	5 623	1 241 22	4 382 78			
2004-2005	91 889	30 908 34	60 981 66	73 907	23 172 31	50 735 69	12 951	6 758 52	6 193 48	5 031	978 19	4 053 81	5 031	978 19	4 053 81			
2005-2006	94 088	31 248 33	62 840 67	75 439	23 406 31	52 033 69	12 559	6 812 54	5 747 46	6 090	1 030 17	5 060 83	6 090	1 030 17	5 060 83			
Ontario																		
2001-2002	63 201	.. ..	63 201 100	48 728	.. ..	48 728 100	14 473	.. ..	14 473 100	..	.. ..	.. ..	..	.. ..	.. ..	..	..	..
2002-2003	61 076	47 0	61 029 100	47 743	47 0	47 696 100	13 333	.. ..	13 333 100	..	.. ..	.. ..	..	.. ..	.. ..	..	..	..
2003-2004	60 775	41 0	60 734 100	49 718	41 0	49 677 100	11 057	.. ..	11 057 100	..	.. ..	.. ..	..	.. ..	.. ..	..	..	..
2004-2005	61 111	312 1	60 799 99	53 091	260 0	52 831 100	8 004	36 0	7 968 100	16	16 100	0 0	16	16 100	0 0			
2005-2006	66 380	885 1	65 495 99	56 884	803 1	56 081 99	9 480	66 1	9 414 99	16	16 100	0 0	16	16 100	0 0			
Manitoba⁵																		
2001-2002	9 144	1 101 12	8 043 88	7 626	963 13	6 663 87	1 475	129 9	1 346 91	43	9 21	34 79	43	9 21	34 79			
2002-2003	14 272	6 108 43	8 164 57	11 605	4 865 42	6 740 58	2 633	1 239 47	1 394 53	34	4 12	30 88	34	4 12	30 88			
2003-2004	13 760	6 026 44	7 734 56	11 349	4 916 43	6 433 57	2 382	1 101 46	1 281 54	29	9 31	20 69	29	9 31	20 69			
2004-2005	15 229	6 419 42	8 810 58	12 408	5 294 43	7 114 57	2 797	1 122 40	1 675 60	24	3 13	21 88	24	3 13	21 88			
2005-2006	16 958	7 252 43	9 706 57	13 778	5 971 43	7 807 57	3 153	1 277 41	1 876 59	27	4 15	23 85	27	4 15	23 85			
Saskatchewan⁶																		
2001-2002	15 596	14 422 92	1 174 8	11 951	10 993 92	958 8	3 644	3 428 94	216 6	1	1 100	0 0	1	1 100	0 0			
2002-2003	14 197	13 574 96	623 4	11 062	10 542 95	520 5	3 133	3 030 97	103 3	2	2 100	0 0	2	2 100	0 0			
2003-2004	14 442	13 698 95	744 5	11 544	10 917 95	627 5	2 897	2 780 96	117 4	1	1 100	0 0	1	1 100	0 0			
2004-2005	14 900	13 822 93	1 078 7	11 943	11 121 93	822 7	2 955	2 699 91	256 9	2	2 100	0 0	2	2 100	0 0			
2005-2006	15 590	14 651 94	939 6	12 404	11 646 94	758 6	3 183	3 002 94	181 6	3	3 100	0 0	3	3 100	0 0			
Alberta																		
2001-2002	26 589	2 928 11	23 661 89	19 247	60 0	19 187 100	7 123	2 858 40	4 265 60	219	10 5	209 95	219	10 5	209 95			
2002-2003	27 711	2 970 11	24 741 89	20 281	37 0	20 244 100	7 142	2 915 41	4 227 59	288	18 6	270 94	288	18 6	270 94			
2003-2004	26 765	2 334 9	24 431 91	20 491	26 0	20 465 100	6 028	2 304 38	3 724 62	246	4 2	242 98	246	4 2	242 98			
2004-2005	27 140	2 370 9	24 770 91	21 181	44 0	21 137 100	5 709	2 326 41	3 383 59	250	0 0	250 100	250	0 0	250 100			
2005-2006	27 815	2 301 8	25 514 92	21 710	16 0	21 694 100	5 898	2 282 39	3 616 61	207	3 1	204 99	207	3 1	204 99			

Voir note(s) à la fin du tableau 14.

Tableau 14

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle^{1,2} (fin)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires criminelles ³					Affaires criminelles - adultes				Affaires criminelles - jeunes				Infractions aux lois provinciales			
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre}	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	n ^{bre} %	
Colombie-Britannique																	
2001-2002	24 288	3 939 16	20 349 84	18 761	2 656 14	16 105 86	4 823	1 079 22	3 744 78	704	204 29	500 71					
2002-2003	21 970	780 4	21 190 96	17 377	586 3	16 791 97	4 146	168 4	3 978 96	447	26 6	421 94					
2003-2004	21 828	425 2	21 403 98	18 033	338 2	17 695 98	3 293	76 2	3 217 98	502	11 2	491 98					
2004-2005	21 404	446 2	20 958 98	17 853	355 2	17 498 98	3 119	77 2	3 042 98	432	14 3	418 97					
2005-2006	22 048	408 2	21 640 98	18 701	324 2	18 377 98	3 142	75 2	3 067 98	205	9 4	196 96					
Territoire du Yukon⁷																	
2001-2002	689	574 83	115 17	557	455 82	102 18	132	119 90	13 10	0	0 0	0 0					
2002-2003	1 056	935 89	121 11	851	735 86	116 14	205	200 98	5 2	0	0 0	0 0					
2003-2004	1 125	1 007 90	118 10	1 025	909 89	116 11	100	98 98	2 2	0	0 0	0 0					
2004-2005	1 207	1 107 92	100 8	1 088	988 91	100 9	119	119 100	0 0	0	0 0	0 0					
2005-2006	904	808 89	96 11	797	708 89	89 11	107	100 93	7 7	0	0 0	0 0					
Territoires du Nord-Ouest⁸																	
2001-2002	460	131 28	329 72	390	107 27	283 73	51	14 27	37 73	19	10 53	9 47					
2002-2003	697	156 22	541 78	613	137 22	476 78	84	19 23	65 77	..	.. ..	.. ..		
2003-2004	670	452 67	218 33	614	410 67	204 33	56	42 75	14 25	..	.. ..	.. ..		
2004-2005	916	300 33	616 67	824	271 33	553 67	92	29 32	63 68	..	.. ..	.. ..		
2005-2006	833	191 23	642 77	726	168 23	558 77	107	23 21	84 79	..	.. ..	.. ..		
Nunavut⁹																	
2001-2002	456	148 32	308 68	416	128 31	288 69	40	20 50	20 50	..	.. ..	.. ..		
2002-2003	258	116 45	142 55	239	97 41	142 59	19	19 100	0 0	..	.. ..	.. ..		
2003-2004	361	73 20	288 80	349	70 20	279 80	12	3 25	9 75	..	.. ..	.. ..		
2004-2005	494	205 41	289 59	423	147 35	276 65	21	8 38	13 62	50	50 100	.. ..				
2005-2006	376	250 66	126 34	359	236 66	123 34	11	9 82	2 18	6	5 83	1 17					
Total																	
2001-2002	242 545	68 597 28	173 948 72	187 529	49 821 27	137 708 73	48 007	17 220 36	30 787 64	7 009	1 556 22	5 453 78					
2002-2003	246 440	69 630 28	176 810 72	192 243	50 992 27	141 251 73	47 532	17 285 36	30 247 64	6 665	1 353 20	5 312 80					
2003-2004	244 765	66 910 27	177 855 73	196 714	50 367 26	146 347 74	41 554	15 243 37	26 311 63	6 497	1 300 20	5 197 80					
2004-2005	246 519	65 979 27	180 540 73	202 562	49 715 25	152 847 75	38 081	15 151 40	22 930 60	5 876	1 113 19	4 763 81					
2005-2006	256 711	67 327 26	189 384 74	209 953	50 501 24	159 452 76	40 171	15 724 39	24 447 61	6 587	1 102 17	5 485 83					

- Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
- Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
- Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
- L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.
- À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients desservis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
- Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
- Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 15
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires civiles ³					Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
2001-2002	1 867	1 863	100	4	0	1 715	1 712	100	3	0	152	151	99	1	1
2002-2003	1 682	1 679	100	3	0	1 550	1 547	100	3	0	132	132	100	0	0
2003-2004	1 730	1 728	100	2	0	1 697	1 695	100	2	0	33	33	100	0	0
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard⁴															
2001-2002	253	47	19	206	81	253	47	19	206	81	.	.	...	.	...
2002-2003	291	57	20	234	80	291	57	20	234	80	.	.	...	.	...
2003-2004	222	42	19	180	81	222	42	19	180	81	.	.	...	.	...
2004-2005	329	212	64	117	36	329	212	64	117	36	.	.	...	.	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse															
2001-2002	5 314	3 763	71	1 551	29	5 096	3 573	70	1 523	30	218	190	87	28	13
2002-2003	5 281	3 758	71	1 523	29	5 060	3 568	71	1 492	29	221	190	86	31	14
2003-2004	5 167	3 506	68	1 661	32	4 913	3 300	67	1 613	33	254	206	81	48	19
2004-2005	5 611	3 397	61	2 214	39	5 327	3 198	60	2 129	40	284	199	70	85	30
2005-2006	5 498	3 591	65	1 907	35	5 258	3 409	65	1 849	35	240	182	76	58	24
Nouveau-Brunswick⁵															
2001-2002	274	9	3	265	97	97	9	9	88	91	177	0	0	177	100
2002-2003	276	0	0	276	100	276	0	0	276	100	0	0	0	0	0
2003-2004	262	0	0	262	100	158	0	0	158	100	104	0	0	104	100
2004-2005	264	97	37	167	63	264	97	37	167	63	0	0	0	0	0
2005-2006	260	88	34	172	66	260	88	34	172	66	0	0	0	0	0
Quebec															
2001-2002	130 090	72 665	56	57 425	44	83 641	46 897	56	36 744	44	46 449	25 768	55	20 681	45
2002-2003	129 645	71 508	55	58 137	45	84 328	45 740	54	38 588	46	45 317	25 768	57	19 549	43
2003-2004	127 444	69 618	55	57 826	45	83 711	44 759	53	38 952	47	43 733	24 859	57	18 874	43
2004-2005	121 413	66 826	55	54 587	45	80 141	42 870	53	37 271	47	41 272	23 956	58	17 316	42
2005-2006	121 867	67 364	55	54 503	45	79 827	42 723	54	37 104	46	42 040	24 641	59	17 399	41
Ontario⁶															
2001-2002	82 026	32 384	39	49 642	61	29 934	1 217	4	28 717	96	52 092	31 167	60	20 925	40
2002-2003	76 617	31 960	42	44 657	58	27 160	800	3	26 360	97	49 457	31 160	63	18 297	37
2003-2004	60 925	16 703	27	44 222	73	27 550	1 084	4	26 466	96	33 375	15 619	47	17 756	53
2004-2005	61 805	16 942	27	44 863	73	28 115	978	3	27 137	97	33 690	15 964	47	17 726	53
2005-2006	62 510	16 987	27	45 523	73	29 753	959	3	28 794	97	32 757	16 028	49	16 729	51
Manitoba⁷															
2001-2002	8 374	2 666	32	5 708	68	8 374	2 666	32	5 708	68	...	...	...	...	...
2002-2003	8 226	3 019	37	5 207	63	8 226	3 019	37	5 207	63	...	...	...	...	...
2003-2004	6 748	2 969	44	3 779	56	6 748	2 969	44	3 779	56	...	...	...	...	...
2004-2005	6 756	3 463	51	3 293	49	6 756	3 463	51	3 293	49	...	...	...	...	...
2005-2006	6 589	3 311	50	3 278	50	6 589	3 311	50	3 278	50	...	...	...	...	...
Saskatchewan															
2001-2002	5 081	4 755	94	326	6	5 079	4 753	94	326	6	2	2	100	0	0
2002-2003	4 922	4 742	96	180	4	4 919	4 739	96	180	4	3	3	100	0	0
2003-2004	4 709	4 511	96	198	4	4 708	4 510	96	198	4	1	1	100	0	0
2004-2005	4 928	4 671	95	257	5	4 926	4 669	95	257	5	2	2	100	0	0
2005-2006	4 827	4 630	96	197	4	4 827	4 630	96	197	4	0	0	0	0	0
Alberta															
2001-2002	9 831	2 030	21	7 801	79	8 719	1 926	22	6 793	78	1 112	104	9	1 008	91
2002-2003	10 111	2 663	26	7 448	74	8 900	2 557	29	6 343	71	1 211	106	9	1 105	91
2003-2004	10 124	2 408	24	7 716	76	8 883	2 328	26	6 555	74	1 241	80	6	1 161	94
2004-2005	13 270	3 001	23	10 269	77	10 838	2 839	26	7 999	74	2 432	162	7	2 270	93
2005-2006	9 659	2 197	23	7 462	77	8 488	2 132	25	6 356	75	1 171	65	6	1 106	94

Voir note(s) à la fin du tableau 15.

Tableau 15

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile^{1,2} (fin)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires civiles ³					Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles					
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Colombie-Britannique⁸																
2001-2002	22 601	6 806	30	15 795	70	13 991	1 413	10	12 578	90	8 610	5 393	63	3 217	37	
2002-2003	9 567	1 300	14	8 267	86	6 454	528	8	5 926	92	3 113	772	25	2 341	75	
2003-2004	8 255	704	9	7 551	91	6 499	704	11	5 795	89	1 756	0	0	1 756	100	
2004-2005	7 114	666	9	6 448	91	6 374	666	10	5 708	90	740	0	0	740	100	
2005-2006	7 877	644	8	7 233	92	7 040	644	9	6 396	91	837	0	0	837	100	
Territoire du Yukon⁹																
2001-2002	268	175	65	93	35	247	157	64	90	36	21	18	86	3	14	
2002-2003	335	276	82	59	18	316	260	82	56	18	19	16	84	3	16	
2003-2004	440	390	89	50	11	392	346	88	46	12	48	44	92	4	8	
2004-2005	549	516	94	33	6	426	394	92	32	8	123	122	99	1	1	
2005-2006	304	292	96	12	4	277	268	97	9	3	27	24	89	3	11	
Territoires du Nord-Ouest¹⁰																
2001-2002	322	111	34	211	66	306	108	35	198	65	16	3	19	13	81	
2002-2003	472	155	33	317	67	451	148	33	303	67	21	7	33	14	67	
2003-2004	404	160	40	244	60	388	160	41	228	59	16	0	0	16	100	
2004-2005	438	207	47	231	53	423	198	47	225	53	15	9	60	6	40	
2005-2006	301	196	65	105	35	289	191	66	98	34	12	5	42	7	58	
Nunavut¹¹																
2001-2002	312	166	53	146	47	299	162	54	137	46	13	4	31	9	69	
2002-2003	111	111	100	0	0	93	93	100	0	0	18	18	100	0	0	
2003-2004	267	227	85	40	15	267	227	85	40	15	0	0	0	0	0	
2004-2005	109	95	87	14	13	109	95	87	14	13	0	0	0	0	0	
2005-2006	461	444	96	17	4	374	360	96	14	4	87	84	97	3	3	
Total																
2001-2002	266 613	127 440	48	139 173	52	157 751	64 640	41	93 111	59	108 862	62 800	58	46 062	42	
2002-2003	247 536	121 228	49	126 308	51	148 024	63 056	43	84 968	57	99 512	58 172	58	41 340	42	
2003-2004	226 697	102 966	45	123 731	55	146 136	62 124	43	84 012	57	80 561	40 842	51	39 719	49	
2004-2005	222 586	100 093	45	122 493	55	144 028	59 679	41	84 349	59	78 558	40 414	51	38 144	49	
2005-2006	220 153	99 744	45	120 409	55	142 982	58 715	41	84 267	59	77 171	41 029	53	36 142	47	

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
6. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques ont traité 89 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 99 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
7. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.
8. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.
9. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
10. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
11. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires¹

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire ²		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants ³
	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador			
2001-2002	3 267	6	6
2002-2003	3 023	-7	6
2003-2004	..	...	...
2004-2005	..	...	...
2005-2006	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard			
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
Nouvelle-Écosse			
2001-2002	1 088	-16	1
2002-2003	1 130	4	1
2003-2004	1 055	-7	1
2004-2005	844	-20	1
2005-2006	1 152	36	1
Nouveau-Brunswick			
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
Québec			
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
Ontario⁴			
2001-2002	177 158	-4	15
2002-2003	185 976	5	15
2003-2004	185 328	-0	15
2004-2005	132 662	...	11
2005-2006	130 121	-2	10
Manitoba⁵			
2001-2002	22 134	2	19
2002-2003	18 664	...	16
2003-2004	17 479	-6	15
2004-2005	16 817	-4	14
2005-2006	18 234	8	15
Saskatchewan			
2001-2002	5 968	-4	6
2002-2003	4 523	-24	5
2003-2004	4 645	3	5
2004-2005	4 711	1	5
2005-2006	5 231	11	5

Voir note(s) à la fin du tableau 16.

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire ²		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants ³
	n ^{bre}	%	
Alberta			
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
Colombie-Britannique ⁶			
2001-2002	33 454	-1	8
2002-2003	14 905	-55	4
2003-2004	..	...	...
2004-2005	..	...	...
2005-2006	..	...	...
Territoire du Yukon			
2001-2002	..	...	...
2002-2003	..	...	...
2003-2004	..	...	...
2004-2005	127	...	4
2005-2006	0	-100	0
Territoires du Nord-Ouest ⁷			
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
Nunavut ⁸			
2001-2002	..	...	...
2002-2003	191	...	7
2003-2004	838	339	29
2004-2005	253	-70	9
2005-2006	87	-66	3
Total			
2001-2002	243 069	-3	8
2002-2003	228 412	...	7
2003-2004	209 345	...	7
2004-2005	155 414	...	5
2005-2006	154 825	-0	5

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.

3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003 et 2004; et estimations postcensitaires provisoires pour 2005.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).

5. La baisse du nombre de demandes de services sommaires au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).

6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes de services sommaires approuvées qui s'est produite en 2002-2003 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.

7. Les Territoires du Nord-Ouest ne font pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets.

8. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 17
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet¹

Province ou territoire et année	Total ²		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
	n ^{bre}		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador												
2001-2002	2 875		775	27	190	7	1 256	44	0	0	654	23
2002-2003	2 763		732	26	161	6	1 055	38	0	0	815	29
2003-2004	3 121		..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2004-2005	..		..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..		..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard												
2001-2002	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2002-2003	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2003-2004	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2004-2005	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.		.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse												
2001-2002	2 518		1 072	43	43	2	356	14	71	3	976	39
2002-2003	2 317		1 101	48	34	1	351	15	85	4	746	32
2003-2004	2 318		1 161	50	75	3	312	13	71	3	699	30
2004-2005	2 572		1 208	47	65	3	275	11	108	4	916	36
2005-2006	2 408		1 181	49	56	2	264	11	79	3	828	34
Nouveau-Brunswick												
2001-2002	810		.	...	.	...	.	...	.	...	810	100
2002-2003	498		.	...	.	...	.	...	.	...	498	100
2003-2004	551		.	...	.	...	.	...	.	...	551	100
2004-2005	859		.	...	.	...	.	...	.	...	859	100
2005-2006	795		.	...	.	...	.	...	.	...	795	100
Québec												
2001-2002	40 132		24 349	61	8 131	20	1 565	4	46	0	6 041	15
2002-2003	39 221		23 369	60	8 335	21	1 767	5	55	0	5 695	15
2003-2004	39 051		24 124	62	7 823	20	1 781	5	60	0	5 263	13
2004-2005	36 913		22 886	62	7 303	20	1 754	5	74	0	4 896	13
2005-2006	38 009		24 366	64	6 987	18	1 678	4	74	0	4 904	13
Ontario⁴												
2001-2002	35 521		7 907	22	9 790	28	..	...	.	...	17 824	50
2002-2003	35 324		7 481	21	11 243	32	14 475	41	.	...	2 125	6
2003-2004	31 788		7 705	24	9 096	29	13 243	42	.	...	1 744	5
2004-2005	43 264		20 624	48	11 496	27	9 815	23	.	...	1 329	3
2005-2006	46 178		24 270	53	10 579	23	..	...	.	...	11 329	25
Manitoba⁵												
2001-2002	2 952		338	11	85	3	464	16	2	0	2 063	70
2002-2003	3 039		312	10	77	3	579	19	7	0	2 064	68
2003-2004	3 089		323	10	289	9	628	20	40	1	1 809	59
2004-2005	3 306		348	11	304	9	655	20	4	0	1 995	60
2005-2006	3 612		396	11	235	7	749	21	17	0	2 215	61
Saskatchewan												
2001-2002	1 536		1 194	78	188	12	71	5	27	2	56	4
2002-2003	1 613		1 161	72	260	16	124	8	24	1	44	3
2003-2004	1 858		1 313	71	271	15	148	8	35	2	91	5
2004-2005	1 770		1 266	72	211	12	143	8	30	2	120	7
2005-2006	1 772		1 451	82	119	7	89	5	27	2	86	5

Voir note(s) à la fin du tableau 17.

Tableau 17
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total ²		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
	n ^{bre}		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Alberta												
2001-2002	11 765		3 623	31	2 211	19	1 132	10	566	5	4 233	36
2002-2003	12 711		3 817	30	2 565	20	1 175	9	588	5	4 566	36
2003-2004	13 655		4 248	31	2 696	20	1 186	9	731	5	4 794	35
2004-2005	13 575		3 938	29	2 876	21	1 056	8	607	4	5 098	38
2005-2006	14 911		4 581	31	2 738	18	1 119	8	728	5	5 745	39
Colombie-Britannique⁶												
2001-2002	22 786		6 960	31	9 237	41	.	...	.	...	6 589	29
2002-2003	12 655		3 240	26	6 495	51	.	...	.	...	2 920	23
2003-2004	11 978		1 867	16	7 062	59	.	...	.	...	3 049	25
2004-2005	11 123		2 417	22	5 386	48	.	...	.	...	3 320	30
2005-2006	11 174		2 382	21	5 192	46	.	...	.	...	3 600	32
Territoire du Yukon												
2001-2002	150		53	35	51	34	6	4	40	27	0	0
2002-2003	47		28	60	7	15	5	11	0	0	7	15
2003-2004	118		75	64	16	14	17	14	0	0	10	8
2004-2005	172		65	38	31	18	20	12	0	0	56	33
2005-2006	74		57	77	14	19	3	4	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest												
2001-2002	257		52	20	14	5	84	33	105	41	2	1
2002-2003	496		138	28	133	27	48	10	177	36	0	0
2003-2004	443		125	28	37	8	51	12	147	33	83	19
2004-2005	467		105	22	28	6	107	23	227	49	0	0
2005-2006	485		129	27	33	7	88	18	230	47	5	1
Nunavut												
2001-2002	64		13	20	22	34	4	6	25	39	0	0
2002-2003	52		6	12	41	79	5	10	0	0	0	0
2003-2004	34		6	18	27	79	1	3	0	0	0	0
2004-2005	33		7	21	21	64	1	3	0	0	4	12
2005-2006	64		3	5	30	47	15	23	1	2	15	23
Total												
2001-2002	121 366		46 336	38	29 962	25	4 938	4	882	1	39 248	32
2002-2003	110 736		41 385	37	29 351	27	19 584	18	936	1	19 480	18
2003-2004	108 004		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	114 054		52 864	46	27 721	24	13 826	12	1 050	1	18 593	16
2005-2006	119 482		58 816	49	25 983	22	4 005	3	1 156	1	29 522	25

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques étaient responsables de 58 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ». En 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.

5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.

6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes rejetées en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à la réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹

Province ou territoire et année	Total ²					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité					
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
		nombre	nombre	%	nombre		%	nombre	nombre	%		nombre	%	nombre	nombre	%	nombre	%
Terre-Neuve-et Labrador																
2001-2002	2 875	984	34	1 891	66	775	326	42	449	58	190	188	99	2	1	
2002-2003	2 763	1 007	36	1 756	64	732	332	45	400	55	161	158	98	3	2	
2003-2004	3 121	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard																
2001-2002	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse																
2001-2002	2 518	1 292	51	1 226	49	1 072	377	35	695	65	43	30	70	13	30	
2002-2003	2 317	1 025	44	1 292	56	1 101	359	33	742	67	34	24	71	10	29	
2003-2004	2 318	961	41	1 357	59	1 161	425	37	736	63	75	56	75	19	25	
2004-2005	2 572	1 108	43	1 464	57	1 208	417	35	791	65	65	47	72	18	28	
2005-2006	2 408	995	41	1 413	59	1 181	379	32	802	68	56	29	52	27	48	
Nouveau-Brunswick																
2001-2002	810	725	90	85	10	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	498	450	90	48	10	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	551	486	88	65	12	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	859	741	86	118	14	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	795	698	88	97	12	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Québec																
2001-2002	40 132	16 717	42	23 415	58	24 349	11 312	46	13 037	54	8 131	4 165	51	3 966	49	
2002-2003	39 221	15 819	40	23 402	60	23 369	10 279	44	13 090	56	8 335	4 382	53	3 953	47	
2003-2004	39 051	15 776	40	23 275	60	24 124	10 902	45	13 222	55	7 823	3 734	48	4 089	52	
2004-2005	36 913	14 446	39	22 467	61	22 886	10 145	44	12 741	56	7 303	3 253	45	4 050	55	
2005-2006	38 009	15 901	42	22 108	58	24 366	11 474	47	12 892	53	6 987	3 303	47	3 684	53	
Ontario⁴																
2001-2002	35 521	.	...	.	...	7 907	.	...	.	...	9 790	.	...	.	...
2002-2003	35 324	.	...	.	...	7 481	.	...	.	...	11 243	.	...	.	...
2003-2004	31 788	.	...	.	...	7 705	.	...	.	...	9 096	.	...	.	...
2004-2005	43 264	.	...	.	...	20 624	.	...	.	...	11 496	.	...	.	...
2005-2006	46 178	.	...	.	...	24 270	.	...	.	...	10 579	6 307	60	4 272	40
Manitoba⁵																
2001-2002	2 952	1 105	37	1 847	63	338	112	33	226	67	85	10	12	75	88	
2002-2003	3 039	1 048	34	1 991	66	312	101	32	211	68	77	3	4	74	96	
2003-2004	3 089	1 065	34	2 024	66	323	126	39	197	61	289	18	6	271	94	
2004-2005	3 306	1 226	37	2 080	63	348	114	33	234	67	304	26	9	278	91	
2005-2006	3 612	1 355	38	2 257	62	396	134	34	262	66	235	24	10	211	90	
Saskatchewan																
2001-2002	1 536	1 061	69	475	31	1 194	845	71	349	29	188	166	88	22	12	
2002-2003	1 613	1 090	68	523	32	1 161	784	68	377	32	260	244	94	16	6	
2003-2004	1 858	1 269	68	589	32	1 313	909	69	404	31	271	254	94	17	6	
2004-2005	1 770	1 173	66	597	34	1 266	883	70	383	30	211	191	91	20	9	
2005-2006	1 772	1 224	69	548	31	1 451	1 025	71	426	29	119	109	92	10	8	
Alberta																
2001-2002	11 765	6 465	55	5 300	45	3 623	1 909	53	1 714	47	2 211	1 367	62	844	38	
2002-2003	12 711	7 115	56	5 596	44	3 817	1 999	52	1 818	48	2 565	1 578	62	987	38	
2003-2004	13 655	7 509	55	6 146	45	4 248	2 127	50	2 121	50	2 696	1 678	62	1 018	38	
2004-2005	13 575	7 847	58	5 728	42	3 938	1 915	49	2 023	51	2 876	2 012	70	864	30	
2005-2006	14 911	8 949	60	5 962	40	4 581	2 471	54	2 110	46	2 738	1 833	67	905	33	

Voir note(s) à la fin du tableau 18.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹ (suite)

Province ou territoire et année	Total ²					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité							
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Colombie-Britannique⁶																		
2001-2002	22 786		9 374	41	13 412	59	6 960	2 585	37	4 375	63	9 237	4 157	45	5 080	55		
2002-2003	12 655		6 867	54	5 788	46	3 240	1 883	58	1 357	42	6 495	3 023	47	3 472	53		
2003-2004	11 978		6 992	58	4 986	42	1 867	1 338	72	529	28	7 062	3 433	49	3 629	51		
2004-2005	11 123		6 419	58	4 704	42	2 417	1 402	58	1 015	42	5 386	2 611	48	2 775	52		
2005-2006	11 174		6 333	57	4 841	43	2 382	1 352	57	1 030	43	5 192	2 606	50	2 586	50		
Territoire du Yukon																		
2001-2002	150		35	23	115	77	53	10	19	43	81	51	13	25	38	75		
2002-2003	47		21	45	26	55	28	9	32	19	68	7	3	43	4	57		
2003-2004	118		24	20	94	80	75	18	24	57	76	16	2	13	14	88		
2004-2005	172		26	15	146	85	65	18	28	47	72	31	2	6	29	94		
2005-2006	74		39	53	35	47	57	32	56	25	44	14	7	50	7	50		
Territoires du Nord-Ouest																		
2001-2002	257		..	...	..	...	52	16	31	36	69	14	..	...	..	...
2002-2003	496		153	31	343	69	138	34	25	104	75	133	46	35	87	65		
2003-2004	443		165	37	278	63	125	74	59	51	41	37	13	35	24	65		
2004-2005	467		97	21	370	79	105	31	30	74	70	28	10	36	18	64		
2005-2006	485		118	24	367	76	129	44	34	85	66	33	2	6	31	94		
Nunavut																		
2001-2002	64		26	41	38	59	13	10	77	3	23	22	0	0	22	100		
2002-2003	52		12	23	40	77	6	2	33	4	67	41	7	17	34	83		
2003-2004	34		3	9	31	91	6	2	33	4	67	27	1	4	26	96		
2004-2005	33		8	24	25	76	7	3	43	4	57	21	2	10	19	90		
2005-2006	64		3	5	61	95	3	0	0	3	100	30	2	7	28	93		
Total																		
2001-2002	121 366		...	...	...	...	46 336	...	...	...	...	29 962	...	...	...	...
2002-2003	110 736		...	...	...	...	41 385	...	...	...	...	29 351	...	...	...	...
2003-2004	108 004		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	114 054		...	...	...	...	52 864	...	...	...	...	27 721	...	...	...	...
2005-2006	119 482		...	...	...	...	58 816	...	...	...	...	25 983	...	...	...	...

Voir note(s) à la fin du tableau 18.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹ (suite)

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et- Labrador															
2001-2002	1 256	164	13	1 092	87	0	0	0	0	0	654	306	47	348	53
2002-2003	1 055	113	11	942	89	0	0	0	0	0	815	404	50	411	50
2003-2004	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2001-2002	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2002-2003	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2003-2004	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2004-2005	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2005-2006	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
Nouvelle-Écosse															
2001-2002	356	177	50	179	50	71	32	45	39	55	976	676	69	300	31
2002-2003	351	172	49	179	51	85	47	55	38	45	746	423	57	323	43
2003-2004	312	159	51	153	49	71	34	48	37	52	699	287	41	412	59
2004-2005	275	174	63	101	37	108	42	39	66	61	916	428	47	488	53
2005-2006	264	102	39	162	61	79	45	57	34	43	828	440	53	388	47
Nouveau-Brunswick															
2001-2002	.	.	..	.	..	..	.	..	..	..	810	725	90	85	10
2002-2003	.	.	..	.	..	..	.	..	..	..	498	450	90	48	10
2003-2004	.	.	..	.	..	..	.	..	..	..	551	486	88	65	12
2004-2005	.	.	..	.	..	..	.	..	..	..	859	741	86	118	14
2005-2006	.	.	..	.	..	..	.	..	..	..	795	698	88	97	12
Québec															
2001-2002	1 565	84	5	1 481	95	46	2	4	44	96	6 041	1 154	19	4 887	81
2002-2003	1 767	100	6	1 667	94	55	2	4	53	96	5 695	1 056	19	4 639	81
2003-2004	1 781	91	5	1 690	95	60	2	3	58	97	5 263	1 047	20	4 216	80
2004-2005	1 754	65	4	1 689	96	74	11	15	63	85	4 896	972	20	3 924	80
2005-2006	1 678	95	6	1 583	94	74	6	8	68	92	4 904	1 023	21	3 881	79
Ontario⁴															
2001-2002	..	.	..	.	..	.	.	..	.	..	17 824	..	..	..	..
2002-2003	14 475	.	..	.	..	.	.	..	.	..	2 125	..	..	..	..
2003-2004	13 243	.	..	.	..	.	.	..	.	..	1 744	..	..	..	..
2004-2005	9 815	.	..	.	..	.	.	..	.	..	1 329	..	..	..	..
2005-2006	..	.	..	.	..	.	.	..	.	..	11 329	6 141	54	5 188	46
Manitoba⁵															
2001-2002	464	32	7	432	93	2	0	0	2	100	2 063	951	46	1 112	54
2002-2003	579	40	7	539	93	7	1	14	6	86	2 064	903	44	1 161	56
2003-2004	628	34	5	594	95	40	20	50	20	50	1 809	867	48	942	52
2004-2005	655	34	5	621	95	4	0	0	4	100	1 995	1 052	53	943	47
2005-2006	749	26	3	723	97	17	1	6	16	94	2 215	1 170	53	1 045	47
Saskatchewan															
2001-2002	71	7	10	64	90	27	18	67	9	33	56	25	45	31	55
2002-2003	124	15	12	109	88	24	20	83	4	17	44	27	61	17	39
2003-2004	148	21	14	127	86	35	19	54	16	46	91	66	73	25	27
2004-2005	143	27	19	116	81	30	19	63	11	37	120	53	44	67	56
2005-2006	89	23	26	66	74	27	18	67	9	33	86	49	57	37	43
Alberta															
2001-2002	1 132	278	25	854	75	566	310	55	256	45	4 233	2 601	61	1 632	39
2002-2003	1 175	281	24	894	76	588	305	52	283	48	4 566	2 952	65	1 614	35
2003-2004	1 186	252	21	934	79	731	363	50	368	50	4 794	3 089	64	1 705	36
2004-2005	1 056	214	20	842	80	607	313	52	294	48	5 098	3 393	67	1 705	33
2005-2006	1 119	251	22	868	78	728	401	55	327	45	5 745	3 993	70	1 752	30

Voir note(s) à la fin du tableau 18.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles¹ (fin)

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³							
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique⁶																		
2001-2002	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	6 589	2 632	40	3 957	60	
2002-2003	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	2 920	1 961	67	959	33	
2003-2004	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	3 049	2 221	73	828	27	
2004-2005	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	3 320	2 406	72	914	28	
2005-2006	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	3 600	2 375	66	1 225	34	
Territoire du Yukon																		
2001-2002	6	17	1	83	5	83	40	28	11	73	29	73	0	0	0	0	0	0
2002-2003	5	40	2	60	3	60	0	0	0	0	0	0	7	7	100	0	0	0
2003-2004	17	24	4	76	13	76	0	0	0	0	0	0	10	0	0	10	100	0
2004-2005	20	10	2	90	18	90	0	0	0	0	0	0	56	4	7	52	93	0
2005-2006	3	0	0	100	3	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest																		
2001-2002	84	...	..	...	..	...	105	...	..	...	..	...	2	..	...	..	...	..
2002-2003	48	48	23	52	25	52	177	28	50	72	127	72	0	0	0	0	0	0
2003-2004	51	29	15	71	36	71	147	32	47	68	100	68	83	16	19	67	81	0
2004-2005	107	25	27	75	80	75	227	13	29	87	198	87	0	0	0	0	0	0
2005-2006	88	20	18	80	70	80	230	22	50	78	180	78	5	4	80	1	20	0
Nunavut																		
2001-2002	4	25	1	75	3	75	25	60	15	40	10	40	0	0	0	0	0	0
2002-2003	5	60	3	40	2	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	1	0	0	100	1	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2004-2005	1	100	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	2	50	2	50	0
2005-2006	15	0	0	100	15	100	1	100	1	100	0	0	15	0	0	15	100	0
Total																		
2001-2002	4 938	...	...	...	...	...	882	...	...	...	...	...	39 248	...	...	...	...	...
2002-2003	19 584	...	...	...	...	...	936	...	...	...	...	...	19 480	...	...	...	...	...
2003-2004	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	13 826	...	...	...	...	...	1 050	...	...	...	...	...	18 593	...	...	...	...	...
2005-2006	4 005	...	...	...	...	...	1 156	...	...	...	...	...	29 522	...	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques étaient responsables de 58 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ». En 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.

5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada.

6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes rejetées en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à la réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 19
Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars¹

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²							
	Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador																		
2001-2002	119		43	36	76	64	119		43	36	76	64	0	0	0	0	0	0
2002-2003	119		43	36	76	64	119		43	36	76	64	0	0	0	0	0	0
2003-2004	78		42	54	36	46	78		42	54	36	46	0	0	0	0	0	0
2004-2005	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...
2005-2006	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard³																		
2001-2002	7		4	57	3	43	4		4	100	0	0	3		0	0	3	100
2002-2003	9		5	56	4	44	5		5	100	0	0	4		0	0	4	100
2003-2004	8		4	50	4	50	8		4	50	4	50	0		0	0	0	0
2004-2005	15		8	53	7	47	15		8	53	7	47	0		0	0	0	0
2005-2006	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse																		
2001-2002	123		66	54	57	46	113		64	57	49	43	10		2	20	8	80
2002-2003	127		66	52	61	48	117		64	55	53	45	10		2	20	8	80
2003-2004	132		71	54	61	46	122		69	57	53	43	10		2	20	8	80
2004-2005	146		78	53	68	47	136		76	56	60	44	10		2	20	8	80
2005-2006	155		86	55	69	45	144		84	58	60	42	11		2	18	9	82
Nouveau-Brunswick																		
2001-2002	29		10	34	19	66	9		9	100	0	0	20		1	5	19	95
2002-2003	29		11	38	18	62	10		10	100	0	0	19		1	5	18	95
2003-2004	32		15	47	17	53	14		14	100	0	0	18		1	6	17	94
2004-2005	50		28	56	22	44	27		27	100	0	0	23		1	4	22	96
2005-2006	53		31	58	22	42	30		30	100	0	0	23		1	4	22	96
Québec																		
2001-2002	826		345	42	481	58	352		318	90	34	10	475		28	6	447	94
2002-2003	854		356	42	498	58	363		326	90	37	10	491		30	6	461	94
2003-2004	839		347	41	492	59	350		316	90	34	10	488		30	6	458	94
2004-2005	830		343	41	487	59	345		313	91	32	9	485		30	6	455	94
2005-2006	834		348	42	486	58	353		318	90	35	10	481		30	6	451	94
Ontario⁴																		
2001-2002	1 136		354	31	782	69	540		234	43	306	57	596		120	20	476	80
2002-2003	1 244		392	32	852	68	620		274	44	346	56	624		118	19	506	81
2003-2004	1 272		401	32	871	68	597		269	45	328	55	675		132	20	543	80
2004-2005	1 336		482	36	854	64	532		376	71	156	29	804		106	13	698	87
2005-2006	1 336		486	36	850	64	552		387	70	165	30	784		99	13	685	87
Manitoba																		
2001-2002	134		55	41	79	59	97		50	52	47	48	37		5	14	32	86
2002-2003	147		56	38	91	62	111		51	46	60	54	36		5	14	31	86
2003-2004	151		57	38	94	62	115		52	45	63	55	36		5	14	31	86
2004-2005	157		60	38	97	62	121		55	45	66	55	36		5	14	31	86
2005-2006	158		60	38	98	62	121		55	45	66	55	37		5	14	32	86
Saskatchewan																		
2001-2002	136		69	51	67	49	83		68	82	15	18	53		1	2	52	98
2002-2003	139		72	52	67	48	87		71	82	16	18	52		1	2	51	98
2003-2004	140		70	50	70	50	85		69	81	16	19	55		1	2	54	98
2004-2005	150		76	51	74	49	95		75	79	20	21	55		1	2	54	98
2005-2006	149		76	51	73	49	94		75	80	19	20	55		1	2	54	98
Alberta⁵																		
2001-2002	201		59	29	142	71	60		56	93	4	7	141		3	2	138	98
2002-2003	216		58	27	158	73	62		55	89	7	11	154		3	2	151	98
2003-2004	209		64	31	145	69	71		61	86	10	14	138		3	2	135	98
2004-2005	229		66	29	163	71	72		63	88	9	13	157		3	2	154	98
2005-2006	245		66	27	179	73	75		63	84	12	16	170		3	2	167	98

Voir note(s) à la fin du tableau 19.

Tableau 19
Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars¹ (fin)

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²								
	Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	
Colombie-Britannique																			
2001-2002	326		71	22	255	78	86	59	69	27	31	240	12	5	228	95			
2002-2003	148		25	17	123	83	54	17	31	37	69	94	8	9	86	91			
2003-2004	179		31	17	148	83	84	22	26	62	74	95	9	9	86	91			
2004-2005	204		27	13	177	87	34	26	76	8	24	170	1	1	169	99			
2005-2006	185		25	14	160	86	81	25	31	56	69	104	0	0	104	100			
Territoire du Yukon																			
2001-2002	12		6	50	6	50	5	5	100	0	0	7	1	14	6	86			
2002-2003	11		6	55	5	45	11	6	55	5	45	0	0	0	0	0			
2003-2004	12		7	58	5	42	12	7	58	5	42	0	0	0	0	0			
2004-2005	16		8	50	8	50	16	8	50	8	50	0	0	0	0	0			
2005-2006	16		8	50	8	50	16	8	50	8	50	0	0	0	0	0			
Territoires du Nord-Ouest																			
2001-2002	25		5	20	20	80	20	5	25	15	75	5	0	0	5	100			
2002-2003	26		6	23	20	77	16	5	31	11	69	10	1	10	9	90			
2003-2004	25		7	28	18	72	16	6	38	10	63	9	1	11	8	89			
2004-2005	30		9	30	21	70	19	8	42	11	58	11	1	9	10	91			
2005-2006	29		10	34	19	66	20	9	45	11	55	9	1	11	8	89			
Nunavut																			
2001-2002	46		21	46	25	54	23	8	35	15	65	23	13	57	10	43			
2002-2003	35		9	26	26	74	33	9	27	24	73	2	0	0	2	100			
2003-2004	28		7	25	21	75	28	7	25	21	75	0	0	0	0	0			
2004-2005	29		9	31	20	69	10	9	90	1	10	19	0	0	19	100			
2005-2006	..		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Total																			
2001-2002	3 120		1 108	36	2 012	64	1 511	923	61	588	39	1 610	186	12	1 424	88			
2002-2003	3 104		1 105	36	1 999	64	1 608	936	58	672	42	1 496	169	11	1 327	89			
2003-2004	3 105		1 123	36	1 982	64	1 580	938	59	642	41	1 524	184	12	1 340	88			
2004-2005	3 192		1 194	37	1 998	63	1 422	1 044	73	378	27	1 770	150	8	1 620	92			
2005-2006	3 160		1 196	38	1 964	62	1 486	1 054	71	432	29	1 674	142	8	1 532	92			

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
 2. La catégorie « Autre personnel » comprend, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et les commis.
 3. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.
 4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, ces cliniques comptaient 40 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 50 % des avocats et 34 % des non-avocats.
 5. Les chiffres de l'Alberta sur les employés pour 2001-2002 comprennent le personnel embauché pour le Family Law Office Pilot Project.
- Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

Province ou territoire et année	Total ¹		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de ² régimes d'aide juridique	
	n ^{bre}	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador						
2001-2002	61	18	30		43	70
2002-2003	48	5	10		43	90
2003-2004	42	0	0		42	100
2004-2005	..	..	..		..	..
2005-2006	..	..	..		..	..
Île-du-Prince-Édouard³						
2001-2002	37	33	89		4	11
2002-2003	32	27	84		5	16
2003-2004	34	30	88		4	12
2004-2005	42	34	81		8	19
2005-2006	..	..	..		..	..
Nouvelle-Écosse						
2001-2002	310	244	79		66	21
2002-2003	296	230	78		66	22
2003-2004	294	223	76		71	24
2004-2005	289	211	73		78	27
2005-2006	320	234	73		86	27
Nouveau-Brunswick⁴						
2001-2002	205	195	95		10	5
2002-2003	199	188	94		11	6
2003-2004	195	180	92		15	8
2004-2005	..	..	..		28	..
2005-2006	153	122	80		31	20
Québec						
2001-2002	3 157	2 812	89		345	11
2002-2003	2 900	2 544	88		356	12
2003-2004	2 751	2 404	87		347	13
2004-2005	2 824	2 481	88		343	12
2005-2006	2 807	2 459	88		348	12
Ontario⁵						
2001-2002	4 742	4 388	93		354	7
2002-2003	4 851	4 459	92		392	8
2003-2004	6 483	6 082	94		401	6
2004-2005	4 651	4 169	90		482	10
2005-2006	5 783	5 297	92		486	8
Manitoba						
2001-2002	431	376	87		55	13
2002-2003	414	358	86		56	14
2003-2004	373	316	85		57	15
2004-2005	355	295	83		60	17
2005-2006	357	297	83		60	17
Saskatchewan						
2001-2002	250	181	72		69	28
2002-2003	237	165	70		72	30
2003-2004	213	143	67		70	33
2004-2005	200	124	62		76	38
2005-2006	213	137	64		76	36

Voir note(s) à la fin du tableau 20.

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés (fin)

Province ou territoire et année	Total ¹			Avocats de pratique privée		Avocats salariés de ² régimes d'aide juridique	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Alberta							
2001-2002	1 470	1 411	96	59		4	
2002-2003	1 206	1 148	95	58		5	
2003-2004	1 394	1 330	95	64		5	
2004-2005	1 529	1 463	96	66		4	
2005-2006	1 472	1 406	96	66		4	
Colombie-Britannique							
2001-2002	1 334	1 263	95	71		5	
2002-2003	1 103	1 078	98	25		2	
2003-2004	1 058	1 027	97	31		3	
2004-2005	1 024	997	97	27		3	
2005-2006	981	956	97	25		3	
Territoire du Yukon							
2001-2002	19	13	68	6		32	
2002-2003	20	14	70	6		30	
2003-2004	14	7	50	7		50	
2004-2005	16	8	50	8		50	
2005-2006	16	8	50	8		50	
Territoires du Nord-Ouest							
2001-2002	35	30	86	5		14	
2002-2003	30	24	80	6		20	
2003-2004	26	19	73	7		27	
2004-2005	24	15	63	9		38	
2005-2006	27	17	63	10		37	
Nunavut							
2001-2002	34	13	38	21		62	
2002-2003	23	14	61	9		39	
2003-2004	22	15	68	7		32	
2004-2005	15	6	40	9		60	
2005-2006	6	6	100	..		...
Total							
2001-2002	12 085	10 977	91	1 108		9	
2002-2003	11 359	10 254	90	1 105		10	
2003-2004	12 899	11 776	91	1 123		9	
2004-2005	...	...	...	1 194		...	
2005-2006	12 135	10 939	90	1 196		10	

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique.

2. Chiffres au 31 mars.

3. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.

4. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privé assurant des services n'est pas disponible.

5. En Ontario, le nombre d'avocats de pratique privée comprend les avocats nommés d'office à partir de 2002-2003.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3}

Province ou territoire et année	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador					
2001-2002	13 264	13 264	100	...	...
2002-2003	14 073	14 073	100	...	...
2003-2004	4 929	4 929	100	...	...
2004-2005	..	..	...	...	...
2005-2006	..	..	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard					
2001-2002	.	.	...	.	...
2002-2003	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴					
2001-2002	6 891	6 881	100	10	0
2002-2003	6 760	6 757	100	3	0
2003-2004	8 389^r	7 848	94 ^r	541 ^r	6 ^r
2004-2005	10 832^r	9 434	87 ^r	1 398 ^r	13 ^r
2005-2006	12 058	10 564	88	1 494	12
Nouveau-Brunswick					
2001-2002	14 938	14 914	100	24	0
2002-2003	14 644	14 203	97	441	3
2003-2004	13 890	13 665	98	225	2
2004-2005	15 558	15 393	99	165	1
2005-2006	18 339	18 189	99	150	1
Québec					
2001-2002	.	.	...	.	...
2002-2003	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
Ontario⁵					
2001-2002	811 591	660 003	81	151 588	19
2002-2003	1 116 243	866 378	78	249 865	22
2003-2004	1 034 172	780 049	75	254 123	25
2004-2005	926 385	709 830	77	216 555	23
2005-2006	978 773	738 722	75	240 051	25
Manitoba					
2001-2002	34 533	.	...	.	...
2002-2003	35 181	.	...	.	...
2003-2004	31 520	.	...	.	...
2004-2005	33 048	.	...	.	...
2005-2006	38 803	.	...	.	...
Saskatchewan					
2001-2002	12 636	12 230	97	406	3
2002-2003	13 831	13 449	97	382	3
2003-2004	14 145	13 746	97	399	3
2004-2005	15 867	15 535	98	332	2
2005-2006	16 560	16 142	97	418	3
Alberta⁶					
2001-2002	61 060	60 283	99	777	1
2002-2003	60 910	60 476	99	434	1
2003-2004	73 075	72 509	99	566	1
2004-2005	94 965	90 437	95	4 528	5
2005-2006	105 225	94 448	90	10 777	10

Voir note(s) à la fin du tableau 21.

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3} (fin)

Province ou territoire et année	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Colombie-Britannique						
2001-2002	58 311	..	..	...	..	...
2002-2003	60 340	..	..	...	..	...
2003-2004	68 593	62 495	91		6 098	9
2004-2005	84 550	69 267	82		15 283	18
2005-2006	95 498	75 720	79		19 778	21
Territoire du Yukon						
2001-2002	1 064	1 064	100		0	0
2002-2003	1 399	1 333	95		66	5
2003-2004	1 589	1 478	93		111	7
2004-2005	1 551	1 460	94		91	6
2005-2006	1 429	1 364	95		65	5
Territoires du Nord-Ouest⁷						
2001-2002	..	..	...		..	...
2002-2003	3 238	3 238	100		..	...
2003-2004	2 660	2 660	100		..	...
2004-2005	2 674	2 637	99		37	1
2005-2006	3 443	3 443	100		..	...
Nunavut⁸						
2001-2002	..	..	...		..	...
2002-2003	1 954	1 954	100		0	0
2003-2004	5 323	5 323	100		0	0
2004-2005	3 548	3 523	99		25	1
2005-2006	4 714	4 688	99		26	1
Total						
2001-2002	1 014 288	..	..		..	...
2002-2003	1 328 573	..	..		..	...
2003-2004	1 258 285r	..	..		..	...
2004-2005	1 188 978r	..	..		..	...
2005-2006	1 274 842	..	..		..	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.

3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.

5. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, 2 % des services assurés par des avocats nommés d'office ont été offerts dans ces cliniques. Le compte des services offerts par des avocats nommés d'office a été estimé à partir de trois mois de données réelles.

6. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone.

7. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

8. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique. Les chiffres pour 2002-2003, qui étaient fondés sur le nombre de circuits uniques, ont été révisés pour tenir compte de ce changement à la méthode de déclaration.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 22
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3}

Province ou territoire et année	Affaires criminelles						Affaires civiles				
	Total	Total		Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres
		n ^{bre}	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%		n ^{bre}	n ^{bre}	
Terre-Neuve-et-Labrador											
2001 -2002	13 264	13 264	11 621	88	1 643	12	...	...	...	...	...
2002 -2003	14 073	14 073	11 061	79	3 012	21	...	...	...	...	...
2003 -2004	4 929	4 929	3 984	81	945	19	...	...	...	...	...
2004 -2005	..	..	..	..	..	..	...	...	...	...	...
2005 -2006	..	..	..	..	..	..	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard											
2001 -2002	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002 -2003	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003 -2004	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004 -2005	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005 -2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴											
2001 -2002	6 891	6 881	6 032	88	849	12	10	8	80	2	20
2002 -2003	6 760	6 757	6 025	89	732	11	3	3	100	0	0
2003 -2004	8 389 ^r	7 848	6 946	89	902	11	541 ^r	541 ^r	100 ^r	0	0
2004 -2005	10 832 ^r	9 434	8 199	87	1 235	13	1 398 ^r	1 397 ^r	100 ^r	1	0
2005 -2006	12 058	10 564	9 304	88	1 260	12	1 494	1 494	100	0	0
Nouveau-Brunswick											
2001 -2002	14 938	14 914	12 387	83	2 527	17	24	0	0	24	100
2002 -2003	14 644	14 203	11 948	84	2 255	16	441	441	100	0	0
2003 -2004	13 890	13 665	11 684	86	1 981	14	225	21	9	204	91
2004 -2005	15 558	15 393	13 677	89	1 716	11	165	165	100	0	0
2005 -2006	18 339	18 189	16 031	88	2 158	12	150	150	100	0	0
Québec											
2001 -2002	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002 -2003	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003 -2004	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004 -2005	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005 -2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Ontario⁵											
2001 -2002	811 591	660 003	380 724	58	279 279	42	151 588	108 231	71	43 357	29
2002 -2003	1 116 243	866 378	736 773	85	129 605	15	249 865	140 589	56	109 276	44
2003 -2004	1 034 172	780 049	665 547	85	114 502	15	254 123	125 109	49	129 014	51
2004 -2005	926 385	709 830	618 815	87	91 015	13	216 555	105 621	49	110 934	51
2005 -2006	978 773	738 722	647 502	88	91 220	12	240 051	174 889	73	65 162	27
Manitoba											
2001 -2002	34 533	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002 -2003	35 181	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003 -2004	31 520	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004 -2005	33 048	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005 -2006	38 803	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Saskatchewan											
2001 -2002	12 636	12 230	10 022	82	2 208	18	406	8	2	398	98
2002 -2003	13 831	13 449	11 431	85	2 018	15	382	7	2	375	98
2003 -2004	14 145	13 746	11 716	85	2 030	15	399	3	1	396	99
2004 -2005	15 867	15 535	13 311	86	2 224	14	332	4	1	328	99
2005 -2006	16 560	16 142	13 762	85	2 380	15	418	3	1	415	99
Alberta⁶											
2001 -2002	61 060	60 283	46 014	76	14 269	24	777	0	0	777	100
2002 -2003	60 910	60 476	47 507	79	12 969	21	434	0	0	434	100
2003 -2004	73 075	72 509	61 142	84	11 367	16	566	409	72	157	28
2004 -2005	94 965	90 437	77 702	86	12 735	14	4 528	275	6	4 253	94
2005 -2006	105 225	94 448	81 628	86	12 820	14	10 777	5 687	53	5 090	47

Voir note(s) à la fin du tableau 22.

Tableau 22

Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3} (fin)

Province ou territoire et année	Affaires criminelles						Affaires civiles				
	Total	Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres		
	n ^{bre}	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique											
2001 -2002	58 311	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002 -2003	60 340	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003 -2004	68 593	62 495	60 331	97	2 164	3	6 098	6 098	100	0	0
2004 -2005	84 550	69 267	64 719	93	4 548	7	15 283	14 272	93	1 011	7
2005 -2006	95 498	75 720	70 631	93	5 089	7	19 778	18 789	95	989	5
Territoire du Yukon											
2001 -2002	1 064	1 064	957	90	107	10	0	0	..	0	..
2002 -2003	1 399	1 333	1 132	85	201	15	66	66	100	0	0
2003 -2004	1 589	1 478	1 368	93	110	7	111	100	90	11	10
2004 -2005	1 551	1 460	1 320	90	140	10	91	91	100	0	0
2005 -2006	1 429	1 364	1 242	91	122	9	65	63	97	2	3
Territoires du Nord-Ouest ⁷											
2001 -2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002 -2003	3 238	3 238	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003 -2004	2 660	2 660	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004 -2005	2 674	2 637	2 026	77	611	23	37	37	100	..	..
2005 -2006	3 443	3 443	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nunavut ⁸											
2001 -2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002 -2003	1 954	1 954	1 493	76	461	24	0	0	..	0	..
2003 -2004	5 323	5 323	4 353	82	970	18	0	0	..	0	..
2004 -2005	3 548	3 523	2 830	80	693	20	25	25	100	0	0
2005 -2006	4 714	4 688	4 688	100	0	0	26	3	12	23	88
Total											
2001 -2002	1 014 288	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002 -2003	1 328 573	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003 -2004	1 258 285 †	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004 -2005	1 188 978 †	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005 -2006	1 274 842	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.

3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.

5. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2005-2006, 2 % des services assurés par des avocats nommés d'office ont été offerts dans ces cliniques. Le compte des services offerts par des avocats nommés d'office a été estimé à partir de trois mois de données réelles.

6. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone.

7. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

8. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique. Les chiffres pour 2002-2003, qui étaient fondés sur le nombre de circuits uniques, ont été révisés pour tenir compte de ce changement à la méthode de déclaration.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 23
Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des appels					Approuvés					Rejetés				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
2001-2002	70	61	87	9	13	28	25	89	3	11	42	36	86	6	14
2002-2003	66	46	70	20	30	35	24	69	11	31	31	22	71	9	29
2003-2004	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	6	4	67	2	33	4	2	50	2	50	2	2	100	0	0
2003-2004	..	..	..	..	..	13	10	77	3	23	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	4	3	75	1	25	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
2001-2002	88	61	69	27	31	70	52	74	18	26	18	9	50	9	50
2002-2003	88	62	70	26	30	74	54	73	20	27	14	8	57	6	43
2003-2004	62	61	98	1	2	53	53	100	0	0	9	8	89	1	11
2004-2005	55	36	65	19	35	40	28	70	12	30	15	8	53	7	47
2005-2006	120	54	45	66	55	96	46	48	50	52	24	8	33	16	67
Nouveau-Brunswick															
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	16	8	50	8	50	8	3	38	5	63	8	5	63	3	38
2003-2004	31	28	90	3	10	15	15	100	0	0	16	13	81	3	19
2004-2005	12	2	17	10	83	4	2	50	2	50	8	0	0	8	100
2005-2006	38	36	95	2	5	24	23	96	1	4	14	13	93	1	7
Québec															
2001-2002	1 105	510	46	595	54	707	319	45	388	55	398	191	48	207	52
2002-2003	1 324	677	51	647	49	790	386	49	404	51	534	291	54	243	46
2003-2004	1 222	532	44	690	56	732	311	42	421	58	490	221	45	269	55
2004-2005	1 186	531	45	655	55	729	334	46	395	54	457	197	43	260	57
2005-2006	1 225	614	50	611	50	732	375	51	357	49	493	239	48	254	52
Ontario															
2001-2002	..	..	..	..	..	1 249	557	45	692	55	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	1 051	465	44	586	56	..	..	..	..	..
2003-2004	..	..	..	..	..	1 157	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	1 064	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	1 663	1 238	74	425	26	1 425	1 052	74	373	26	238	186	78	52	22
Manitoba															
2001-2002	..	..	..	..	..	123	90	73	33	27	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	112	80	71	32	29	..	..	..	..	..
2003-2004	..	..	..	..	..	98	80	82	18	18	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	81	65	80	16	20	..	..	..	..	..
2005-2006	96	81	84	15	16	96	81	84	15	16	..	..	..	..	..
Saskatchewan															
2001-2002	33	33	100	0	0	30	30	100	0	0	3	3	100	0	0
2002-2003	39	39	100	0	0	34	34	100	0	0	5	5	100	0	0
2003-2004	41	41	100	0	0	34	34	100	0	0	7	7	100	0	0
2004-2005	45	45	100	0	0	37	37	100	0	0	8	8	100	0	0
2005-2006	49	49	100	0	0	34	34	100	0	0	15	15	100	0	0
Alberta															
2001-2002	940	628	67	312	33	426	281	66	145	34	514	347	68	167	32
2002-2003	862	545	63	317	37	378	244	65	134	35	484	301	62	183	38
2003-2004	726	523	72	203	28	368	204	55	164	45	358	219	89	39	11
2004-2005	716	570	80	146	20	414	276	67	138	33	302	294	97	8	3
2005-2006	738	613	83	125	17	386	261	68	125	32	352	352	100	0	0

Voir note(s) à la fin du tableau 23.

Tableau 23

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles^{1,2} (fin)

Province ou territoire et année	Total des appels					Approuvés					Rejetés				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique															
2001-2002	1 731	666	38	1 065	62	886	293	33	593	67	845	373	44	472	56
2002-2003	1 485	590	40	895	60	828	229	28	599	72	657	361	55	296	45
2003-2004	1 425	604	42	821	58	760	231	30	529	70	665	373	56	292	44
2004-2005	923	551	60	372	40	399	209	52	190	48	524	342	65	182	35
2005-2006	1 016	617	61	399	39	445	218	49	227	51	571	399	70	172	30
Territoire du Yukon															
2001-2002	8	8	100	0	0	6	6	100	0	0	2	2	100	0	0
2002-2003	11	11	100	0	0	7	7	100	0	0	4	4	100	0	0
2003-2004	11	8	73	3	27	11	8	73	3	27	0	0	0	0	0
2004-2005	10	7	70	3	30	10	7	70	3	30	0	0	0	0	0
2005-2006	6	5	83	1	17	6	5	83	1	17	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest															
2001-2002	44	44	100	0	0	23	23	100	0	0	21	21	100	0	0
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nunavut															
2001-2002	7	7	100	0	0	7	7	100	0	0	0	0	0	0	0
2002-2003	7	7	100	0	0	6	6	100	0	0	1	1	100	0	0
2003-2004	15	15	100	0	0	13	13	100	0	0	2	2	100	0	0
2004-2005	12	12	100	0	0	12	12	100	0	0	0	0	0	0	0
2005-2006	25	25	100	0	0	25	25	100	0	0	0	0	0	0	0
Total															
2001-2002	..	..	..	..	..	3 555	1 683	47	1 872	53	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	3 327	1 534	46	1 793	54	..	..	..	..	..
2003-2004	..	..	..	..	..	3 254	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	2 794	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	4 976	3 332	67	1 644	33	3 269	2 120	65	1 149	35	1 707	1 212	71	495	29

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹

(Destinataire)	(Expéditeur)														Extérieur du Canada
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	
Province ou territoire et année	nombre														
Terre-Neuve-et-Labrador															
2001-2002	47	...	2	11	1	2	13	4	0	8	4	1	1	0	0
2002-2003	19	...	0	5	1	1	7	0	0	5	0	0	0	0	0
2003-2004	20	...	0	4	0	2	10	1	0	2	1	0	0	0	0
2004-2005	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2001-2002	6	1	...	2	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
2002-2003	8	1	...	4	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0
2003-2004	9	3	...	2	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0
2004-2005	8	1	...	2	0	1	3	0	0	1	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
2001-2002	75	5	2	...	5	4	27	4	4	13	9	1	1	0	0
2002-2003	66	9	0	...	9	7	25	1	0	9	4	1	1	0	0
2003-2004	74	3	3	...	10	8	29	4	1	10	6	0	0	0	0
2004-2005	56	7	0	...	4	3	24	1	1	6	9	1	0	0	0
2005-2006	39	4	3	...	4	0	18	0	0	5	3	0	2	0	0
Nouveau-Brunswick															
2001-2002	48	1	0	15	...	14	10	0	0	5	3	0	0	0	0
2002-2003	45	1	0	13	...	18	4	0	0	6	2	0	1	0	0
2003-2004	44	1	0	9	...	22	10	0	0	2	0	0	0	0	0
2004-2005	32	4	0	5	...	11	7	0	0	4	1	0	0	0	0
2005-2006	46	0	0	6	...	22	13	0	0	3	2	0	0	0	0
Québec															
2001-2002	174	2	0	4	11	...	112	5	2	11	27	0	0	0	0
2002-2003	155	6	1	1	9	...	124	2	0	7	5	0	0	0	0
2003-2004	173	5	0	8	18	...	122	0	0	9	9	0	0	2	0
2004-2005	177	2	0	3	15	...	137	1	0	10	7	1	0	1	0
2005-2006	129	1	0	5	16	...	88	1	0	7	9	2	0	0	0
Ontario															
2001-2002	345	20	0	43	9	86	...	34	10	43	66	3	0	0	31
2002-2003	319	11	4	31	7	97	...	38	8	48	29	1	0	1	44
2003-2004	225	11	2	20	4	66	...	16	2	41	26	3	3	1	30
2004-2005	414	20	2	36	8	118	...	26	6	70	47	0	6	4	71
2005-2006	496	24	4	41	15	178	...	36	10	58	45	2	4	2	77
Manitoba															
2001-2002	111	1	0	2	0	2	20	...	23	31	30	0	0	0	2
2002-2003	81	0	1	1	0	2	15	...	18	28	11	0	1	2	2
2003-2004	91	1	0	3	2	4	21	...	26	22	9	0	2	1	0
2004-2005	76	0	0	2	0	0	16	...	17	16	15	1	0	0	9
2005-2006	89	1	0	3	0	2	19	...	26	28	10	0	0	0	0
Saskatchewan															
2001-2002	100	0	0	0	0	4	4	28	...	46	17	0	0	1	0
2002-2003	70	0	0	1	1	0	5	28	...	25	8	0	2	0	0
2003-2004	70	0	0	1	0	1	3	17	...	40	7	0	1	0	0
2004-2005	66	0	0	2	0	1	4	17	...	32	10	0	0	0	0
2005-2006	60	0	0	1	0	0	3	11	...	34	11	0	0	0	0
Alberta															
2001-2002	364	8	0	11	2	14	35	26	67	...	189	3	9	0	0
2002-2003	238	6	0	10	3	10	34	27	58	...	82	2	4	0	2
2003-2004	269	7	0	13	1	10	46	26	53	...	100	3	10	0	0
2004-2005	260	14	1	15	2	9	49	23	42	...	92	3	10	0	0
2005-2006	242	7	0	10	5	14	35	34	49	...	76	5	7	0	0

Voir note(s) à la fin du tableau 24.

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹ (fin)

(Destinataire)	(Expéditeur)														Extérieur du Canada
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	
	nombre														
Colombie-Britannique															
2001-2002	242	1	1	11	0	14	32	25	23	124	...	4	4	0	3
2002-2003	149	2	0	4	2	7	13	14	16	87	...	3	0	0	1
2003-2004	238	3	1	4	1	8	37	27	23	125	...	4	1	0	4
2004-2005	193	1	0	7	0	6	29	17	9	115	...	3	1	0	5
2005-2006	164	0	0	4	2	10	26	11	15	81	...	6	3	0	6
Territoire du Yukon															
2001-2002	15	0	0	0	0	1	0	1	1	3	9	...	0	0	0
2002-2003	8	0	0	0	0	0	1	0	0	2	4	...	1	0	0
2003-2004	4	0	0	0	0	0	2	0	0	2	0	...	0	0	0
2004-2005	5	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3	...	0	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0	2	1	1	0	5	2	...	0	0	0
Northwest Territories															
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	6	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	...	1	0
2003-2004	14	0	0	0	0	1	0	0	2	8	1	1	...	1	0
2004-2005	15	0	0	0	0	0	0	2	1	9	1	2	...	0	0
2005-2006	15	1	0	0	0	1	0	1	0	10	0	1	...	1	0
Nunavut															
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	4	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	2	...	0
2003-2004	8	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	5	...	0
2004-2005	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	...	0
2005-2006	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	...	0
Total															
2001-2002	1 527	39	5	99	28	142	253	127	130	286	354	12	15	1	36
2002-2003	1 168	38	6	71	32	143	229	110	101	219	146	8	12	4	49
2003-2004	1 239	34	6	64	36	122	285	91	107	261	161	11	22	5	34
2004-2005	1 306	50	3	72	29	149	269	87	76	265	185	11	20	5	85
2005-2006	1 294	38	7	70	42	229	203	95	100	231	158	16	19	3	83

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 25
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹

(Expéditeur)	(Destinataire)														Extérieur du Canada
	Total	T.-N.-L.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	
	nombre														
Terre-Neuve-et-Labrador															
2001-2002	27	...	0	5	1	0	17	0	0	4	0	0	0	0	0
2002-2003	20	...	1	5	0	2	6	0	0	5	0	1	0	0	0
2003-2004	33	...	2	4	2	6	10	1	0	7	1	0	0	0	0
2004-2005	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2001-2002	4	0	...	2	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
2002-2003	6	1	...	0	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	2	0	...	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
2004-2005	6	2	...	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
2001-2002	109	13	4	...	14	4	50	2	0	11	10	0	1	0	0
2002-2003	75	6	5	...	14	0	37	0	1	9	3	0	0	0	0
2003-2004	54	13	0	...	6	4	11	0	2	12	3	0	2	1	0
2004-2005	77	9	2	...	6	3	32	2	2	14	7	0	0	0	0
2005-2006	71	9	3	...	6	7	26	2	1	10	7	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick															
2001-2002	31	1	0	4	...	9	14	0	0	3	0	0	0	0	0
2002-2003	44	2	0	10	...	9	16	0	1	4	2	0	0	0	0
2003-2004	34	1	0	6	...	15	9	2	0	1	0	0	0	0	0
2004-2005	33	3	0	6	...	17	5	0	0	2	0	0	0	0	0
2005-2006	38	2	3	4	...	15	7	0	0	5	2	0	0	0	0
Québec															
2001-2002	167	1	2	4	12	...	113	2	3	11	18	1	0	0	0
2002-2003	183	1	1	8	18	...	128	3	0	10	12	0	2	0	0
2003-2004	176	2	0	5	24	...	115	6	3	11	8	0	2	0	0
2004-2005	142	1	0	3	18	...	95	3	0	12	10	0	0	0	0
2005-2006	174	3	0	0	24	...	120	4	0	9	12	2	0	0	0
Ontario															
2001-2002	267	19	0	23	8	106	...	25	6	38	41	0	1	0	0
2002-2003	231	3	0	23	5	120	...	20	6	29	24	1	0	0	0
2003-2004	210	12	1	9	7	90	...	26	1	31	28	2	0	2	1
2004-2005	297	8	4	32	8	114	...	24	9	54	42	0	0	2	0
2005-2006	365	17	1	34	12	133	...	43	9	63	50	2	1	0	0
Manitoba															
2001-2002	125	0	0	5	0	5	37	...	28	25	22	0	1	1	1
2002-2003	118	0	0	1	0	2	45	...	27	27	16	0	0	0	0
2003-2004	98	1	0	0	0	0	26	...	20	27	23	0	0	1	0
2004-2005	79	0	0	1	0	1	25	...	18	20	13	0	1	0	0
2005-2006	89	1	0	0	0	1	27	...	13	31	11	1	2	1	1
Saskatchewan															
2001-2002	122	0	0	4	0	2	10	23	...	62	19	1	1	0	0
2002-2003	94	1	0	0	0	0	8	19	...	51	13	1	1	0	0
2003-2004	107	1	0	2	0	0	5	26	...	51	20	1	1	0	0
2004-2005	65	0	0	1	0	0	3	16	...	36	8	0	1	0	0
2005-2006	84	0	1	0	0	1	6	23	...	42	11	0	0	0	0
Alberta															
2001-2002	344	9	4	13	6	11	53	35	56	...	141	4	12	0	0
2002-2003	281	5	1	10	8	6	61	35	39	...	111	2	3	0	0
2003-2004	302	5	0	10	0	11	57	31	57	...	123	1	6	0	1
2004-2005	281	6	1	8	4	7	63	24	47	...	111	2	7	1	0
2005-2006	259	10	0	9	4	9	40	36	50	...	85	7	9	0	0

Voir note(s) à la fin du tableau 25.

Tableau 25

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹ (fin)

(Expéditeur)	(Destinataire)													Extérieur du Canada	
	Total	T.-N.-L.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.		Nt
	nombre														
Colombie-Britannique															
2001-2002	370	3	0	10	3	23	93	34	18	175	...	6	5	0	0
2002-2003	100	1	0	3	1	6	21	11	6	48	...	2	0	0	1
2003-2004	252	2	2	6	5	17	64	17	16	119	...	2	1	0	1
2004-2005	247	0	1	11	1	9	56	26	20	113	...	5	0	0	5
2005-2006	243	3	0	11	2	14	50	16	13	122	...	4	2	0	6
Territoire du Yukon															
2001-2002	14	2	1	0	0	0	3	1	0	3	4	...	0	0	0
2002-2003	13	0	0	2	0	0	2	0	0	3	5	...	1	0	0
2003-2004	11	0	0	0	0	0	3	0	0	2	5	...	1	0	0
2004-2005	9	0	0	1	0	1	0	1	0	3	2	...	1	0	0
2005-2006	15	0	0	0	0	1	1	0	0	5	6	...	2	0	0
Territoires du Nord-Ouest															
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	10	0	0	2	0	0	0	1	1	3	2	1	...	0	0
2003-2004	19	1	0	0	0	0	4	3	1	6	1	0	...	3	0
2004-2005	10	0	0	0	0	0	3	0	0	5	1	0	...	1	0
2005-2006	14	1	0	1	0	0	1	0	0	7	2	0	...	2	0
Nunavut															
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	...	0
2003-2004	10	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	6	...	0
2004-2005	2	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	...	0
2005-2006	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	...	0
Total															
2001-2002	1 580	48	11	70	44	160	390	122	111	333	256	12	21	1	1
2002-2003	1 176	20	8	64	46	146	327	90	81	189	188	8	8	0	1
2003-2004	1 308	39	5	42	44	144	308	112	100	267	212	6	19	7	3
2004-2005	1 248	29	8	63	37	153	286	96	96	260	194	7	10	4	5
2005-2006	1 354	46	8	59	48	181	279	124	86	294	186	16	17	3	7

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 26
Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires¹

Province ou territoire et année	Population	Province ou territoire et année	Population
	'000		'000
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
2001-2002	522,0	2001-2002	1 000,1
2002-2003	519,4	2002-2003	995,9
2003-2004	518,5 ^r	2003-2004	994,5 ^r
2004-2005	517,3 ^r	2004-2005	994,3 ^r
2005-2006	516,0	2005-2006	994,1
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
2001-2002	136,7	2001-2002	3 056,7
2002-2003	136,9	2002-2003	3 116,3
2003-2004	137,3	2003-2004	3 159,6 ^r
2004-2005	137,9	2004-2005	3 204,8 ^r
2005-2006	138,1	2005-2006	3 256,8
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
2001-2002	932,4	2001-2002	4 078,4
2002-2003	934,5	2002-2003	4 115,4
2003-2004	936,3 ^r	2003-2004	4 154,6 ^r
2004-2005	937,5 ^r	2004-2005	4 201,9 ^r
2005-2006	937,9	2005-2006	4 254,5
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
2001-2002	749,9	2001-2002	30,1
2002-2003	750,3	2002-2003	30,1
2003-2004	751,2 ^r	2003-2004	30,6
2004-2005	752,1 ^r	2004-2005	30,9 ^r
2005-2006	752,0	2005-2006	31,0
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
2001-2002	7 397,0	2001-2002	40,8
2002-2003	7 445,7	2002-2003	41,5
2003-2004	7 494,0 ^r	2003-2004	42,2
2004-2005	7 547,7 ^r	2004-2005	42,9 ^r
2005-2006	7 598,1	2005-2006	43,0
Ontario		Nunavut	
2001-2002	11 897,6	2001-2002	28,1
2002-2003	12 102,0	2002-2003	28,7
2003-2004	12 259,6 ^r	2003-2004	29,2 ^r
2004-2005	12 407,3 ^r	2004-2005	29,7 ^r
2005-2006	12 541,4	2005-2006	30,0
Manitoba		Total	
2001-2002	1 151,3	2001-2002	31 021,3
2002-2003	1 155,6	2002-2003	31 372,6
2003-2004	1 161,6	2003-2004	31 669,2^r
2004-2005	1 170,2 ^r	2004-2005	31 974,4^r
2005-2006	1 177,6	2005-2006	32 270,5

1. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2001 et 2002; estimations postcensitaires mises à jour pour 2003 et 2004; et estimations postcensitaires provisoires pour 2005.

Source : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 27
Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

Province/territoire et année	IPC 1992-1993 = 100 '000	Province/territoire et année	IPC 1992-1993 = 100 '000
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
2001-2002	114,5	2001-2002	120,3
2002-2003	117,3	2002-2003	123,7
2003-2004	120,7	2003-2004	126,5
2004-2005	122,9	2004-2005	129,3
2005-2006	126,1	2005-2006	132,2
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
2001-2002	114,6	2001-2002	120,1
2002-2003	117,7	2002-2003	124,2
2003-2004	121,9	2003-2004	129,7
2004-2005	124,5	2004-2005	131,5
2005-2006	128,5	2005-2006	134,3
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
2001-2002	116,3	2001-2002	115,2
2002-2003	119,8	2002-2003	117,9
2003-2004	123,9	2003-2004	120,4
2004-2005	126,1	2004-2005	122,8
2005-2006	129,6	2005-2006	125,3
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
2001-2002	114,7	2001-2002	116,9
2002-2003	118,6	2002-2003	117,7
2003-2004	122,6	2003-2004	119,9
2004-2005	124,4	2004-2005	121,1
2005-2006	127,4	2005-2006	123,8
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
2001-2002	113,2	2001-2002	113,0
2002-2003	115,5	2002-2003	116,3
2003-2004	118,4	2003-2004	119,1 ^r
2004-2005	120,7	2004-2005	120,8 ^r
2005-2006	123,5	2005-2006	123,6
Ontario		Nunavut	
2001-2002	117,7	2001-2002	''''
2002-2003	120,1	2002-2003	100,0
2003-2004	123,3	2003-2004	100,2
2004-2005	125,6	2004-2005	101,2
2005-2006	128,4	2005-2006	102,9
Manitoba		Total	
2001-2002	121,2	2001-2002	116,4
2002-2003	123,1	2002-2003	119,0
2003-2004	125,3	2003-2004	122,3
2004-2005	127,8	2004-2005	124,6
2005-2006	131,2	2005-2006	127,3

Source : Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001-XIB au catalogue. Année de base 1992 = 100. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002 = 100.